

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
POLICE DES ÉTRANGERS
A PARIS

ET DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 28 Mai 1914, à 1 heure 1/2

PAR

G. DALLIER

Président : M. GEOUFFRE DE LAFRADALLE, professeur.

Suffragants } MM. BERTHÉLEMY, professeur.
JACQUELIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 43

—
1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
POLICE DES ÉTRANGERS
A PARIS

ET DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 28 Mai 1914, à 1 heure 1/2



PAR

G. DALLIER

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.

Suffragants } *MM. BERTHÉLEMY, professeur.*
JACQUELIN, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA POLICE DES ÉTRANGERS A PARIS

ET

DANS LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

AVANT-PROPOS

« Il est une loi éternelle et immuable : c'est que les
« peuples arrivés au premier rang par leur civilisation
« morale, intellectuelle et matérielle ont nécessairement
« travaillé pour les autres nations ; ils sont fatalement
« voués à l'invasion étrangère pour imposer aux envahis-
« seurs eux-mêmes leurs mœurs, le progrès et la science. »

Ainsi s'érige en principe un fait dont l'Histoire présente
cent exemples et que confirme surabondamment l'état de
la France contemporaine.

De tout temps, notre nation a été accueillante et hospita-
lière ; de nos jours, elle se surpasse. Son renom de gaieté,
d'élégance, d'urbanité, séduit plus que jamais les visiteurs
étrangers ; son éclat artistique et littéraire exerce une
influence mondiale ; sa fertilité, sa puissance économique
attirent en foule les travailleurs qui viennent sous un ciel
plus doux chercher un travail plus facile et plus rémuné-

rateur. Il n'est peut-être pas de race humaine qui ne compte quelque représentant sur notre territoire. L'amour-propre national en est flatté ; c'est, pensons-nous, la reconnaissance implicite de notre suprématie, de la haute place que notre patrie tient dans le monde.

Mais la loi précitée sera-t-elle éternellement vraie ? pourrions-nous toujours imposer aux envahisseurs nos mœurs, notre civilisation, notre marque en un mot ? L'assimilation s'effectuera-t-elle encore avec aisance ? Des symptômes non équivoques semblent indiquer que nous approchons du point de saturation : nos frontières, trop largement ouvertes, laissent passer un flot continu d'émigrants qui s'emparent de nos maisons de commerce, de nos industries, de nos banques, de nos cités ; nos coutumes s'imprègnent d'exotisme, notre langue fourmille de vocables étrangers ; notre sécurité même est menacée par des éléments dangereux que nos richesses attirent et que des lois trop indulgentes n'effraient guère.

Et le mouvement s'accroît, nos voisins prolifiques ne cessent de déverser sur la France le trop-plein de leur population.

Il faut réagir.

Notre pays, nous ne l'ignorons pas, est lié par des conventions internationales qu'il veut respecter ; il ne pourrait d'ailleurs substituer brusquement d'étroites prohibitions aux tolérances actuelles sans s'exposer à des représailles. Trop de rigueur même serait nuisible, car l'immigration a une autre cause : la natalité française est en décroissance ; elle subit une crise dont la fin ne se peut prévoir et dont la responsabilité nous incombe entièrement. Le procès de la dépopulation n'est pas à entreprendre ici ;

cependant si l'agriculture, si de nombreuses industries ont recours à la main d'œuvre extérieure, à qui la faute? Suffisons-nous à exploiter seuls notre domaine national? Les résultats des derniers recensements permettent d'en douter. Nous devons faire appel à l'étranger; les places que nous ne pouvons occuper sont prises par d'autres.

Et puis la riche clientèle qui nous fréquente est une source de profits. Il ne faut pas qu'elle se détourne de notre chemin au bénéfice de nos rivaux qui déjà l'accablent de prévenances, voulant à tout prix la conquérir et la retenir.

Enfin notre droit public s'inspire toujours des principes de liberté de la Révolution. On ne peut songer à faire œuvre restrictive, alors que la plupart des législations tendent à accorder à l'étranger la jouissance de la plus grande partie des droits reconnus aux nationaux.

Autant de causes qui rendent le problème ardu et la solution délicate si l'on envisage la question dans son ensemble. Mais en la fractionnant, en sériant les difficultés, il n'est pas impossible d'obtenir un résultat.

Qui voulons-nous atteindre principalement?

Ce n'est pas le travailleur placide, honnête, respectueux des lois de police et de sûreté qui « obligent tous ceux qui habitent le territoire »; ni le touriste qui contribue à la prospérité générale; ni le commerçant qui s'enracine chez nous, et dont l'intérêt devient solidaire du nôtre: celui qu'il faut atteindre, c'est l'indésirable; celui que les États-Unis, terre de liberté, refusent de recevoir; l'espion, le malfaiteur, le vagabond, le fraudeur, l'habitant d'une contrée contaminée, etc..... celui, en somme, qui sème le trouble, qui met en péril notre travail ou notre

sécurité. Et la catégorie en est nombreuse, à Paris particulièrement.

Dans un rapport au Conseil municipal, M. le conseiller Achille en fait un tableau saisissant :

« Il est d'autres clients que rien ne rebute, qui nous arrivent toujours plus nombreux..... j'en appelle au témoignage de mes collègues dont les circonscriptions envahies par cette lèpre prennent l'aspect d'un quartier de Varsovie ou d'un faubourg de Fez. Peu reconnaissante de l'hospitalité que nous lui accordons si bénévolement, cette population hétéroclite, venue on ne sait d'où, mais ancrée chez nous et s'y plaisant, traite notre pavé en pays conquis ; conservant avec acharnement ses mœurs et ses coutumes, elle méconnaît obstinément nos lois. Les différends s'y règlent en famille ; malheur à l'indigène assez audacieux pour pénétrer dans ce nouveau ghetto ! A la faveur de nos querelles, il en sort parfois de louches éléments, habiles à transformer en émeute une simple manifestation, et au lendemain d'une rafle ou d'une bagarre, sur vingt individus arrêtés, on est stupéfait d'en trouver la moitié à l'accent exotique, à l'état-civil imprécis.

Mais un plus grand danger peut résulter pour nous de la répugnance innée qu'éprouvent ces nouveaux envahisseurs à l'égard des règles les plus élémentaires de l'hygiène ; les taudis infects où ils s'entassent en nombre invraisemblable sans distinction souvent ni d'âges ni de sexes, constituent des foyers de contagion tout indiqués. Or, autour de nous le choléra gagne du terrain chaque année ; s'il nous attaque, c'est par là qu'il entrera, c'est là qu'il frappera d'abord, c'est de là qu'il se répandra pour faire d'incalculables victimes. »

La seule présence de ces indésirables est un danger,

l'accroissement continu de la population étrangère en constitue un autre. Nous nous sommes livré à une vaste enquête sur ce sujet. Tant à la Statistique générale, qu'au Ministère de l'Intérieur, tant à la Préfecture de police que dans différents services de la Ville de Paris, partout on constate une augmentation formidable du chiffre des étrangers. De tous côtés, des réclamations impérieuses s'élèvent ; des mesures énergiques s'imposent. Les résultats de cette enquête, les lacunes qu'elle dévoile dans notre législation et les réformes dont elle démontre l'utilité formeront l'objet du présent travail.

Après un exposé de la législation actuelle, nous examinerons la protection qu'elle entend accorder aux diverses manifestations de l'activité nationale, et nous en constaterons l'insuffisance ou l'inefficacité.

Inefficace au point de vue politique : elle ne retient ni l'anarchiste, ni l'espion, ni le fauteur de troubles ;

Insuffisante au point de vue économique : elle n'empêche ni la fraude, ni la contrefaçon ; elle consent parfois à l'industriel, au négociant, au travailleur étranger un traitement favorisé qu'envient nos concitoyens, assujettis à des charges auxquelles leurs concurrents échappent ;

Au point de vue social, elle ne parvient guère à imposer notre hygiène à certains immigrés, originaires des contrées suspectes, ou dont l'invincible malpropreté crée pour le voisinage un danger constant ; elle ne garantit pas davantage notre sécurité contre la tourbe cosmopolite dont les exploits défraient chaque jour la chronique du vagabondage, de la prostitution, du cambriolage et du crime.

De ce chef, nos finances ne laissent pas de supporter de lourdes dépenses, mises en lumière par les statistiques des hôpitaux, des asiles, des établissements pénitentiaires.

Par contre, peu de recettes ; la France du xx^{e} siècle est encore la France de Louis XV : « *elle n'agit pas en marchand* » à l'égard de l'étranger ; le produit de la minime dépense qu'elle lui impose, le droit d'immatriculation, ne couvre pas même les frais que nécessite sa perception.

L'insuffisance de la réglementation française ressortira aussi d'une rapide comparaison avec les législations étrangères et la conclusion s'établira nettement ; nécessité urgente de renforcer nos moyens de défense et de protection. Il n'est pas besoin d'exceptionnelles mesures de rigueur ; les États voisins ne peuvent ainsi prendre ombrage de ce que nous utilisons les mêmes armes qu'ils emploient eux-mêmes contre la lie internationale. Quelques formalités à remplir ou quelques droits à payer n'écarteront pas la riche clientèle, accoutumée déjà au registre de population dans certains pays, ou à la « *curtax* » dans les stations thermales d'Allemagne.

L'étranger qui vient exercer chez nous son état, son commerce ou son industrie, ne peut s'étonner de subir par réciprocité le traitement que sa propre nation impose aux Français sur son territoire.

Enfin, ce ne sera pas déroger aux principes introduits dans notre droit par la Révolution que de prendre les mesures de protection qu'exige l'intérêt du pays. La Convention elle-même traitait avec rigueur les nationaux des États avec lesquels elle était en guerre (loi du 23 messidor an III). Or, de nos jours, les peuples ne vivent-ils pas continuellement dans un état de lutte économique moins meurtrier, sans doute, que la guerre réelle, mais plus désastreux peut-être pour le vaincu, qui n'aura vu qu'une

question de principe là où il avait surtout une question d'opportunité.

Telles sont les idées directrices de cette étude. Bien qu'intéressant la France entière, elle portera principalement sur sa capitale. Plus peut-être que toute autre partie du pays, Paris souffre de la situation actuelle. C'est lui d'abord qu'il faut défendre contre l'invasion étrangère. Ce faisant, nous entendons pourtant demeurer fidèles à l'esprit français, généreux et hospitalier par instinct ; nous n'oublions pas l'accueil que nos pères réservèrent en 1832 aux réfugiés polonais ni les millions qu'ils leur votèrent ; mais nous ne voulons pas que l'afflux d'une populace hétéroclite et dangereuse trouble ou déforme le développement intellectuel et économique de notre Patrie.

.

HISTORIQUE

A l'égard des étrangers le droit français s'est longtemps inspiré des principes rigoureux des législations antiques et des coutumes germaniques ; ce n'est qu'après une lente évolution et à la faveur des principes de libéralisme introduits dans les idées modernes par la philosophie du xviii^e siècle que les immigrés ont pu jouir dans notre pays du régime de tolérantisme actuel.

L'antiquité tint sévèrement l'étranger à l'écart non seulement de la vie publique, mais même du droit commun : pour lui pas de loi, non plus que pour l'esclave ; pour des raisons d'ordre religieux (1), il ne pouvait ni être propriétaire foncier, ni hériter ; son mariage n'était pas reconnu, ses enfants passaient pour bâtards ; même le commerce à l'origine lui était interdit.

A Sparte, la constitution de Lycurgue condamnait toute alliance et toute relation avec l'étranger ; à Athènes, celle de Solon multipliait les difficultés pour l'empêcher d'obtenir le droit de cité, et lorsque la nécessité se fit sentir d'organiser une juridiction pour les « métèques » qui y affluaient, ce fut un tribunal exceptionnel que la grande

(1) Voir Fustel de Coulanges, *La Cité antique*, chap. XII).

Cité Attique leur assigna : elle leur donna pour juge le polémarque, magistrat chargé spécialement des relations avec l'ennemi.

La République romaine se montra tout aussi fermée, tout aussi méfiante à l'égard des étrangers et leur imposa des restrictions identiques : ainsi qu'en Grèce, ils ne pouvaient hériter, devenir propriétaires, ni contracter un mariage valable. Le même vocable *hostis*, désignait indifféremment l'étranger ou l'ennemi. Pour pouvoir exercer le commerce, le pérégrin devait entrer dans la « clientèle » d'un citoyen romain. Enfin une juridiction analogue à celle d'Athènes exercée par un magistrat spécial (*praetor peregrinus*) connaissait des conflits relatifs aux étrangers.

Ainsi, tout en lui faisant accueil, tout en reconnaissant l'utilité qu'il y avait à entretenir avec lui de bons rapports dans l'intérêt même de la prospérité nationale, les grandes Cités d'autrefois jugèrent indispensable de se défendre contre l'élément exotique ; sauf quelques tempéraments apportés en Attique par Clisthène, à Rome par le sénatus-consulte d'Hadrien, elles pratiquèrent, dans le but de rester elles-mêmes, l'exclusivisme le plus rigoureux, jusqu'à ce que la constitution de Caracalla vint accorder à tous les habitants de l'empire romain la qualité et les droits de citoyen,

*
* *

Bien qu'inspirée par une conception toute différente, la législation germanique se montre aussi dure pour l'étranger, c'est-à-dire pour celui qui ne fait partie d'aucune tribu : mis hors la loi, privé de tout droit, surtout de celui de porter les armes, méprisé et haï de tous, il est exposé aux pires traitements ; chez les Saxons, il

peut même être vendu comme esclave. Seul le profond respect que professaient les peuples germaniques pour l'hospitalité apporta un adoucissement à cette condition pénible : le fait pour un Germain de garder l'étranger ou Warganeus trois nuits consécutives sous son toit l'oblige à être son garant et à le protéger (loi d'Edric, § 15); la loi Gombette et la loi salique accordent au Warganeus quelques facilités lui permettant d'entrer dans l'association germanique; mais tant qu'il reste étranger, il est sans défense, sans protection, à la merci du plus fort ou du plus audacieux.

Le même sentiment d'hospitalité incite nos rois de la seconde race à assurer leur protection aux étrangers : Charlemagne offre un asile aux Espagnols persécutés (Aix-la-Chapelle, capitulaire de 813); un capitulaire précédent (802) plaçait déjà l'étranger sur la même ligne que la veuve, l'orphelin et les églises dont l'empereur s'était déclaré le défenseur. Plus tard, il est vrai, Louis IX par l'ordonnance de 1242 (1) enjoindra d'arrêter tous marchands anglais commerçant en France et de saisir leurs effets, mais ce sera la réponse à l'ordre de Henri III de mettre à mort tous les marchands français trouvés sur mer, Et ces légitimes représailles ne laisseront pas de soulever des protestations :

« En cela, dit l'anglais Mathurin Paris, il blessa énormément l'antique dignité de la France qui offrit toujours un asile assuré aux proscrits et aux exilés qui n'ont pas de mauvaises intentions, leur présentant son sein comme un lieu de refuge; c'est de là que dans la langue propre et originale le mot *France* est dérivé. »

(1) *Recueil des anciennes lois françaises*, par MM. Jourdan, Decrusy et Isambert. Paris, 1822-1833, t. I, p. 246.

*
* *

Sous l'ère féodale, inaugurée par le capitulaire de Kiersy-sur-Oise, les étrangers sont désignés sous le nom *d'épaves* et surtout *d'aubains*, terme qui primitivement s'appliquait aux Écossais, alors le peuple le plus nomade de la terre. Jusqu'à saint Louis, les aubains sont traités en serfs ou mainmortables, survivance des traditions germaniques ; vers le ^{xv}^e siècle, la servitude sera abolie pour eux, mais remplacée par le droit d'aubaine qui les frappe de la double incapacité de succéder et de transmettre, soit par testament, soit *ab intestat*, à leurs proches ou à tous autres : leurs biens font retour, pour le tout ou pour partie, aux seigneurs dont ils relèvent.

Ces bénéfices tentèrent la Couronne qui, peu à peu, se les appropria, de même que les diverses redevances attachées aux droits de chevage et de formariage. Par contre, des tempéraments successifs modifièrent la dure condition des étrangers : ils leur accordèrent les contrats dits du *droit des gens* (droit d'emprunter, de prêter, d'hypothéquer, de faire commerce, droit de donation entre vifs, etc...) ils leur facilitèrent principalement la naturalisation en échange d'une redevance pécuniaire.

C'est que la générosité dont avaient fait preuve certains de nos premiers rois envers les étrangers s'était vite muée en un sentiment plus intéressé : les Lombards, les Génois, les Castellans, quelques autres encore parmi les peuples voisins s'étaient spécialisés dans les affaires d'argent ; aussi, ils fournissaient à l'occasion une source de revenus trop facile pour que seigneurs et rois se fissent faute d'y recourir : d'où une série d'ordonnances et de mesures qui se traduisirent invariablement par des créations d'impôts

ou l'institution de redevances destinées à l'acquisition de privilèges. En 1268 (1), puis en 1274, les baillis reçoivent injonction de chasser des terres du roi « les Lombards, caorcins et autres usuriers » ; presque aussitôt, ceux-ci obtiennent, moyennant finances, diverses franchises qui, révoquées à nouveau en 1320, leur sont encore rendues contre nouvelle imposition (novembre 1339).

Dès 1315, les étrangers qui voudront demeurer dans le royaume « paieront cent sols par cent livres de leur avoir annuellement, au moyen de quoi ils seront affranchis de toutes subventions (2). »

L'ordonnance de janvier 1563 sur la police du royaume impose aux banquiers étrangers une forte caution de 50.000 écus, que les Etats généraux de Blois en 1579 réduisent à 15.000 écus (article 357) ; quant aux autres commerces, un droit de patente plus ou moins élevé les atteint.

Les mesures officielles relatives aux étrangers revêtirent donc avant tout un caractère fiscal ou commercial. Paris, tout spécialement, se défendait contre la concurrence étrangère : en 1493, le Prévôt de Paris rendait une sentence par laquelle « il est défendu aux marchands étrangers de vendre à la ville de Paris aucune marchandise en détail » (3). Mais en mainte circonstance, les événements obligent les pouvoirs publics à prendre d'autres précautions tant au point de vue de l'hygiène que de la sécurité générale : en 1498, une ordonnance de police enjoignait « que tous les malades de la grosse vérole vuidassent incontinent hors la ville et s'en allassent les étrangers ès

(1) *Recueil des anciennes lois françaises* (déjà cité), t. I, p. 338.

(2) *Recueil des anciennes lois françaises* (déjà cité), t. III, p. 402.

(3) Collection Lamoignon, 5^e vol., p. 260.

lieux dont ils sont natifs, sous peine de la hart » (1). A l'occasion d'une épidémie assez grave qui sévissait à Paris en 1596, un arrêt du Parlement ordonnait aux vagabonds et pauvres valides étrangers de quitter Paris dans les 24 heures « sous peine d'être pendus et étranglés sans forme ni figure de procès » et afin de les reconnaître en cas de retour, il était prescrit de les « tondre et raser » (2). C'étaient les « indésirables » de l'époque : déjà en 1587 (3), en raison de la disette, le même Parlement avait donné l'ordre d'éloigner de Paris les pauvres étrangers qui depuis un an et demi étaient dans la ville et les faubourgs.

Vers le milieu du xvi^e siècle également, le Pouvoir royal prit les premières mesures de répression à l'égard des Bohémiens, Egyptiens, nomades de toutes sortes. L'édit du 24 juin 1539, « défendit l'entrée du royaume aux Bohémiens et enjoignit à ceux qui s'y trouvaient, d'en sortir ». En vérité on avait tenté, dès avant 1539, de repousser le flot envahissant des nomades loin des lieux où il était le plus tumultueux. Mais jusqu'alors le pouvoir central n'avait pris aucune mesure d'expulsion générale. Une légende religieuse s'attachait à « ces sauterelles d'Égypte » (4) : ne se donnaient-elles pas comme des pèlerins parcourant le monde en expiation de leurs péchés ? Des lettres de protection de l'Empereur, du Pape même, convainquaient les plus incrédules. A la faveur de « telles recommandations » ces vagabonds purent dévaster à leur

(1) Collection Lamoignon, 5^e vol., p. 371.

(2) Collection Lamoignon, 9^e vol., p. 996, 24 octobre 1596.

(3) Collection Lamoignon, 9^e vol., p. 654.

(4) Paul Bataillard, *De l'apparition et de la disparition des Bohémiens en Europe*, t. V, p. 444, 1843.

aise les campagnes pendant tout le xv^e siècle. Ils étaient la terreur des paysans qui ne s'expliquaient pas la quasi impunité dont ils jouissaient, car bientôt on n'attacha plus foi à leur fable ; aussi l'édit de 1539 fut-il accueilli avec joie dans tout le royaume. Il ne produisit pas cependant tout l'effet qu'on en pouvait attendre ; son renouvellement s'imposa fréquemment, et des aggravations de peine (galères) furent prononcées contre les Egyptiens qui ne se soumettaient pas aux nouvelles ordonnances (Orléans 1560, arrêt du Parlement de Paris, 1612, édit du 11 décembre 1666, déclaration du 11 juillet 1682).

A côté de ces mesures extraordinaires de sûreté, nous trouvons dans l'ancienne France toute une série d'ordonnances relative à la police des étrangers proprement dite : ainsi défense leur était faite de porter des armes (cette interdiction fut instamment renouvelée lors du meurtre du duc d'Orléans, frère de Charles VII en 1407) (1). A la même époque, des lettres patentes du roi défendaient aux hôteliers de loger aucunes personnes sans le faire savoir aussitôt au Prévôt de Paris, et aux bourgeois de la Ville de louer leurs maisons à des étrangers sans le faire savoir pareillement. En principe, cette déclaration demeura obligatoire jusqu'en 1789 ; de fréquentes ordonnances en rappelèrent la nécessité et les officiers de la Couronne eurent mission de surveiller attentivement la population exotique : à la suite de la conjuration d'Amboise, un arrêt du Parlement (3 avril 1560) enjoint aux lieutenants civil et criminel, aux conseillers et commissaires de se transporter en personne dans les 16 quartiers de Paris, les semaines

(1) Collection Lamoignon, 3^e vol., p. 453.

avant et après Pâques, et d'y faire chaque jour la recherche des étrangers et des vagabonds ; les étrangers sans affaire à Paris devaient quitter la ville dans les 24 heures sous peine de la hart (1).

Quant au passeport exigé à l'entrée ou à la sortie du royaume, il n'était pas spécial à l'étranger et devait être présenté par tout voyageur ; à la fin du xvii^e siècle (Ordonnance royale du 12 juin 1669 et du 2 novembre 1677) l'obligation, après en avoir été imposée, en fut abolie (Edit du 28 juin 1686) pour être consacrée définitivement par l'ordonnance royale du 29 juin 1743.

En résumé, au moment de la Révolution de 1789, les étrangers étaient soumis à un régime relativement doux : ils payaient taxe, mais pouvaient circuler librement ; ils étaient assujettis à la caution « *judicatum solvi* » et encouraient la contrainte par corps pour toute condamnation même civile, mais les antiques droits de chevage et de formariage étaient désuets ; en matière successorale ils étaient encore soumis au droit d'aubaine, mais ce droit, transformé peu à peu en simple droit de détraction, avait été déjà l'objet de vives attaques de la part de Montesquieu et de Necker. D'ailleurs, la rigueur en était très atténuée par l'effet des lettres de naturalité devenues d'autant plus nécessaires que seul le « *jus soli* » réglait la nationalité (2). Il est juste d'ajouter qu'avant la chute de la monarchie, le cadre des régnicoles de naissance s'était agrandi : les enfants nés de parents français à l'étranger furent considérés comme français au xviii^e siècle.

Quoi qu'il en soit, par l'octroi de lettres de naturalité, le

(1) Collection Lamoignon, 7^e vol., p. 847.

(2) Pothier, *Traité des personnes*.

pouvoir royal sut attirer en France, surtout à l'époque de la Renaissance, les artistes des autres pays ; il leur accorda même parfois des lettres de noblesse. Nos universités furent largement ouvertes aux savants et aux étudiants qui y accouraient de toutes les parties de l'Europe. Une clause spéciale insérée dans les lettres de naturalité permettait de relever l'étranger de l'incapacité de posséder certaines charges (archevêché, abbaye, chef d'ordre, etc...) (1).

Souvent le roi, dans l'intérêt du commerce, de l'industrie, accordait exemption du droit d'aubaine à toute une catégorie d'étrangers. Nous citerons parmi ceux-ci les marchands du Brabant, des Flandres, ceux qui fréquentaient les grandes foires.

On dispensait aussi du droit d'aubaine les immigrés qui rendaient des services à la France. C'est ainsi qu'un édit de 1607 en affranchit les ouvriers étrangers employés au dessèchement des marais. L'édit d'août 1776 en releva également ceux qui entraient dans une des Communautés d'Arts-et-Métiers de la Ville de Paris, autrefois fermées aux étrangers. Certaines villes (Dunkerque, Calais, Bordeaux, etc...), certaines provinces, en étaient exemptées (2) (le Languedoc par exemple).

Pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, la France passa avec presque toutes les puissances étrangères un si grand nombre de traités abolissant le droit d'aubaine, qu'on peut dire que ce droit n'existait plus effectivement à la veille de la Révolution.

(1) Pothier, *op. cit.*, p. 26.

(2) Denisart, *Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, t. I, p. 152 ; Isambert, *Recueil des lois anciennes*.

Aussi, à la fin de l'Ancien Régime, le droit d'aubaine que Bacquet avait autrefois appelé « un fleuron de la Couronne » (1), ne produisait plus qu'un revenu à peu près nul. La Révolution pouvait en décider la suppression sans difficultés et sans sacrifice.

Au nom des droits de l'homme et du citoyen, l'Assemblée Constituante supprima toutes les dispositions antérieures et décréta l'égalité absolue entre nationaux et étrangers : « La France libre doit ouvrir son sein à tous les peuples de la terre, en les invitant à jouir sous un gouvernement libre des droits sacrés et inaliénables de l'humanité ». Ce beau rêve de fraternité universelle ne dura guère ; travaillée, intérieurement par une nuée d'espions, menacée au dehors par la coalition des souverains d'Europe, la France était victime de sa philanthropie. L'Assemblée dut bientôt le comprendre. De nombreuses décisions organisent des mesures de police spéciales concernant les étrangers. Les unes s'appliquent à la surveillance des hôtels, prescrivent de relever le nombre et la qualité des étrangers qui y prennent logement (26 avril 1790) (2) ; ordonnent la visite des hôtels garnis pour relever les noms, pays, demeures, motifs de l'arrivée et du séjour des étrangers (6 décembre 1791) (3) ; établissent les moyens de surveiller ceux qui logent dans des appartements et des maisons bourgeoises pour échapper à la police des garnis (5 février 1792) (4) ; ordonnent aux habitants de Paris de déclarer les noms et les qua-

(1) Bacquet, *Droit d'aubaine*.

(2) Bibliothèque nationale, mss, p. 2671, f° 160.

(3) *Archives parlementaires*, procès-verbaux, section de Paris.

(4) *Archives nationales*, AA 46, n° 1361.

lités des étrangers domiciliés à Paris qu'ils logent chez eux sous peine de poursuite par voie correctionnelle (1). D'autres mesures réglementent l'arrivée des étrangers à Paris, prescrivent des moyens propres à atténuer les effets de leur affluence dans la capitale (février 1792) (2), ordonnent d'en relever le nombre et la qualité (juin 1792) et enjoignent aux étrangers demeurant à Paris de faire la déclaration de résidence (3).

La Convention prononça l'expulsion en masse de tous les étrangers avec lesquels la République était en guerre et prit une série de mesures exceptionnelles tendant à une surveillance rigoureuse de tout étranger arrivant sur le territoire (4) (23 messidor an III).

Le Directoire se montra aussi absolu : la loi du 28 vendémiaire an VI attribua sans réserve au pouvoir exécutif un droit de surveillance spécial et d'expulsion ; bien que les dispositions en fussent rapidement tombées en désuétude, cette législation demeura théoriquement en vigueur jusqu'à la promulgation de la loi de 1849.

Signalons cependant la loi du 12 messidor an VIII, sous le Consulat, qui autorisa le Préfet de police de Paris à délivrer aux étrangers des passeports pour circuler à l'intérieur de la République, à leur établir des cartes de sûreté et d'hospitalité, enfin à leur accorder des permissions de séjour s'ils désiraient « résider plus de trois jours ».

Sous la monarchie de Juillet, la loi du 21 avril 1832 sur les réfugiés étrangers, ne fut votée qu'après une vive opposition. Elle les obligeait à se rendre dans des centres

(1) Décret du 1^{er} août 1791.

(2) *Archives nationales*, f° 36, 881.

(3) Décret du 19 septembre 1792.

(4) *Archives nationales*, AFD 46, f° 79.

déterminés et à y rester sous le contrôle permanent de l'autorité publique.

Cependant, au milieu du xix^e siècle, malgré ce rigorisme apparent, l'étranger — à la condition de ne pas troubler l'ordre général — jouissait en France de la liberté la plus complète.

Le Code civil n'est à citer que pour mémoire. Dans le but d'obliger les autres nations à accorder chez elles aux citoyens français la jouissance des droits civils, ses auteurs revinrent très sensiblement sur le trop grand libéralisme de la Révolution; l'article 11 du Code Napoléon soumet la matière au principe de la réciprocité diplomatique.

Dès l'origine, l'application de cet article a suscité des difficultés sérieuses et son interprétation a soulevé de vives controverses (1) que nous ne pouvons exposer ici. Il intéresse plus spécialement le droit privé, et nous entendons nous maintenir strictement dans le cadre de ce travail « la police des étrangers ».

(1) Weiss (déjà cité).

PREMIÈRE PARTIE

La législation française

PRÉLIMINAIRE

Ce fut longtemps une théorie indiscutée que les droits de souveraineté et d'indépendance reconnus aux États leur permettaient de fermer leur territoire aux étrangers : au **xix^e** siècle la Chine et le Japon pratiquaient encore cette « Xénélasie » ; récemment même certains États de l'Union américaine en tentaient une application restreinte.

Mais l'idée de communauté internationale qui ne cesse de progresser n'est pas compatible avec cette éviction systématique.

Chaque nation n'est plus, en effet, considérée comme un champ clos séparé de l'univers ; dans les conditions actuelles de la vie des États, l'isolement complet pour l'un d'entre eux équivaldrait à un arrêt de mort.

« L'évolution des esprits et des mœurs a condamné
« les abus du principe de la souveraineté territoriale
« absolue de l'État. On ne lui reconnaît plus le droit d'in-
« terdire arbitrairement l'accès de son territoire aux

« étrangers. Et l'Etat souverain a dû entrer en compo-
« sition avec le droit individuel, fût-il celui d'un étran-
« ger, avec le droit de locomotion, de séjour, corol-
« laire du droit de vivre qui n'est plus contesté à
« l'homme. »

La doctrine fut cependant assez longue à s'établir. Le temps n'est pas très éloigné où Heffter, Geffcken, Laband, Stoerck, tout comme leurs devanciers de Vattel et de Martens, se déclaraient partisans du droit illimité de l'Etat. Des théories plus libérales se firent jour, avec de Mohl, Poetzl, Holtzendorff, Blüntschli, Mancini, Pasquale Fiore, les professeurs Weiss, Cauwès, défenseurs convaincus des droits de l'individu. L'Institut de droit international dans sa session de Genève (1892), puis dans celle de Copenhague (1897) abordant encore le sujet, admit la solution la plus large et élaborâ un projet de réglementation internationale de l'immigration.

De nos jours, la question ne se pose plus de la même manière : la liberté d'accès du territoire n'est pas contestée en principe ; mais un Etat peut-il suspendre l'exercice de ce droit ? Peut-il même le restreindre ?

Dans la pratique, la plupart des législations modernes se prononcent chaque fois pour l'affirmative. Presque tous les codes, en vue surtout de protéger la sûreté publique, prévoient des mesures de police pour réglementer le séjour des étrangers, ou refusent l'entrée à certaines catégories d'immigrants. De même la loi française, mais avec quelle timidité ! Hier encore elle s'inspirait uniquement du principe de la porte ouverte ; ce n'est qu'en 1912 qu'elle décide d'arrêter les nomades à la frontière ; jusqu'alors elle se contentait d'y faire reconduire les éléments dont la présence, après expérience, était jugée dangereuse. Mais

l'expulsion, telle que l'a prévue la loi du 3 décembre 1849, est une mesure d'exception qui n'atteint en principe que des individualités. D'une manière générale, les étrangers sont simplement assujettis pour résider en France à quelques formalités administratives ou à certaines justifications d'identité, de moralité et de ressources énumérées par le décret du 2 octobre 1888 et les lois des 8 août 1893 et 16 juillet 1912. C'est là toute la législation française sur la matière.

CHAPITRE I

LA LOI DU 3 DÉCEMBRE 1849

§ 1^{er}. — DU DROIT D'EXPULSION

La loi du 3 décembre 1849 répondait à l'origine à un double but, celui de réglementer : 1° les conditions de naturalisation exigibles des étrangers, en soumettant la décision à prendre au pouvoir exécutif ; 2° la police des étrangers séjournant en France spécialement au point de vue du droit d'expulsion.

Les articles relatifs à l'admission ayant été abrogés d'abord implicitement par le décret organique du 2 février 1852, puis par les lois postérieures, il ne saurait en être question ici ; seuls les articles 7 et 8 sont encore en vigueur ; ils donnent au pouvoir exécutif le droit de faire sortir du territoire français les étrangers dont la présence pourrait être dangereuse pour le pays.

Il n'entre pas dans l'esprit de ce travail de rechercher les fondements et les limites du droit d'expulsion et d'examiner dans quelle mesure le respect de la liberté individuelle se peut concilier avec les nécessités de la sécurité nationale. Tout comme la question d'accès ou de fermeture du territoire aux étrangers, examinée précédemment, le droit d'expulsion a fait l'objet de discussions passionnées.

Certains, comme Pinheiro-Ferreira, concluent à l'assimilation complète de l'étranger et du national et envisagent l'expulsion comme une flagrante violation des droits imprescriptibles de l'homme. En France, Clovis Hugues a soutenu la même thèse à la Chambre des députés dans la séance du 23 février 1882.

De tels « excès d'humanitarisme » n'ont pas influencé la doctrine et cette faculté est aujourd'hui reconnue à chaque souveraineté par la plupart des auteurs. Elle constitue un corollaire indispensable du droit de circulation et de séjour des étrangers ; l'Institut de droit international a déclaré avec raison, dans sa session de Lausanne, que « c'est une mesure de haute police à laquelle aucun Etat ne peut renoncer (1). »

Le désaccord reparait dans la détermination de l'autorité qui doit exercer le droit d'expulsion ; sera-ce l'Exécutif ou la Judiciaire (2) ? Malgré les objections la théorie actuelle confère au Gouvernement seul la décision en matière d'expulsion ; respectueux du principe de la séparation des pouvoirs, elle n'admet pas la compétence du pouvoir judiciaire dans l'examen des recours contre cette décision ; le pouvoir judiciaire, en effet, ne peut être compétent quand il s'agit de faits qui touchent à la direction politique ; l'autorité administrative est seule en état d'apprécier avec connaissance de cause les nécessités publiques qui motivent l'expulsion ; seule, elle aura qualité pour exposer ses raisons au gouvernement du pays dont l'expulsé est originaire, si ce gouvernement, comme il en

(1) Fiore, *Droit international public*, 2^e éd., 1879 à 1884.

(2) De nombreux traités ont cependant été passés avec d'autres Etats pour réglementer l'expulsion (indigents, soins médicaux, etc...) mais jamais le principe même du droit n'a été atteint.

à le droit, demande des explications. D'ailleurs, le plus souvent, il faut agir vite. Aussi est-ce avec raison que d'après la jurisprudence du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation, l'arrêté ministériel qui prononce l'expulsion d'un étranger est considéré en France comme constituant une mesure de police et d'ordre public, un acte de gouvernement, dont la légalité échappe à l'autorité judiciaire.

L'expulsion, au surplus, n'est pas une peine : c'est une mesure préventive dont l'application n'implique pas nécessairement l'existence d'un délit déterminé, prévu et puni par la loi. Elle appartient bien au pouvoir administratif ; néanmoins elle lui échappe en certains cas : par exemple, lorsque l'individu qui en est l'objet se prétend national et invoque la loi du pays qui n'autorise son expulsion qu'à la suite de la condamnation au bannissement prononcée contre lui par jugement régulier (Cassation, 7 décembre 1883, S. 85. 189).

De même, la jurisprudence a considéré parfois comme étant à l'abri de l'expulsion les étrangers nés en France, et en situation d'obtenir la nationalité française par une déclaration à leur majorité, en vertu du bienfait de la loi (Douai, 6 décembre 1890, Cass., 27 octobre 1891, *Le Droit*, 5 novembre 1891). Cette solution pourtant est critiquable et la jurisprudence n'est pas constante (Comp. Cass., Chambre crim., 19 décembre 1891, *Le Droit*, 25 décembre 1891).

A part ces cas spéciaux, toute latitude est laissée au pouvoir exécutif en matière d'expulsion ; il n'est guère possible, en effet, de spécifier par avance dans un texte législatif toutes les circonstances qui détermineront l'arrêté ministériel.

« Les faits empruntent souvent leur importance aux

« événements, au milieu desquels ils se produisent et par
« cela même que les circonstances varient, que la situa-
« tion extérieure se modifie, tel acte peut être dangereux
« aujourd'hui, qui ne le sera pas demain. Le Gouverne-
« ment seul peut apprécier à chaque heure ce que réclame
« l'intérêt public (1). »

Il ne s'ensuit pas que ce droit puisse s'exercer d'une manière arbitraire et vexatoire ; sans doute la décision du Gouvernement en tant qu'acte politique échappera au recours en Conseil d'Etat, mais la responsabilité ministérielle n'en sera pas moins engagée devant le Parlement dont la désapprobation pourra se manifester par un vote de défiance.

§ 2. — DISPOSITIONS DE LA LOI

De la loi promulguée le 3 décembre 1849, seuls les articles 7 et 8 sont encore en vigueur. L'article 7 est ainsi conçu : « Le Ministre de l'Intérieur pourra, par
« mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant
« ou résidant en France, de sortir immédiatement du
« territoire français, et le faire conduire à la frontière.
« Il aura le même droit à l'égard de l'étranger qui
« aura obtenu l'autorisation d'établir son domicile en
« France, mais après un délai de deux mois, la mesure
« cessera d'avoir son effet si l'autorisation n'a pas été
« révoquée suivant la forme indiquée dans l'article 3. Dans
« les départements frontières, le Préfet aura le même
« droit à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge

(1) Chambre des Représentants. Belgique, 1865.

« d'en référer immédiatement au Ministère de l'Intérieur ».

Chacun de ces trois paragraphes demande une courte explication.

Tout d'abord, c'est au Ministère de l'Intérieur qu'il appartient d'exercer « par mesure de police » les pouvoirs que la loi de vendémiaire an VI, conférait antérieurement au pouvoir exécutif. Au sortir des événements de 1848, après les journées de février et l'insurrection de juin, auxquelles nombre d'étrangers avaient pris part, le Gouvernement ne pouvait assurer l'ordre qu'en débarrassant le territoire d'hôtes encombrants et d'agitateurs de profession. Les moyens lui en furent accordés sans difficulté, sauf pourtant à l'égard de l'étranger autorisé antérieurement à établir son domicile en France. Dans la rédaction primitive, le rapporteur, M. de Montigny, subordonnait l'expulsion de celui-ci à la révocation préalable de l'admission à domicile, mais la longueur des formalités du retrait de l'autorisation ne répondait pas à l'esprit de la loi : pour être efficace, l'ordre ministériel devait être exécuté sans retard. On s'efforça de concilier les intérêts légitimes des gens établis à demeure en France avec la nécessité d'agir vite et à propos, et, par amendement transactionnel, on adopta une sorte d'expulsion provisoire d'une durée de deux mois, dont l'effet doit cesser si, à l'expiration de ce délai, l'admission à domicile n'a pas été rapportée.

Dans les départements frontières le droit d'expulsion à l'égard de l'étranger non résidant, peut être exercé par le Préfet, à charge d'en référer immédiatement au Ministre de l'Intérieur ; ainsi se manifeste nettement l'intention du législateur de créer un moyen d'action rapide, d'éviter tout retard dans l'exécution d'une mesure reconnue indispen-

sable vis-à-vis de ces « invasions d'hommes souvent sans aveu et toujours sans ressources » (Rapport de M. de Montigny). Pour mieux accentuer cette intention, peu après la promulgation de la loi, le Ministre de l'Intérieur invita les préfets à prendre des mesures pour interdire l'entrée du territoire français à tout étranger ne justifiant pas de ses moyens d'existence ou ne possédant pas de papiers attestant qu'il pouvait gagner sa vie par son travail.

Dans cet esprit, par une ordonnance (1) tombée depuis en désuétude, l'étranger qui se rendait à Paris était astreint à demander dans les huit jours, un permis de séjour à la Préfecture de police.

§ 3. — SANCTIONS

L'article 8 de la loi détermine les sanctions encourues par les réfractaires : quiconque se sera soustrait à l'exécution des mesures édictées à l'article 7, ou qui, après expulsion, rentrera en France sans la permission du Gouvernement, sera condamné de un à six mois de prison. En cas de récidive, depuis la loi du 27 mai 1883 qui a remplacé la surveillance de haute police par l'interdiction de séjour, l'expulsé peut être frappé des mêmes peines que l'interdit de séjour en rupture de ban ; après un certain nombre de condamnations, il est passible de la relégation (*Journal officiel*, 8 mai 1883).

Toutefois, le dernier article de la loi de 1849, permet d'accorder à l'expulsé le bénéfice de l'article 463 du Code pénal.

(1) Ordonnance de police du 3 septembre 1851.

§ 4. — APPLICATION ET CRITIQUE

Dans la pratique, deux cas sont à considérer : ou bien l'étranger en cause n'est pas l'objet de poursuites judiciaires, ou bien son expulsion est consécutive à une condamnation; le premier cas intéresse particulièrement la sécurité publique, le second, l'ordre public.

Dans la première hypothèse, l'arrêté pris soit par le Ministre de l'Intérieur, soit par le Préfet, est notifié à l'étranger par la voie administrative, c'est-à-dire par le Commissaire de police ou le Maire du domicile qui dresse procès-verbal de cette notification. L'arrêté mentionne le motif de l'expulsion, le délai et le moyen d'exécution; l'intéressé reçoit d'ordinaire une feuille de route lui indiquant l'itinéraire à suivre et il regagne librement la frontière. Toutefois, le réfugié politique n'est pas dirigé sur son pays d'origine, mais sur tel autre territoire de son choix.

Lorsqu'il s'agit d'un étranger condamné, son cas est signalé, après la condamnation, au Ministère de l'Intérieur; si la peine, parce que légère, est purgée dans une prison départementale, il est quelquefois nécessaire de retenir l'individu, même après l'expiration de sa peine, jusqu'à ce que l'arrêté ministériel soit pris et notifié : cette mesure appelée « détention administrative » est ordonnée par le préfet. Si, au contraire, l'étranger est l'hôte d'une prison centrale, deux mois avant sa délibération, une notice spéciale est adressée à l'Administration Centrale qui, suivant le cas, ne prononce pas l'expulsion, accorde un délai pour quitter la France ou expulse purement et simplement.

Autrefois le seul fait d'une condamnation suffisait pour motiver l'expulsion contre un étranger. En 1885,

M. Allain-Targé, ministre de l'Intérieur, apporta dans l'application de cette mesure certains tempéraments qui lui enlevèrent son caractère d'arbitraire : aux termes d'une importante circulaire en date du 17 décembre 1885, les préfets doivent joindre à chaque proposition d'expulsion une notice qui, en sus de l'état civil de l'intéressé, indique s'il est marié, s'il a des enfants, s'il a satisfait à la loi militaire dans son pays, depuis combien de temps il réside en France, quels sont ses moyens d'existence, s'il a été condamné et pourquoi, enfin s'il a été déjà expulsé. Le Ministre peut ainsi se prononcer en connaissance de cause (1).

Quant aux sanctions prévues en cas de violation de l'arrêté d'expulsion, elles sont manifestement inefficaces ; les quelques jours de prison que comporte l'article 8, appliqué par les tribunaux avec une indulgence excessive, ne suffisent pas à empêcher l'expulsé de rentrer sur notre territoire ; aussi le cas n'est-il pas rare d'étrangers condamnés trois ou quatre fois pour être revenus en France, malgré l'arrêté pris contre eux.

(1) Le 1^{er} mars 1910 le Ministre de l'Intérieur, dans une nouvelle circulaire, a précisé le rôle des Administrations préfectorales vis-à-vis des étrangers soumis à l'expulsion, relativement à leur conduite à la frontière par le service, aux demandes de sursis pour le départ, à la mise en liberté des expulsés dont le transfèrement n'a pu être effectué avant l'expiration de leur peine, etc., etc.

CHAPITRE II

LE DÉCRET DU 2 OCTOBRE 1888

L'expulsion n'est appliquée que dans des cas exceptionnels et ne s'adresse qu'à une fraction infime de la population étrangère, presque toujours à la suite de délits plus ou moins graves. Au point de vue de la surveillance des étrangers, la loi de 1849 est illusoire ; d'autre part, l'usage des passeports, par l'effet de diverses conventions internationales, était tombé en désuétude. La France, qui avait longtemps accueilli indistinctement tous les étrangers avec une généreuse hospitalité confinant presque à l'insouciance, revint à des idées plus pratiques à la suite des désastres de 1870. L'opinion publique réclama des garanties plus sérieuses ; elle exigea que le gouvernement possédât sur la masse des étrangers fixés en France des renseignements plus précis que ceux fournis par les recensements quinquennaux. Une campagne ouverte dans la presse et au parlement aboutit au décret du 2 octobre 1888, qui réglementa le séjour des étrangers et leur imposa la déclaration de résidence.

§ 1^{er}. — EXPOSÉ

Article premier. — « Tout étranger non admis à domicile qui se proposera d'établir sa résidence en France,

« devra, dans le délai de quinze jours à partir de son
« arrivée, faire à la mairie de la commune où il voudra
« fixer sa résidence une déclaration énonçant : 1° ses nom
« et prénoms, ceux de ses père et mère ; 2° sa nationalité ;
« 3° le lieu et la date de sa naissance ; 4° le lieu de son
« dernier domicile ; 5° sa profession et ses moyens d'exis-
« tence ; 6° le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et
« de ses enfants mineurs lorsqu'il sera accompagné par
« eux. Il devra produire toute pièce justificative à l'appui
« de sa déclaration. S'il n'est pas porteur de ces pièces, le
« maire pourra avec l'approbation du préfet du départe-
« ment, lui accorder un délai pour se les procurer. Un
« récépissé de sa déclaration sera délivré gratuitement à
« l'intéressé.

Article 2. — « Les déclarations seront faites à Paris, au
« Préfet de police, et à Lyon au Préfet du Rhône.

Article 3. — « En cas de changement de domicile, une
« nouvelle déclaration sera faite devant le maire de la
« commune où l'étranger aura fixé sa nouvelle résidence.

Article 4. — « Il est accordé aux étrangers résidant
« actuellement en France et non admis à domicile un
« délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions qui
« précèdent.

Article 5. — « Les infractions aux formalités édictées
« par le présent décret seront punies de simple police,
« sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au
« Ministère de l'Intérieur en vertu de la loi du 3 décembre
« 1849, article 7. »

Les prescriptions de l'article 1^{er} tendent à déterminer nettement l'identité de l'étranger qui vient s'établir en France ; elles ne le gêneront que s'il se rend coupable d'un méfait ; sinon, elles lui rendent le service de mieux

définir sa situation. Le but poursuivi est, d'ailleurs, clairement défini dans l'exposé des motifs présenté par le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, alors M. Floquet (1) : « à l'instar de ce qui se pratique dans bien des nations, l'administration française juge nécessaire de se rendre compte des conditions dans lesquelles s'établissent sur notre territoire les personnes et les familles venues de l'étranger; d'ailleurs l'application du décret ne saurait soulever de protestations fondées sur nos engagements antérieurs puisqu'elles ne donnent lieu à la perception d'aucune taxe; elle ne gênera pas davantage les étrangers, les touristes de passage, si intéressants pour notre commerce, puisqu'elle ne les concerne pas. »

Pour être efficace, le contrôle que l'autorité se proposait d'établir, devait suivre dans toutes leurs pérégrinations ceux qui en formaient l'objet : c'est la justification de l'article 3.

§ 2. — PRATIQUE ET COMMENTAIRE

Les assujettis du décret. — Dès le début, le décret du 2 octobre 1888 s'adressait indistinctement à tous les étrangers ayant l'intention de fixer leur résidence en France; il n'a plus maintenant qu'une application restreinte : depuis la promulgation de la loi du 8 août 1893, il ne vise plus, en effet, parmi ces étrangers, que ceux qui n'exercent chez nous ni commerce, ni profession, ni industrie. Deux catégories y restent donc principalement assujetties : les rentiers et les étudiants. Il y faut joindre, suivant la jurisprudence établie, les femmes et filles vivant seules, les veuves avec ou sans famille, les membres d'une com-

(1) *Journal officiel*, 4 octobre 1888.

munauté appartenant à un ordre contemplatif. Sont exempts de la déclaration prévue au décret : 1° les étrangers qui exercent une profession, un commerce ou une industrie et qui de ce fait relèvent de la loi de 1893 ; 2° les membres du corps diplomatique et consulaire, conformément aux principes du droit international ; 3° les étrangers de passage, les touristes, par exemple, ou les personnes qui viennent pour une station hivernale ou balnéaire. L'Administration se montre assez libérale sur ce point et admet, dans la pratique, comme n'étant que de passage toute personne qui n'a pas l'intention de rester plus de deux ou trois mois sur le territoire français. Mais il arrive souvent que la durée du séjour d'un étranger est indéterminée : quel est le critérium précis auquel on pourra reconnaître qu'un étranger a l'intention d'établir sa résidence en France et se trouve par suite dans l'obligation de souscrire une déclaration ? Les termes de l'article 1^{er} sont malheureusement trop vagues à cet endroit ; le décret vise tout étranger non admis à domicile « qui se proposera d'établir sa résidence en France » ; c'est « établissant sa résidence » qu'il eût sans doute fallu lire. Le décret indique que la déclaration devra être faite dans les quinze jours ; il s'ensuit que l'étranger qui ne fait que de courts séjours à chacun de ses voyages, est de droit exempté de la formalité prescrite, alors que souvent il mériterait une surveillance particulièrement attentive. De cette imprécision, il résulte que si, en certains cas, l'interprétation n'est pas douteuse, comme lorsqu'il s'agit d'un étudiant dont le séjour en France doit, en toute logique, être assez prolongé (1), trop souvent l'administration doit trancher la difficulté au hasard.

(1) M. Weiss estime cependant que le séjour des étudiants étran-

Forme, lieu de la déclaration. — La déclaration de résidence doit être faite par l'étranger lui-même ; il doit en effet signer sa déclaration et ne peut le faire par procuration. D'ailleurs le but du décret étant de permettre à l'administration de s'assurer de l'identité des étrangers, un des éléments constitutifs de cette identité repose sur la signature de l'intéressé ; c'est aller contre les intentions de l'autorité que de tolérer, comme il a été fait dans plusieurs communes, qu'une déclaration soit faite par un tiers et par conséquent non signée. Quand il s'agit d'un chef de famille, il est seul tenu de se conformer aux prescriptions de l'article 1^{er} ; il fait simplement mentionner sur sa déclaration, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs. C'est à la mairie de la commune où il veut fixer sa résidence que l'étranger doit se présenter ; il n'y a d'exception que pour le département de la Seine : jusqu'en 1893, les communes suburbaines recevaient elles-mêmes les déclarations des étrangers qui y résidaient et en envoyaient la liste à la Préfecture de police, chargée de centraliser tous renseignements de cette nature ; mais une circulaire ministérielle du 25 novembre 1893 prescrivit qu'à dater du 1^{er} janvier 1894, toutes les déclarations de résidence des étrangers résidant dans le département de la Seine seraient reçues exclusivement à la Préfecture de police.

gers ne constitue pour eux ni résidence, ni domicile légal et qu'ils ne sauraient être de ce fait assujettis au décret. La Cour de cassation juge que les obligations du décret ne sauraient être imposées qu'aux étrangers qui sont en état de manifester leur volonté au point de vue de la résidence qu'ils entendent choisir en France et notamment qu'elles ne sauraient être exigées de jeunes gens qui ont été placés dans un pensionnat à titre temporaire par leurs parents (4 août 1893). Dans le sens contraire M. de Taillandier et M. Durand.

Pièces justificatives. — A l'appui de sa déclaration, l'étranger doit fournir des pièces justificatives : les plus probantes sont évidemment les extraits des actes de l'état civil. Il arrive souvent que les étrangers n'ont pas pris la précaution de se munir de ces papiers : on admet alors la production de pièces contenant l'état civil du porteur et pour l'établissement desquelles le pays d'origine a dû exiger des pièces authentiques ou qui y suffisent à établir l'identité ; dans cette classe il faut ranger les passeports délivrés par certains Gouvernements comme la Russie et l'Italie, les passeports militaires délivrés par l'Allemagne, la cédula espagnole, le livret de travail autrichien. Les certificats de changement de résidence délivrés par la Belgique ne sont pas admis, du moins à Paris, non plus que les passeports ottomans, car ces documents ne renferment d'ordinaire que des renseignements recueillis verbalement par les municipalités qui les délivrent. En ce cas, pour donner à ces pièces un caractère d'authenticité, les intéressés doivent préalablement les soumettre au visa des Consuls ou agents consulaires de leur pays. Enfin, lorsque les actes d'état civil n'existent pas dans le pays d'origine ou que les étrangers sont dans l'impossibilité de se les procurer, ils peuvent à titre exceptionnel se faire délivrer par leurs Consuls, en fournissant tous les renseignements demandés, un certificat de nationalité qu'ils produiront à la Mairie et qui reste annexé à la déclaration. Le récépissé délivré mentionne d'ailleurs très exactement la nature des pièces produites.

Du récépissé. — Le récépissé est absolument gratuit. Cette absence de toute taxe indique assez nettement que le Gouvernement qui promulgua le décret, ne considérait l'immatriculation que comme un acte de police et de sûreté.

La jurisprudence n'oblige même pas l'étranger à faire traduire en langue étrangère les pièces qu'il produit à l'appui de sa déclaration. Enfin en cas de changement de domicile, c'est-à-dire lorsque l'étranger transfère d'une commune à une autre le siège de ses intérêts et le centre de ses occupations, il doit souscrire une nouvelle déclaration identique à la précédente et il lui suffit alors de présenter son récépissé, sans pièces justificatives ; mais la mairie qui lui délivre une nouvelle déclaration annule et conserve le récépissé produit. Toutefois, un étranger qui se déplace fréquemment, tout en gardant dans une Commune un point d'attache ou un pied-à-terre, n'est pas astreint à souscrire une déclaration dans les différentes communes qu'il traverse et où il séjourne même plusieurs semaines.

Sanctions. — Les infractions au décret de 1888 sont punies de peines de simple police. Quiconque néglige ou refuse de se soumettre aux formalités édictées, encourt donc une amende de 1 à 5 francs. En cas de récidive, il s'expose à la peine de l'emprisonnement, mais pour trois jours au plus ; la récidive existe, par conséquent, lorsque, après avoir été condamné à une amende dans une commune pour non déclaration, un étranger transporte sa résidence dans une autre commune et n'obéit pas davantage au décret. Quant à l'expulsion, elle est applicable en principe, mais en réalité elle ne frappe que les étrangers ayant été condamnés correctionnellement, ce qui n'est pas le cas.

Au fond, la répression de ces infractions est absolument illusoire : nous avons déjà indiqué qu'il est souvent bien difficile de décider si un étranger est astreint à la déclaration et que celui-ci peut arguer de son indétermination

quant à la durée du séjour qu'il veut faire en France ; cette imprécision se manifeste plus encore pour l'application de l'article 5. Aussi est-il d'usage, notamment à Paris, d'inviter d'abord l'étranger à souscrire la déclaration prescrite et ce n'est guère que sur son refus qu'il est déféré au Tribunal de simple police.

De plus, la peine est si légère qu'elle laisse le contrevenant pour ainsi dire indifférent : qu'est-ce qu'une amende de 1 franc, tarif généralement adopté par le Tribunal ? Enfin elle frappe assez souvent des individus insolubles et qui changent de résidence avec la plus grande facilité.

Critique. — Pour toutes ces raisons le décret de 1888 demeure trop souvent inopérant. Il est permis de se demander s'il produit les résultats espérés lors de sa promulgation. On peut répondre par la négative : par le manque de netteté des conditions qu'il exige des étrangers, par l'imprécision et quelquefois l'inexactitude de sa rédaction, par la médiocrité des sanctions qu'il prévoit, il est resté inefficace à telle enseigne que l'on a souvent parlé de l'abroger.

CHAPITRE III

LA LOI DU 8 AOUT 1893

§ 1. — HISTORIQUE DE LA LOI

Le courant d'opinion qui avait provoqué le décret de 1888 ne fit que s'accroître; dès l'année suivante, diverses propositions furent déposées au Parlement, qui tendaient à édicter contre les étrangers des mesures plus pratiques et plus efficaces : toutes conduisaient à l'imposition d'une taxe, soit sur le salarié étranger, soit sur son employeur, soit même sur tous deux. C'est le projet Castelin et Déroulède du 21 novembre 1889, préconisant une taxe annuelle pour tout étranger et rendant le logeur ou le patron responsable et solidaire des amendes encourues; c'est, quelques jours après, la proposition Lalou, assujétissant l'ouvrier étranger à un impôt annuel et à une sorte de taxe militaire jusqu'à l'âge de 45 ans, avec obligation pour le patron de déclarer ses employés étrangers; ensuite MM. Macherez et Deville songent à frapper les commerçants, ouvriers et salariés étrangers, de contributions dont le taux varie suivant qu'ils travaillent à leur compte ou à celui d'autrui; d'après MM. Brincard et Haussmann, les étrangers indépendamment d'une contribution de 5 % du salaire journalier à la charge de l'em-

ployeur, doivent, s'ils sont âgés de plus de 21 ans et de moins de 25, servir pendant trois ans à la Légion étrangère; cependant ceux qui ont satisfait déjà à la loi militaire de leur pays d'origine sont assujettis à une taxe équivalente à celle que supportent les dispensés de la loi de 1889; enfin MM. Hubbard, Montant et Barbe proposent de réglementer sévèrement la déclaration obligatoire de résidence et de prélever sur l'étranger une taxe de séjour proportionnelle à ses revenus. Le vœu de la nation ne pouvait s'exprimer plus nettement. Une commission fut chargée d'étudier ces diverses propositions et après un examen approfondi, M. Turrel déposait le 2 avril 1892 son rapport sur le projet qui, après discussion, devint la loi du 8 août 1893.

Cette loi renferme quatre articles. Le premier énonce l'obligation pour tout étranger non admis à domicile arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, de souscrire dans les huit jours de son arrivée, une déclaration dont il lui sera remis récépissé, dans la forme des actes de l'état civil et contre paiement des mêmes droits; en cas de changement de commune, il devra faire viser dans les deux jours son récépissé à la mairie de sa nouvelle résidence.

L'article 2 punit des peines de simple police toute personne qui emploie sciemment un étranger non muni de l'extrait d'immatriculation. L'article 3 édicte les pénalités contre l'étranger réfractaire : 50 à 200 francs d'amende, s'il n'a pas souscrit sa déclaration dans le délai voulu ou s'il refuse de produire son récépissé; 100 à 300 francs s'il a fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, sans préjudice de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français; l'infraction à l'arrêté d'expulsion est

punie d'un emprisonnement de 1 à 6 mois; l'article 463 du Code pénal est déclaré applicable. Enfin l'article 4 décide que le produit des amendes sera attribué à la caisse municipale de la commune qu'habitait l'étranger condamné.

§ 2. — COMMENTAIRE DE LA LOI

La loi du 8 août 1893 est intitulée « Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national ». L'analyse qui précède justifie pleinement la première partie de ce titre puisqu'il s'agit bien d'une loi de police; mais on se demande en quoi elle assure « la protection du travail national » : il en pouvait être question lorsque les auteurs des propositions antérieures concluaient uniformément à l'établissement d'une taxe pour rétablir l'égalité entre l'ouvrier français et son concurrent étranger. Mais après que le projet primitif eut été édulcoré et ramené à la seule obligation imposée par l'article 1^{er} de se munir d'un récépissé en forme d'acte d'état civil, il était inutile de conserver cette étiquette de « protection du travail national » qui ne sert qu'à rappeler une intention non suivie d'exécution et à déterminer chez nombre d'étrangers une fausse interprétation du but de cette loi.

Etrangers assujettis à la loi. — De même que le décret de 1888, la loi ne s'adresse qu'aux étrangers non admis à domicile, mais, parmi eux, elle vise uniquement ceux qui exercent une profession, un commerce ou une industrie. Dans l'interprétation de ce texte, il y a encore une question d'espèce. La majorité des cas ne prête pas à équivoque et la circulaire du Préfet de police en date du 1^{er} décembre 1893, cite nommément comme astreints aux obligations de la loi : les industriels, négociants, artistes, professeurs, arti-

sans, ouvriers agricoles, journaliers, employés, domestiques, etc... en un mot, tous ceux qui directement ou indirectement tirent rémunération de leur travail. La circulaire précitée comprend également les étrangers appartenant à un ordre religieux ; encore faut-il distinguer entre les religieux des ordres contemplatifs qui relèvent du décret de 1888 et ceux des ordres enseignants ou prédicants assujettis aux prescriptions de la loi.

Une autre distinction s'impose pour les femmes : l'épouse, même n'ayant pas la qualité de commerçante, qui assiste son mari dans l'exercice de son négoce, soit en tenant les livres, soit en aidant à servir les clients, est tenue de souscrire une déclaration personnelle (Tribunal Chambéry, 8 juin 1894). Celle qui ne s'occupe que des soins du ménage, est simplement mentionnée sur le récépissé du mari. De même pour les enfants mineurs : lorsqu'ils aident les parents dans l'exercice d'un commerce ou d'une industrie, ou lorsqu'ils entrent en apprentissage, ils doivent faire personnellement une déclaration, comme tirant une rémunération de leur travail (1). Encore la jurisprudence fait-elle une réserve à leur égard : les enfants mineurs nés en France ne sont astreints en cas d'occupation rémunérée, à l'immatriculation individuelle, que si les parents sont nés tous deux à l'étranger ; ils sont en ce cas considérés eux-mêmes comme étrangers jusqu'à l'âge de 22 ans, époque à laquelle ils acquièrent la nationalité française s'ils n'ont fait aucune démarche dans le but de la décliner (2) ; si, au contraire, un des ascendants est

(1) Tribunal simple police, Paris, 14 avril 1894, D. 95. 2. 58 ; Cassation, 19 juillet 1895, D. 95. 1. 720.

(2) Cette question a été longuement controversée. Voir Weiss (déjà cité) ; Geouffre de Lapradelle, *De la nationalité d'origine* ;

né en France, le mineur est tenu pour français sauf déclaration résolutoire à 22 ans et, par conséquent, il est exempt de toute immatriculation comme étranger.

En résumé, lorsque, dans une même famille, la femme et les enfants mineurs exercent ensemble ou séparément une profession, ils doivent chacun une déclaration personnelle en sus de celle faite par le père de famille. Dans le cas contraire, ils n'ont pas à souscrire la déclaration prévue au décret de 1888, à condition d'être mentionnés sur le certificat d'immatriculation délivré au mari ou au père.

Il va sans dire que, conformément aux principes du droit international, le personnel du corps diplomatique et consulaire accrédité auprès du gouvernement français est dispensé de la déclaration de résidence, mais cette immunité se s'étend pas aux domestiques, cochers et serviteurs de l'Ambassade ou du Consulat, s'ils logent en dehors de l'Ambassade (Circularité du Ministre de l'Intérieur du 24 octobre 1893).

Une question se pose incidemment que l'article premier n'a pas résolue : l'individu qui a souscrit la déclaration prescrite par le décret du 2 octobre 1888 doit-il en outre satisfaire à la loi du 8 août 1893, s'il vient, après un séjour plus ou moins long, à entreprendre un travail rémunéré ? Sans aucun doute, et les circulaires ministérielles du 2 septembre et du 24 octobre 1893 ont fourni à

Octave Sempler, *Journal de droit international privé*, 1890, p. 563 ; Audinet, *Journal de droit international privé*, 1891, p. 40. « *La nationalité d'un individu né en France, de parents étrangers.* » Cette controverse est plus à sa place dans la loi de 1889 sur la naturalisation, qu'il nous suffise de dire ici, que dans l'application de la loi du 8 août 1893, on considère les individus nés en France de parents étrangers, comme étrangers jusqu'à 22 ans.

cet égard toutes précisions. Néanmoins, la jurisprudence avait admis, dès le principe, que l'étranger qui s'était conformé, avant la promulgation de la loi, aux prescriptions du décret et qui n'avait pas changé de résidence, ne devait pas obligatoirement souscrire une nouvelle déclaration dans la même commune (Tribunal d'Orthez, 27 février 1894) : ce jugement s'appuyait à la fois sur la lettre de l'article 1^{er} : « Tout étranger *arrivant* dans une commune..... » et sur le principe en vertu duquel une circulaire administrative ne peut par voie d'interprétation étendre le rayon d'action de la loi ni créer des obligations que celle-ci n'a pas déterminées en termes précis.

Il y a donc actuellement au point de vue de la déclaration, trois catégories d'étrangers : ceux qui n'exerçant aucune profession sont soumis au décret de 1888 ; ceux qui relèvent de la loi de 1893 ; ceux enfin qui, ne séjournant que momentanément en France et pour leur plaisir, n'ont aucune formalité à remplir.

La même déclaration, une fois faite dans une commune, est valable pour toute la France à charge pour le déclarant, en cas de changement, de la faire viser, conformément au paragraphe 3, à la mairie de sa nouvelle résidence. Mais *quid* de l'étranger qui, une fois immatriculé, retourne dans son pays, puis revient en France ? Ici encore c'est une question de fait. Si l'intéressé quitte momentanément le territoire français pour une affaire déterminée, en conservant expressément son logement, il n'aura pas à son retour à effectuer de nouvelle déclaration ; s'il part, au contraire, à titre définitif, par exemple en emportant ses biens, il retombera, en cas de retour, sous le coup de l'article 1^{er} et devra souscrire à nouveau une déclaration ; c'est ainsi que la Préfecture de police

exige des étrangers qui viennent périodiquement travailler pendant une saison, briquetiers, chapeliers, ouvriers agricoles, etc..., une déclaration à chacun de leurs séjours.

La même administration invite, en outre, les étrangers à signaler leur départ au service compétent; certains services étrangers, en Allemagne par exemple, exigent que ce départ soit notifié à la mairie de la commune où résidaient leurs nationaux (1).

Du délai d'immatriculation. — Au lieu des 15 jours impartis par le décret, la loi de 1893 n'accorde qu'un délai de 8 jours, qui doivent être comptés, non dès l'arrivée de l'étranger dans une commune, mais du moment où il commence à y travailler (Lille, 11 mai 1895) : le but de la loi est en effet d'atteindre le travail effectivement exercé. La déclaration de résidence doit être faite à la mairie de la commune; nous verrons plus loin que la loi du 16 juillet

(1) Pour les ouvriers habitant à portée de notre frontière, pour les Belges notamment, qui viennent tous les jours sur le territoire de la France pour y travailler, puis le soir rentrent chez eux en pays étranger, une seule immatriculation suffit. De même pour les agents étrangers de la Compagnie des wagons-lits circulant sur les lignes françaises (Béquet, *Répertoire de Droit administratif*, t. XXII, p. 278. Instructions du Ministre de l'Intérieur au Préfet de police, 7 août 1903).

La jurisprudence oblige même les ouvriers étrangers venus en France pour monter des machines vendues par leur nation, à faire une déclaration. De même pour le contremaître, venant visiter ou surveiller un chantier établi en France et le dentiste étranger venant de temps en temps dans notre pays pour y exercer sa profession. Tous ces étrangers, quoique résidant ordinairement hors de France, ont néanmoins élu chez nous une résidence professionnelle et, de ce fait, doivent se conformer à la loi (Cour de Nancy, 5 avril 1874, D. 95. 2. 57. Douai, 30 juin 1896, D. 97. 2. 12). MM. Copineau et Henriet, Baudry Lacantinerie et Hugues Fourcade soutiennent l'opinion contraire.

1912, permet au maire de déléguer au commissaire de police la réception des déclarations. Pour Paris et les départements de la Seine, depuis l'arrêté du Ministre de l'Intérieur en date du 23 août 1893, les déclarations sont reçues à la Préfecture de police.

De la forme de la déclaration. — Pour effectuer la déclaration, l'étranger doit justifier de son identité. Par quels moyens ? De même que celui du décret de 1888, le texte primitif de la loi de 1893 est muet sur ce sujet (1).

L'administration a dû suppléer arbitrairement à cette lacune regrettable que le législateur de 1912 s'est efforcé de combler (2).

En outre des pièces d'identité, à Paris, l'administration exige un certificat de domicile ou des papiers en tenant lieu, tels que : engagements de location, bail, enveloppes de lettres de date récente, etc...

Forme. — Procédure. — Certificat et droit d'immatriculation. — L'extrait d'immatriculation (3), délivré dans la forme des actes de l'état civil (arrêté ministériel du 22 août 1893) donne lieu à la perception des mêmes droits, à savoir : pour le timbre : 1 fr. 80 en application des articles 19 de la loi du 13 brumaire an VIII et 63 de la loi du 28 avril 1816 ; et pour l'expédition, 30 ou 50 centimes selon que la population de la commune est infé-

(1) La circulaire du 7 mai 1897 complétant celle du 7 novembre 1888 donne bien des indications à cet égard, mais n'apporte aucune précision.

(2) Voir p. 53 la loi du 16 juillet 1912.

(3) La déclaration est reçue sur un registre. Pour chaque étranger existe une souche fixe et un feuillet à détacher qui forme le récépissé à remettre au déclarant. Le talon du registre de déclaration contient le signalement du déclarant.

rieure ou supérieure à 50.000 habitants (décret du 12 juillet 1807) ou enfin 75 centimes pour Paris : c'est ainsi que pour le département de la Seine, le coût de l'extract est respectivement de 2 fr. 55, de 2 fr. 30 ou de 2 fr. 10 selon que les étrangers sont domiciliés à Paris, à Saint-Denis ou Levallois, ou dans les autres communes de la banlieue. En cas de nécessité, les maires peuvent accorder un délai pour le paiement de ces droits (circulaire du 23 octobre 1893), mais la gratuité n'est accordée qu'en un seul cas : c'est lorsque, dans les départements frontières, un déserteur étranger vient faire sa déclaration et ne peut en acquitter les droits : il lui est alors délivré sur papier libre une déclaration provisoire, à charge pour lui de régulariser sa situation dans le plus bref délai.

Changement de résidence. — En cas de changement de commune, il est accordé deux jours (1) à l'étranger pour faire viser sans aucuns frais à la mairie (ou au commissariat) de sa nouvelle résidence, son certificat d'immatriculation.

A Paris, le visa n'est donné que sur production d'une pièce justificative du domicile.

Cette prescription n'est pas expressément inscrite dans le texte de l'article 1^{er} ; mais le but de la loi étant de suivre l'étranger dans tous ses déplacements, il y avait lieu, dans la pratique, de prendre des mesures spéciales pour la capitale.

De l'employeur. — D'après l'article 2, les personnes — à quelque nationalité qu'elles appartiennent —, qui occupent sciemment (2) un étranger, doivent sous peine d'être défé-

(1) Jour d'arrivée non compris.

(2) On a critiqué avec juste raison le mot « sciemment » employé

rées au tribunal de simple police, exiger de leur employé qu'il soit muni du certificat d'immatriculation. Il importait d'intéresser le patron à l'observation de la loi, et la Commission parlementaire chargée d'en préparer le texte, comprenant que c'était là une disposition capitale de nature à en assurer efficacement l'exécution, avait proposé comme sanction une amende de 25 à 200 francs ; il est regrettable que le Sénat ait cru devoir adoucir cette peine car l'amende insignifiante qui frappe l'employeur ne suffit pas à l'inquiéter.

D'autre part, dans la pratique, cette atténuation n'a pas répondu à la pensée de ses auteurs : ils avaient voulu réserver un traitement moins sévère au patron qu'à l'employé ; or, en maintes circonstances, le résultat contraire se produit : l'étranger, en défaut, n'est passible, suivant l'article 3, que d'une amende susceptible d'appel ; l'employeur est exposé à la prison et ne pourra interjeter appel qu'en cas d'emprisonnement ou d'amende supérieure à 5 francs ; le sursis dont le premier bénéficie éventuellement ne peut être accordé au second. Parfois même un fait paradoxal se présente : traduit en correctionnelle l'étranger réfractaire est acquitté, pendant qu'en simple police, son patron est condamné presque invariablement.

dans un texte relatif à une infraction contraventionnelle. Dans les contraventions prévues par le Code pénal et justiciables de la simple police, la peine est encourue dès qu'existe le fait sans qu'il y ait lieu de tenir compte de la bonne foi de l'auteur. Une opinion soutient que le patron doit avoir la volonté de violer la loi et qu'il incombe au Ministère public de démontrer que le patron connaissait à la fois et l'extranéité et le défaut de déclaration (Tribunal de simple police, Douai, 18 juin 1896). L'opinion contraire a beaucoup plus de partisans : il suffit que le patron connaisse la qualité d'étranger ; aucune exception tirée de la bonne foi des contrevenants n'est admise. (Cour de Cassation, 6 novembre 1896, D. 97. 1. 1903).

Ces anomalies n'ont pas été supprimées par la loi du 26 novembre 1912 (art. 2, 7°), portant promulgation du livre II du Code du Travail et de la Prévoyance sociale.

Le nouveau texte, a bien abrogé l'article 2 de la loi de 1893, mais il en a reproduit les dispositions essentielles : l'article 65 énonce en effet qu' « il est interdit à toute personne d'employer sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation exigé par la loi du 8 août 1893 », d'autre part, suivant l'article 172, « la contravention à l'article 64 du présent livre est punie des peines de simple police (1). »

Des sanctions. — L'article 3 a prévu trois sortes d'infractions : la non déclaration dans le délai déterminé, le refus de présentation du certificat d'immatriculation, l'inexactitude volontaire de la déclaration : les deux premières sont passibles d'une amende de 50 à 200 francs, la troisième n'était punie naguère que de 100 à 300 francs sans préjudice de l'interdiction possible du territoire français (2). On a souvent critiqué la faiblesse de cette sanction qui eût dû aller jusqu'à l'emprisonnement : 1° parce qu'il s'agit d'individus presque toujours insolvable et par conséquent indifférents à une peine pécuniaire ; 2° parce que les délinquants peuvent changer de domicile ou de commune avec la plus grande facilité et que la peine d'emprisonnement, permettant la détention préventive, eût seule pu assurer une répression efficace. La question s'est souvent posée aussi de savoir si l'étran-

(1) La codification de 1912 n'a eu pour but que de rassembler dans un texte unique différentes dispositions législatives intéressant le monde du travail, elle ne se proposait nullement de les modifier.

(2) Voir loi du 16 juillet 1912.

ger qui a négligé de faire viser son extrait d'immatriculation dans sa nouvelle résidence, tombe sous le coup de la loi de 1893 ; celle-ci était muette sur ce point, aussi la jurisprudence a-t-elle hésité et les jugements sont à citer aussi nombreux dans un sens que dans l'autre (1).

De la prescription. — En ce qui concerne les infractions à la loi de 1893 commises par l'étranger, la prescription est de trois ans, à dater du jour où le délit a été commis, pour ce qui est de la poursuite, et de cinq ans à partir du jour où la condamnation est définitive, pour la peine.

Ici, comme pour le décret de 1888, d'ailleurs, la question du caractère de l'infraction se pose. Les contraventions à la loi de 1893 sont-elles des infractions permanentes ou successives ? La question est controversée et la jurisprudence a varié sur ce point. Cependant, pratiquement, les partisans du caractère successif de l'infraction semblent l'emporter.

Pour le patron, la prescription sera comme pour toutes les contraventions de simple police, de un an pour la poursuite et de deux ans pour la peine. L'infraction commise par le patron a nettement le caractère successif.

Critique. — En résumé, la loi du 8 août 1893 marque donc un progrès sur le décret de 1888 en ce qu'elle précise l'obligation de la déclaration pour la majorité des étrangers et réduit le délai imparti.

Mais elle reste encore insuffisante et inefficace pour diverses raisons :

(1) Le Poittevin, *Dict. des Parquets*, p. 241 ; Sorel, *Le Droit*, 13 août 1895 ; Cour de Grenoble, 8 novembre 1894 ; Cour de Chambéry, 24 janvier 1895. Sens contraire : Doullens, 5 avril 1874 ; Cour d'Aix, 21 juin 1895. Cassation, 7 novembre 1895.

1° Elle ne remplit pas le but que les auteurs s'étaient proposé et en dépit de son titre, ne protège pas le travail national ;

2° Le texte en est incomplet et, après avoir donné lieu à une jurisprudence contradictoire, a dû être modifié récemment, comme nous le verrons plus loin ;

3° Les sanctions qu'elle édicte sont manifestement trop faibles et il est surtout regrettable qu'elle n'ait pas créé, comme le demandaient ses promoteurs, une solidarité entre l'employeur et l'étranger réfractaire ;

4° Aux yeux des étrangers, elle présente une confusion avec le décret de 1888 qui aboutit en fait à cette situation paradoxale : il arrive bien souvent qu'un étranger ayant train de maison se présente avec ses domestiques pour souscrire la déclaration prescrite ; il s'étonne qu'il y ait deux récépissés différents ; même s'il en comprend la raison, il ne peut s'empêcher de trouver étrange que lui, rentier, soit exonéré de tout droit, alors que ses serviteurs, simples salariés, paient une redevance qu'il qualifie presque toujours de taxe ;

5° Enfin, par sa trop grande élasticité, la loi de 1893 permet à la catégorie qu'il importe le plus de surveiller, d'échapper à tout contrôle : les bohémiens, les romachels et autres nomades, ne séjournant pas huit jours dans une commune, n'ayant de résidence nulle part, n'exerçant souvent aucune profession déterminée, ont tous moyens d'esquiver les formalités prescrites.

CHAPITRE IV

LOI DU 16 JUILLET 1912

La loi du 16 juillet 1912 est intitulée : « Loi sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades ».

Ce titre n'est pas absolument exact, ou du moins, il est incomplet, car il passe sous silence les modifications apportées par l'article 9 à la loi du 8 août 1893 et qui n'ont, d'ailleurs, aucune connexité avec les autres articles.

Au point de vue particulier où nous nous sommes placé, la première partie de la loi (articles 1 et 2) qui détermine les conditions d'exercice des professions ambulantes est étrangère à notre sujet; nous nous bornerons à étudier la réforme de la loi de 1893 (article 9) et la réglementation de la circulation des nomades.

I. Modification de la loi du 8 août 1893.

Le nouveau texte reprend exactement les termes des articles 1 et 3 de la loi de 1893, mais en y intercalant les compléments que nous soulignons :

Article 1^{er}. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire au maire *ou au*

commissaire de police délégué à cet effet par le maire, une déclaration de résidence en justifiant de son identité, dans les huit jours de son arrivée. Aucune déclaration ne pourra être accueillie par le maire ou le commissaire de police, si celui qui l'a faite ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêt ministériel.

« Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant, « dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les « mêmes droits.

« En cas de changement de commune, l'étranger fera « viser son certificat d'immatriculation, dans les deux « jours de son arrivée, à la mairie ou au commissariat de « police de sa nouvelle résidence. »

Article 3. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité au moyen de faux papiers, même lorsque l'usage ou la tentative d'usage de faux papiers ne sauraient avoir pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, sera passible d'un emprisonnement de deux à six mois, et d'une amende de 100 à 300 francs et s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

En résumé, le texte primitif a reçu cinq additions :

1° Concurrément avec le maire, le commissaire de

police délégué par celui-ci peut recevoir les déclarations de résidence ou viser les certificats en cas de changement de commune.

La loi ne fait que consacrer un pouvoir que le commissaire de police exerçait en réalité depuis longtemps. Dans beaucoup de petites communes, particulièrement dans les départements frontières, les municipalités ne pouvaient suffire à la tâche qui leur incombait; elles ne possédaient pas le personnel nécessaire, aussi furent-elles suppléées dès l'origine par les commissaires de police, mieux aptes à tenir ce rôle et plus armés aussi pour l'exercer avec autorité.

2° Non seulement le déclarant doit justifier de son identité, mais cette justification ne peut désormais résulter que de la production de pièces d'identité déterminées.

La détermination formelle des pièces à produire facilitera singulièrement la tâche de l'Administration, qui, nous l'avons vu précédemment, a dû s'ingénier dans le passé à établir, arbitrairement d'ailleurs, des distinctions entre les divers documents que lui présentaient les arrivants. Malheureusement le règlement de l'Administration publique qui définira les pièces requises n'est pas encore paru.

3° Le défaut de visa du certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence est puni de la même peine que le défaut de déclaration à l'arrivée.

Ainsi est comblée une lacune du texte primitif signalée par tous les commentateurs.

4° Sous le régime de la loi de 1893, l'étranger qui à l'aide de faux papiers avait dissimulé ou tenté de dissimuler son identité, ne relevait que du Code pénal; il

n'était punissable que si l'usage ou la tentative d'usage de faux papiers avaient pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers. Désormais il est assimilé, au point de vue de la peine, à celui qui aura fait *sciemment* une déclaration fausse ou inexacte.

5° Enfin la sanction encourue par ce dernier a été aggravée : à l'amende de 400 à 300 francs qu'avait fixée la loi de 1893, et à l'interdiction éventuelle du territoire français, le législateur de 1912 a ajouté un emprisonnement de 2 à 6 mois.

Certes ce relèvement de l'échelle des peines ne peut avoir que d'heureux résultats, car il permettra d'atteindre une catégorie de contrevenants que, vu leur insolvabilité constante, l'amende laisse indifférents et dont l'État a d'autant plus intérêt à connaître la personnalité qu'ils s'efforcent de la céler davantage. Mais il est regrettable qu'une réforme plus radicale n'ait pas été entreprise. Les critiques formulées précédemment contre notre législation actuelle demeurent entières ; particulièrement, après la loi de 1912 comme après celle de 1893, il n'est pas plus possible de suivre les étrangers dans leurs divers déplacements en France que de connaître exactement à un moment déterminé le nombre de ceux qui y séjournent.

De même, il n'a été créé aucune facilité pour débarasser le territoire des éléments dangereux et aucune mesure nouvelle n'empêcherait les « indésirables » de franchir la frontière si la réglementation imposée aux nomades ne permettait de les y arrêter par un moyen détourné.

II. *La réglementation de la circulation des Nomades.*

Il est manifeste que les promoteurs de la loi de 1912

entendaient atteindre surtout les étrangers ; l'étude des travaux préparatoires l'établit nettement et l'incorporation de l'article 9 en est une preuve indirecte. Mais les diverses commissions ministérielles et parlementaires « ont reconnu « tout d'abord qu'il était impossible de prendre, de façon « générale, à l'égard des étrangers, des mesures spéciales « auxquelles nos propres compatriotes ne fussent pas « soumis. En effet, la France est liée à la plupart des « autres nations par des conventions aux termes des- « quelles les ressortissants de ces nations doivent bénéf- « ficier en France du traitement appliqué aux Français « en vertu des lois générales (1). »

Quoi qu'il en soit, la loi de 1912, particulièrement dans ceux de ses articles qui concernent les nomades, ne s'occupe pas de la nationalité de ses ressortissants.

Ce n'est donc pas une loi spéciale aux étrangers et nous aurions pu nous abstenir de la comprendre dans notre étude, mais elle nous intéresse cependant à un double titre.

Tout d'abord les statistiques démontrent que les nomades qui circulent actuellement en France sont pour la plupart d'origine exotique.

« Dans ces derniers temps, les nations voisines ont « modifié ou transformé les législations relatives au vaga- « bondage ou à la circulation des nomades, tandis qu'en « France, aucun texte législatif n'est venu compléter les « dispositions insuffisantes du Code de 1810, ni les mesures « de police, plus inefficaces encore, contre les individus « sans nationalité ni domicile. Il en résulte que les

(1) Rapport de M. Doizy, député, 1914.

« nomades, chassés et refoulés de partout, ont envahi
« notre territoire » (1).

D'autre part, pour la première fois dans nos lois modernes est introduit un texte qui donne à l'administration le droit de refuser en certains cas, non seulement le séjour, mais l'entrée même, à l'individu dont la présence lui paraît dangereuse. L'innovation est trop importante et répond trop bien aux nécessités de la situation actuelle pour que nous ne lui réservions pas une mention spéciale.

A. *Définition du Nomade.*

« Sont réputés nomades, pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixe et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une industrie (art. 3.)

D'après les commentaires dont il est accompagné dans le texte de l'article, le mot « nomade » est pris ici dans un sens absolument particulier ; il désigne avant tout l'errant, le vagabond dont manifestement le législateur a voulu réprimer les méfaits : « Le nomade est celui qui n'a point d'habitudes régulières, vit au jour le jour, sans profession bien définie et avec des moyens d'existence toujours équivoques. Il n'a jamais de domicile fixe ».

Sans doute la lettre peut s'appliquer également au nomade de nationalité française, mais dans l'esprit de la loi c'est bien le nomade étranger qui est visé.

C'est tout d'abord le romanichel, le bohémien, le tzi-

(1) M. Clémenceau, président du Conseil (Exposé des motifs du projet de loi déposé à la Chambre des députés le 23 novembre 1908).

gane, le vagabond à caractère ethnique, sans pays, sans race déterminée.

C'est aussi le chemineau, le trimardeur, tous ceux en un mot qui errent sur les routes sans domicile fixe, sans profession avouable.

Les uns et les autres éludaient antérieurement l'action des lois sur le vagabondage : selon les besoins de la cause, ils étaient porteurs de papiers, plus ou moins authentiques, avaient en poche le pécule indispensable, exerçaient même sur la foi de leurs certificats des professions variées. Autant d'échappatoires qui désormais ne leur permettent plus d'esquiver la surveillance. Maintenant, en effet, l'individu sans domicile ni résidence fixe » encore « qu'il prétende avoir ou qu'il ait des ressources, « ou qu'il exerce ou prétende exercer une profession « ambulante » (1) est justiciable de l'article 3.

Sans doute, dans la pratique, des cas particuliers peuvent laisser place à certaines hésitations; c'est à l'administration qu'il appartient de les trancher en s'inspirant de l'esprit qui a présidé à l'élaboration de la loi :

« Si le pétitionnaire vient de l'étranger, il ne pourra
« pas pénétrer en France avant d'avoir obtenu son autori-
« sation. C'est aux agents des frontières à ne tolérer
« aucun passage. La requête sera systématiquement
« repoussée, si elle émane d'un romanichel. . . .
« Si elle émane d'un étranger offrant des
« garanties de travail, et ne paraissant pas un maraudeur,
« elle pourra être accueillie. »

« Une fois les nomades entrés chez nous, on sait, pour
« l'avoir éprouvée trop souvent, la difficulté qu'il y a

(1) Texte du projet adopté au Sénat en première délibération.

« à s'en débarrasser. En principe, il faudra refuser le « carnet (1). »

Ainsi, il semble bien qu'il soit dans l'intention du législateur que le nomade d'origine étrangère voie opposer un refus à sa demande de passage en France.

Par contre, il faut éviter de donner au mot « nomade » une extension abusive ; il est hors de doute, par exemple, que le touriste étranger, bien qu'il n'ait pas en France de domicile fixe et qu'il n'y exerce aucune profession ne sera nullement inquiété. Évidemment, la démarcation entre le touriste et le nomade ne sera pas toujours aisée à établir ; pour atteindre le but poursuivi, l'administration devra déployer une vigilance exempte de tracasseries.

B. — *Obligations imposées au nomade.*

Bien que l'admission du nomade « ne soit jamais obligatoire pour l'administration » (art. 3, § 4), il ne lui est pas toujours possible de la refuser, mais alors elle soumet à un système de contrôle et de surveillance celui qu'elle admet à bénéficier de cette faveur.

Et ce système est excessivement rigoureux.

« Si après tout ce qu'on leur demande, après toutes les « déclarations, explications, mentions diverses qu'on exige « d'eux, il y a encore des nomades chez nous, c'est que « vraiment, ces gens-là aiment beaucoup notre pays » (2).

Le législateur a édicté deux séries de mesures :

1° Les unes sont destinées à établir l'identité exacte du

(1) Rapports de M. Mac Réville, député, 7 juillet 1908 et 7 juin 1909.

(2) M. Maurice Braibant, député.

nomade, au besoin à leur attribuer une identité nouvelle, mais désormais immuable.

2° Les autres permettent de ne pas perdre de vue les nomades au cours de leurs déplacements, et de reconstituer, le cas échéant, l'itinéraire suivi par eux depuis leur entrée en France.

1° Mesures d'identification.

Pour circuler en France « les nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité. »

Ils adresseront leur demande de carnet à la Préfecture ou à la Sous-Préfecture du département ou de l'arrondissement frontière.

Ce carnet ne leur sera délivré « qu'à la condition de justifier d'une identité certaine constatée par la production « de pièces authentiques » (art. 3).

« Le carnet anthropométrique est individuel (art. 4).
« Il porte les nom et prénoms, ainsi que les surnoms sous
« lesquels le nomade est connu, l'indication du pays d'origine, la date et le lieu de naissance, ainsi que toutes les
« mentions de nature à établir l'identité.

« Il doit en outre recevoir le signalement anthropométrique qui indique notamment la hauteur de la taille,
« celle du buste, l'envergure, la longueur et la largeur de
« la tête, le diamètre bizogomatique, la longueur de
« l'oreille droite, la longueur des doigts médius et auriculaires gauches, celle de la coudée gauche, la couleur des
« yeux : des cases seront réservées pour les empreintes
« digitales et pour les deux photographies (profil et face)
« du porteur du carnet » (décret du 16 février 1913, art. 8).

On conçoit aisément que l'individu ainsi mesuré et

détaillé est muni d'une identité immuable ; lors même qu'il aurait réussi à s'introduire sous un nom supposé, sa nouvelle individualité est définitive, et ne le quittera plus tant qu'il séjournera sur notre territoire.

C'est désormais pour lui l'impossibilité de changer d'état civil avec cette fantaisie dont M. Clémenceau a cité un exemple typique (1).

« **Le Chef du Service des recherches du Ministre de l'Intérieur** arrêtait le 23 juillet 1907 à **Estrées-Chaussées** (Somme), un nommé **Wetschine (Nicolas)** et une nommée **Draga (Marie)** vivant ensemble dans une roulotte. Tous deux étaient prévenus de vol et on retrouva dans la voiture les objets dérobés. **Wetschine (Nicolas)** déclara être né à **Crémone (Italie)**, le 18 octobre 1850, de **Nicolas** et de **Marguerite** et exercer la profession de vannier ambulant. Il avait fait une déclaration d'étranger à ce nom. Or, on a trouvé dans la voiture les papiers suivants :

« 1° un carnet de forain au dit nom ;

« 2° un carnet de forain au nom de **Michel Jean**, délivré par la mairie de **Cosne** ;

« 3° un carnet au nom de **Muller Nicolas**, délivré par le Maire de **Coulevron (Saône-et-Loire)** ;

« 4° un livret au nom de **Muller Nicolas**, femme **Draguina**, délivré le 9 janvier 1906 par le Maire de **Saint-Julien (Meurthe-et-Moselle)** ;

« 5° une déclaration d'étranger et livret en langue allemande au nom de **Choukourka** ;

« 6° un livret et divers papiers au nom de **Demaître Paul** ;

(1) Chambre des députés, rapport du 20 novembre 1908.

- « 7° un livret au nom de Matti Joani ;
- « 8° un livret au nom de Baptist ;
- « 9° un extrait de baptême au nom de Jean Mattei en « date du 17 mai 1849 ».

Rien mieux que ce simple exemple, choisi parmi tant d'autres, ne saurait démontrer la nécessité du carnet anthropométrique, et souligner certaines déficiences de la loi de 1893 que nous avons signalées précédemment.

Voilà pour le nomade solitaire.

Indépendamment de ce carnet individuel, le chef de famille doit être muni d'un carnet collectif concernant toutes les personnes rattachées au chef de famille par des liens de droit ou comprises, en fait, dans le groupe voyageant avec le chef de famille. Ce carnet collectif, qui est délivré en même temps que le carnet individuel, contient :

1° L'énumération de toutes les personnes constituant la famille ou le groupe, et l'indication, au fur et à mesure qu'elles se produisent, des modifications apportées à la constitution de la famille ou du groupe ;

2° L'état civil et le signalement de toutes les personnes accompagnant le chef de famille ou de groupe, avec l'indication des liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

3° La mention des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées.

Le carnet collectif indiquera aussi les numéros d'ordre des carnets individuels délivrés à chacun des membres de la famille ou du groupe.

Ce n'est pas tout. Restent les enfants et les véhicules. Les enfants au-dessous de 13 ans n'ont pas de carnet individuel ; on a justement considéré que ces enfants ne peuvent guère se séparer de la tribu et qu'en outre à cet

Age, où le corps humain est en pleine croissance, les mensurations anthropométriques ne pourraient être établies de façon certaine. Néanmoins leur présence dans la tribu est constatée officiellement sur le carnet collectif qui doit mentionner leur signalement ordinaire et leur état civil, et surtout : *leurs empreintes digitales*.

Quant aux voitures employées par la famille ou le groupe, le carnet comporte leur description : caisse, roues, ressorts, essieux, frein, peinture, attelage. Dans le projet du Gouvernement, l'article 8 était ainsi conçu :

« Outre les plaques prévues par les articles 3 de la loi
« du 30 mai 1851 et 16 du décret du 10 août 1852 concer-
« nant la police du roulage, les véhicules de toute nature
« assujettis à la présente loi devront être munis d'une
« plaque de contrôle spécial dont le numéro sera reporté
« sur le carnet d'identité. »

La Commission de la Chambre n'accepta l'obligation de la nouvelle plaque, dont elle ne voyait pas la nécessité, que sur les instances du Gouvernement.

Cette plaque doit porter, de façon très apparente, un numéro d'ordre, et pour prévenir toute tentative de fraude ou de substitution, ce numéro est indiqué sur le carnet collectif.

Ainsi, tout est dépeint, mesuré, matriculé, et le double but que se sont proposé les auteurs de la loi est atteint :

1° Le nomade ne peut plus dépouiller la personnalité qui a été légalement constatée et fixée ;

2° La tribu ne peut plus se transformer, être augmentée ou diminuée d'un seul membre, sans que ces modifications puissent échapper au contrôle minutieux de l'autorité.

2° Mesures de surveillance et de contrôle.

L'identification parfaite est la condition première d'une surveillance efficace. Mais elle ne peut suffire, à elle seule, à l'assurer. Il est également indispensable de suivre les nomades dans tous leurs déplacements, de contrôler l'exécution des prescriptions qui leur sont imposées.

Dans ce but, on leur impose l'obligation de présenter le carnet anthropométrique d'identité « à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique » (loi du 16 juillet 1912, art. 3, § 6).

Le décret du 16 février 1913 va plus loin (§§ 2 et 3) : « tous les agents de la force ou de l'autorité publique rencontrant des nomades en cours de route, *doivent* se faire présenter les carnets individuels et collectifs et apposer leurs visas sur le carnet individuel. »

C'est une obligation nouvelle, imposée non plus aux assujettis, mais à ceux-là même chargés de faire exécuter les prescriptions les plus importantes de la loi.

Les auteurs de celle-ci ont décidé plus encore : ils ont voulu suivre le nomade sans interruption, d'étape en étape, à travers villes et campagnes, de manière à permettre de reconstituer à tout instant l'itinéraire suivi depuis la délivrance de l'autorisation.

« Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leur carnet à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie, et à défaut de brigade de gendarmerie, au maire (loi du 16 juillet 1912, article 3, § 5). »

Enfin, l'autorisation accordée de circuler en France ne

diminue en rien les pouvoirs des autorités municipales (art. 3, § 4).

En vertu de la loi du 3 avril 1884, le maire a particulièrement le droit de s'opposer au stationnement des nomades sur le territoire de sa commune.

De même, l'autorité administrative conserve, le cas échéant, l'exercice de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France.

C. Mesures de répression.

La loi de 1912 a établi une série de pénalités dont la portée progressive correspond à la culpabilité supposée des délinquants :

4° Les infractions à l'article 4 sont punies des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal (11 à 15 francs d'amende, et un à cinq jours de prison).

Elles concernent le chef de famille, qui, nanti d'un carnet individuel, ne sera pas muni, en outre, du carnet collectif ; qui n'a pas fait inscrire sur ce carnet les mentions constatant les modifications survenues dans l'état civil de sa troupe ; ou dont la voiture ne porte pas la plaque spéciale de contrôle ;

2° L'entrée ou la circulation en France sans autorisation, ou malgré le refus qui a été opposé ; le défaut du visa du carnet à l'arrivée et au départ dans une commune ; le refus de présenter le carnet à toute réquisition des agents qualifiés, sont passibles, en vertu de l'article 3 *in fine*, des peines édictées contre le vagabondage (Code pénal, art. 271 et suivants) ;

3° L'emploi d'un nom supposé pour obtenir le carnet d'identité ; l'usage d'un carnet délivré sous un autre nom

ou ne s'appliquant pas à la personne, sont punis d'un emprisonnement de 2 à 6 mois, et d'une amende de 50 à 500 francs (art. 6) ;

4° La fabrication d'un faux carnet (individuel ou collectif) ou d'une fausse plaque de contrôle ; l'altération ou la falsification du carnet ou de la plaque ; l'usage d'une plaque ou d'un carnet fabriqué, altéré ou falsifié, sont punis de 2 à 5 ans de prison et d'une amende de 100 à 1.000 francs (art. 5) ;

5° Enfin, « en cas d'infraction soit à la loi elle-même, « soit aux lois et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière « seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au « cas de non paiement le jugement de condamnation « ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du Code de procédure civile » (art. 7).

Des pénalités prononcées par la loi, la rétention des voitures et animaux, au besoin leur confiscation, constitue, sans aucun doute, la sanction la plus efficace. Cette mesure de rigueur réalise un résultat que les législations antérieures avaient été impuissantes à obtenir vis-à-vis d'individus que l'amende laissait indifférents, vu leur insolvabilité habituelle, contre lesquels le Trésor risquait ainsi d'engager des frais inutiles et qu'il était d'autre part très difficile de toucher pour les citations à comparaître en raison de leur excessive mobilité.

L'observation stricte des prescriptions édictées par la loi du 16 juillet 1912, et des dispositions du décret du 16 février 1913 contribuent pour beaucoup à la diminution du vagabondage en roulotte.

Le nomades, êtres fugaces et indisciplinés par prin-

cipe, habitués à mépriser les lois et règlements, sont assujettis à une réglementation sévère. Les formalités qu'on leur impose sont à dessein complexes, tracassières même ; il semble bien, et l'étude des travaux préparatoires l'établit d'une manière indiscutable, que le législateur ait compté sur ces mesures rigoureuses, sur cette surveillance obsédante et ininterrompue, si contraire à l'esprit et au genre de vie du nomade, pour obliger celui-ci à aller chercher, hors de notre pays, des régions plus hospitalières. Mais un résultat plus certain n'aurait-il pas été obtenu en lui fermant purement et simplement la frontière ?

Quoi qu'il en soit, les premières applications de la nouvelle réglementation démontrent que le but, réellement envisagé, a été atteint, tout au moins en partie.

Lors de la mise à exécution de la loi, il avait été accordé un délai d'un mois, aux nomades qui se trouvaient en France, pour demander le carnet prévu.

Or, dans le département de la Seine, par exemple, les nomades qui gîtaient en grand nombre sur la zone militaire ou dans quelques communes suburbaines, plutôt que de se plier aux formalités prescrites, ont quitté le département dès l'apparition des brigades de police qui voulaient les obliger à se mettre en règle avec la loi et se sont retirés en Belgique ou au Luxembourg.

N.-B. — En terminant l'exposé de la législation actuelle, il est intéressant de rappeler que parmi les textes législatifs les plus importants de la période contemporaine, plusieurs ont prévu des mesures spéciales de police concernant les étrangers : c'est ainsi que la loi sur la presse du 29 juillet 1881 énonce (art. 14) que la publication d'un journal étranger en France peut être interdite par décision

spéciale délibérée en Conseil des Ministres et que celle d'un numéro peut l'être par décision du Ministre de l'Intérieur ; une loi postérieure du 22 juillet 1895 assimile sous ce rapport aux journaux étrangers, les journaux publiés en France dans une langue étrangère. De même dans un but de protection politique et sociale, la grande loi sur les Associations du 1^{er} juillet 1901, prévoit (art. 12) la dissolution possible par décret des Associations composées en majeure partie d'étrangers, ayant des Administrateurs étrangers ou dont le siège social se trouve à l'étranger, lorsque les agissements de ces sociétés seraient de nature à troubler le marché des valeurs ou la sûreté de l'État.

DEUXIÈME PARTIE

Insuffisance du système actuel

PRÉAMBULE

§ 1. — DE L'IMMIGRATION ÉTRANGÈRE

Un des premiers effets de l'insuffisance de notre législation, c'est l'ignorance, dans laquelle nous vivons, du nombre exact des étrangers habitant notre sol.

Nous ne le connaissons que de cinq ans en cinq ans, à la suite des recensements périodiques au cours desquels il est encore possible aux étrangers de cacher leur véritable identité, lorsqu'ils ont des raisons de craindre les conséquences de sa divulgation. Dans l'intervalle de ces opérations, contrairement à ce que l'on pourrait croire, l'Administration ne connaît qu'imparfaitement l'importance réelle de la population étrangère, dont l'émigration peut atteindre tout à coup une ampleur insoupçonnée, et les autorités n'auront connaissance de ces fluctuations que beaucoup plus tard. C'est ainsi que chacun sent l'élément

étranger s'accroître parmi nous, sans pouvoir mesurer les progrès de l'invasion qui menace de dénaturer la race et l'esprit français.

En effet, nous avons vu que les touristes, les gens inoccupés ou prétendus tels ne sont astreints à aucune déclaration (pas même au décret de 1888) s'ils n'ont pas l'intention de fixer leur résidence en France. D'autre part, les assujettis à la loi de 1893 peuvent quitter le territoire sans en donner avis, puisque la loi, qui prescrit le visa pour changement de résidence, est muette au sujet du départ de France ; ils continuent néanmoins à figurer sur nos contrôles.

Pour ces diverses raisons, les statistiques administratives sont sujettes à caution ; toutefois le résultat des recensements quinquennaux donne des bases d'appréciation qui permettent de suivre le développement de l'immigration. Il est donc intéressant, à cet égard, de passer en revue, pour la France en général et pour Paris en particulier, les chiffres fournis par ces opérations : ils auront leur éloquence.

§ 2. — STATISTIQUE GÉNÉRALE

Le dénombrement de la population n'a relevé pour la première fois qu'en 1851 le quotité des étrangers : sur 35.783.000 habitants il y avait à cette époque 380.000 étrangers de toutes nationalités, soit une proportion de 1,06 pour 100 habitants.

En 1861, sur 36.879.932 habitants, 506.384 étrangers soit 1,35 %.

En 1872, au lendemain de nos désastres, notre Patrie amputée de l'Alsace-Lorraine, se trouve réduite à

35.361.993 habitants. Néanmoins le chiffre des étrangers passe à 740.668, soit 2,03 %.

En 1881, pour 36.404.200 habitants, 1.001.090 étrangers, soit 2,67 %.

En 1891, pour 36.993.174 habitants, 1.130.211 étrangers, soit seulement une petite augmentation de 3.680 sur le dernier recensement. Le nombre des étrangers paraissait rester stationnaire, mais la cause en était due aux naturalisations d'office conférées par la loi de 1889. On s'en aperçut bien vite : dans les quelques années qui suivirent, le chiffre de naturalisations (en vertu du bienfait de la loi) augmentait d'une façon considérable, tandis que le nombre des étrangers tombait à 1.050.000 en 1901. Mais cet afflux de naturalisations forcées a manifestement faussé les statistiques de l'époque et le courant d'immigration reprit bientôt plus intense que jamais. En effet, nous trouvons au recensement de 1911, le chiffre de 1.132.696, le plus élevé qu'ait atteint chez nous la population étrangère. Et encore dans ce total ne figurent plus les étrangers qui, devenus majeurs, n'ont pas décliné la qualité de français et qui légalement sont devenus nos compatriotes !

1.132.696 sur 39.601.509 habitants, c'est un peu moins de 3 %, deux fois plus cependant qu'en Allemagne où la proportion n'est que de 1 1/2. Mais si l'on considère :

1° Que les deux tiers de ces étrangers sont du sexe masculin ;

2° Que la plupart ne sont pas mariés ou n'ont que peu d'enfants, on trouve qu'ils représentent 4 % de la population mâle, et 7 à 8 % de la population travaillante de la France !

§ 3. — PARIS ET DÉPARTEMENT DE LA SEINE
(STATISTIQUES MUNICIPALES)

Paris et le département de la Seine ont vu croître leur population étrangère dans les mêmes proportions :

En 1881	193.046 étrangers	
En 1886	214.360	—
En 1891	219.003	—
En 1896 (application de la loi de 1889).	191.687	—
En 1901	190.535	—
Au dernier recensement :		
En 1911	204.679	—

D'après les renseignements les plus récents, et en tenant compte, d'autre part, qu'un trop grand nombre d'étrangers sont en réalité réfugiés à Paris pour s'y dissimuler et n'ont garde d'y faire une déclaration qui aiderait aux recherches dont ils sont l'objet, on peut conjecturer que le département de la Seine renferme actuellement 240.000 étrangers environ. Les pessimistes portent même à 300.000 ce chiffre qui peut paraître exagéré.

§ 4. — CAUSES DE L'IMMIGRATION

Diverses raisons concourent à expliquer cet accroissement formidable.

La principale est sans conteste, et nous l'avons déjà dit, l'affaiblissement de la natalité.

En 1901, la France comptait 38.951.945 habitants			
En 1906.	—	—	39.252.245 —
En 1911,	—	—	39.601.509 —

Donc, en 10 ans, état presque stationnaire.

Or, dans le même laps de temps, l'Allemagne, pour ne citer que cet État, s'était accrue dans de tout autres proportions :

1900.	. .	56.367.178	habitants
1905.	. .	60.644.489	—
1910.	. .	64.925.993	—

Ces chiffres représentent approximativement la puissance comparée des deux pays.

Et ce que nous venons de dire de l'Allemagne, on peut le dire presque indistinctement de tous les autres pays, car tous, excepté la France, ont marqué une augmentation frappante.

Les optimistes entêtés ne manquent pas de remarquer que la population française s'est pourtant accrue un peu : d'après ces chiffres, elle a gagné 349.242 habitants dans la période quinquennale. C'est beaucoup moins que l'Allemagne, beaucoup moins que l'Autriche, beaucoup moins que l'Angleterre, moins que la Belgique ou que la Hollande même ! Mais n'est-ce pas quelque chose ?

Non, ce n'est rien et il est facile de le prouver : d'après les chiffres des recensements cités plus haut, le prétendu accroissement de la population provient, pour la plus grande part, de l'augmentation du nombre des étrangers en France, qui effectivement représente environ le quart de l'accroissement total.

La France ne produit pas, ne veut pas produire le nombre d'habitants que réclament ses ateliers. Les étrangers prennent les places vacantes. Ils occupent, selon l'expression d'un professeur allemand, la place de nos « non nés ».

Dans 64 départements la population a diminué depuis

cinq ans. On peut dire qu'elle n'a guère augmenté que dans les villes.

L'immigration des campagnes vers les villes est une nécessité de notre époque ; c'est d'ailleurs un phénomène absolument général et qui est à l'étranger beaucoup plus intense qu'en France. En voici un exemple : il n'y a en France que 5 villes de plus de 200.000 habitants ; il y en a 23 en Allemagne aujourd'hui. La population totale de ces 23 villes est (1910) de 40.240.000 habitants. Cinq ans auparavant, ces mêmes 23 villes n'avaient que 7.138.000 habitants. Elles ont donc gagné 3.102.000 habitants qui, presque tous, sont venus des villes plus petites ou de la campagne.

En France, Paris a gagné pendant ces mêmes cinq années 124.717 habitants, Marseille 33.121, Lyon 51.682, Lille 12.505, Bordeaux 7.731. Au total 229.765 habitants.

Ainsi les grandes villes (de plus de 200.000 habitants) allemandes ont reçu près de trois millions d'immigrants tandis que nos grandes villes françaises en recevaient treize fois moins. Pendant le même temps où un campagnard français quitte sa charrue pour une grande ville, il y en a treize en Allemagne qui font le même voyage. Et il en est presque de même dans les autres pays.

Leur agriculture pourtant n'en souffre pas, parce que les travailleurs y naissent assez nombreux pour satisfaire aux besoins de la campagne comme aux besoins sans cesse croissants de l'industrie (1).

Il n'en est pas de même chez nous. Tout le monde a dit son mot sur le dépeuplement des campagnes ; inutile d'y revenir. Mais n'oublions pas que la natalité a des consé-

(1) Docteur Jacques Bertillon (Statistique).

quences multiples dans l'industrie et au point de vue de la colonisation. Il ne suffit pas d'envoyer dans nos colonies nos soldats et nos fonctionnaires, il faudrait pouvoir y conserver une majorité, sinon c'est une colonie pour les autres. Or, c'est ce qui se produit dans toutes nos colonies du XIX^e siècle : en Tunisie on compte 20.000 Français contre 100.000 Italiens ; dans le département d'Oran, la majorité de la population est espagnole et dans l'Algérie entière on ne trouve, après 80 ans d'occupation, que 300.000 Français contre 280.000 étrangers. Que dire de l'Indo-Chine, de l'Afrique occidentale et du Maroc ?

Aujourd'hui que le service militaire est obligatoire, le chiffre de l'armée est proportionnel à celui de la population. Le pays à faible natalité se trouve dans un état d'infériorité militaire qui va grandissant. Pour rétablir l'équilibre avec ses ennemis éventuels, il est obligé de supporter en temps de paix un énorme fardeau.

Notre armée s'est accrue depuis 1872 de 27 %, tandis que notre population n'a augmenté que de 9 %. Actuellement, relativement à nos 40 millions d'habitants, notre armée représente plus de 1,5 %.

En Allemagne, cette proportion n'est que de 1 %, aussi n'enrôle-t-on que la moitié à peu près du contingent. Ce sont des hommes de choix. La France est obligée au contraire d'incorporer tous ses inscrits, même les malingres, les faibles qu'on réforme peu après. En temps de paix, la jeunesse à l'armée laisse le champ libre aux étrangers ; en temps de guerre, la France ne serait plus soudainement peuplée que de vieillards, de femmes et d'enfants. En Allemagne, l'excédent de la population permettrait d'éviter cette mauvaise situation.

La France qui, à la veille de la Révolution, était la

première nation de l'Europe par le nombre de ses habitants, en est réduite à s'imposer des charges écrasantes pour ne pas être rayée du nombre des grandes puissances.

A qui la faute ? Nous n'accuserons personne. D'ailleurs ce n'est pas notre sujet et il y aurait trop à dire sur cette question. Les Français ont peu d'enfants, voilà le fait. Que ce soit dû à l'excès de bien-être, au désir d'assurer aux enfants une situation meilleure, à l'accroissement du nombre des célibataires, aux mariages tardifs, à l'abus et aux inconvénients du fonctionnarisme, au développement d'un féminisme outrancier, d'un faux « intellectualisme », à la propagation des théories malsaines qui tendent à tuer la race, ou à la non protection des familles nombreuses... peu importe !

Ce que nous devons constater ici, c'est le triste résultat ! La France se dépeuple et comme l'a dit un économiste célèbre : « Si vous ne faites pas assez d'enfants pour occuper votre sol et pour l'exploiter, les enfants des autres viendront chez vous (1). »

La France résiste mal à la formidable pression qui s'exerce sur ses frontières. La poussée augmente de jour en jour et à proportion du vide qui se produit à l'intérieur. M. de Foville a comparé très justement l'immigration d'un pays très peuplé dans un pays qui l'est peu, au phénomène physique de l'endosmose. Il y a en effet un courant, un appel de l'extérieur à l'intérieur. Voilà où nous conduit l'affaiblissement de notre natalité et c'est sans conteste la cause principale de l'envahissement de notre Patrie.

Mais il en est d'autres que nous nous contentons d'indi-

(1) Paul Leroy Beaulieu, *Journal de Droit international privé*, 1888, p. 172.

quer ici, nous réservant de les traiter plus abondamment dans le cours de ce travail.

Le climat de la France est essentiellement tempéré et en général plus doux et plus régulier que dans la plupart des autres pays d'Europe. Aussi comme il n'a rien de pénible ni pour les septentrionaux, ni pour les méridionaux, il favorise beaucoup l'immigration.

De plus les capitaux y sont abondants, partout la main-d'œuvre très recherchée. La demande de travail y est très forte et les salaires plus élevés que dans les nations voisines. Pendant la période de prospérité qui a précédé la crise actuelle, le travailleur français s'est habitué à une existence plus confortable dont il a peine à se passer; il lui coûterait de vivre avec l'extrême parcimonie des étrangers, il veut donc que son salaire lui procure la dignité de la vie et non pas seulement ce qui est strictement nécessaire à la satisfaction de ses besoins matériels. Il dédaigne les besognes inférieures, mal rétribuées, dont l'étranger s'empare avec empressement. C'est la rançon de la civilisation brillante à laquelle nous sommes arrivés !

Enfin ce qui achève de décider l'étranger à venir s'implanter sur notre sol, c'est la douceur excessive de nos lois. Dans notre avant-propos et dans l'exposé de notre législation actuelle, nous n'avons cessé de déplorer cette insuffisance. Notre pays n'a rien fait cependant pour combattre cette invasion, pour arrêter cette lente infiltration ; aussi devient-il la proie désignée pour les nations moins riches ! Il sera facile de nous en convaincre en examinant la place que l'étranger a prise dans les différents domaines de notre activité, à quelque point de vue qu'on la considère : *politique, économique ou social et financier.*

CHAPITRE PREMIER

INSUFFISANCE DU SYSTÈME ACTUEL AU POINT DE VUE POLITIQUE

Dans les dernières années de l'Empire, l'atmosphère politique était à la paix, les intellectuels se berçaient de beaux rêves de désarmement. Cette confiance se communiquait un peu partout ; les hautes sphères gouvernementales n'en étaient pas seules imprégnées, la nation elle-même songeait à un avenir meilleur ! Hélas ! le réveil fut terrible. La guerre de 1870 surprit le peuple de France au milieu de ses généreuses pensées ! « Quand il vit la
« foule des Allemands qu'il avait accueillis à bras ouverts,
« se transformer, en envahisseurs, pillant les maisons où
« ils avaient reçu une si cordiale hospitalité, quand il vit
« que, malgré ses désastres, les autres peuples qu'il avait
« affranchis au prix de son sang sur les champs de
« bataille de Solférino et de Magenta, le laissaient sans un
« secours, sans une consolation, le Français sentit que
« les grandes idées de générosité et d'hospitalité n'étaient
« plus de mise dans cette fin de siècle où les peuples
« comme les individus doivent vraiment lutter pour la
« vie (1). »

(1) Barrier, *La police des étrangers en France et la taxe de séjour.*

En serait-il autrement aujourd'hui ?

Certes la civilisation progresse chaque jour, le droit international s'affermir de plus en plus, les gouvernements peuvent recourir aux sentences arbitrales de La Haye pour les questions qui les divisent et il est à supposer qu'ils hésiteraient réellement à user du droit du plus fort... mais il existe des contingences, des réalités, il peut surgir des conflits économiques, des froissements susceptibles de rouvrir des plaies mal cicatrisées ! nous pouvons nous retrouver, tout comme en 1870, dans l'obligation de défendre notre territoire. Et alors ? Que feront les 1.200.000 étrangers qui sont maintenant nos hôtes ? Notre législation nous permet-elle de les connaître suffisamment pour discerner parmi eux, l'agitateur et l'espion dangereux pour notre mobilisation ? C'est à nos frontières, qui subiront le premier choc, c'est à Paris, cœur de la résistance, qu'ils s'attaqueront plus particulièrement, c'est donc là qu'il faut faire porter plus spécialement nos efforts, c'est là qu'il importe d'être exactement renseignés.

§ 1. — NOS DÉPARTEMENTS FRONTIÈRES

Le département du Nord qui comptait 250.000 étrangers il y a quinze ans, en renferme plus de 295.000 aujourd'hui sur 1.800.000 habitants en chiffres ronds, soit un étranger pour cinq français.

La Meurthe-et-Moselle en contient 30.000 ; les Ardennes, 35.000.

Les Belges sont fixés en majorité dans le nord de la France.

Les Allemands occupent les vallées de la Meuse et de

la Saône et une partie de la Champagne. Ils y représentaient naguère presque la totalité de la population étrangère ; ils y sont maintenant en concurrence avec les Italiens, mais Allemands ou Italiens, c'est toujours la Triple Alliance.

Entre la frontière Lorraine et les forts de Longwy, Verdun et Toul, s'étend l'arrondissement de Briey où se trouve un des plus vastes gisements de fer d'Europe. Là, depuis 1870 et surtout depuis quinze ans, on a creusé des puits de mine et édifié de vastes usines. La population française n'ayant pu fournir la main d'œuvre nécessaire, il a fallu recourir à l'étranger : ce sont surtout les Italiens et les Allemands qui ont afflué.

Devons-nous croire que l'employé de mairie des petites communes ou le commissaire des petites villes de province, puisse s'entourer de renseignements suffisamment probants pour l'immatriculation de ce nombre formidable d'étrangers ? Il lui est matériellement impossible de vérifier les pièces qu'on lui apporte et puisque la loi ne prescrit pas encore obligatoirement la production de telle ou telle pièce d'état civil, il acceptera trop souvent des déclarations d'une authenticité douteuse, quelquefois même purement verbales. Il est extrêmement facile dans ces conditions à certains éléments dangereux de cacher leur véritable identité et la loi de 1893 est inopérante dans ce cas. Que deviendront ces étrangers en temps de guerre ? Alors que les ouvriers français des usines et des mines, réservistes et territoriaux, se replieront en hâte vers la Meuse et que le travail s'arrêtera, ceux-là, qui vivent au jour le jour, se trouveront sans travail et sans pain dès le lendemain. Pourront-ils rejoindre leur pays ? Mais les chemins de fer seront encombrés par nos troupes ; serons-

nous bien obligés de livrer ces populations étrangères à elles-mêmes ! La question vaut qu'on s'y intéresse.

Dans le sud-est et dans le midi les Italiens abondent. Ce sont d'ailleurs les étrangers les plus nomades. Environ 65.000 d'entre eux habitent le département des Alpes-Maritimes dont la population compte 340.000 habitants. Le Var en contient 30.000 ; les Bouches-du-Rhône, 95.000. Le département de l'Hérault est également envahi ; enfin les rives de la Garonne et les Pays Basques comptent beaucoup d'Espagnols.

La proportion des hommes est plus élevée que dans la population française car l'immigration amène surtout des célibataires de 20 à 30 ans.

Aucune des colonies étrangères n'est aujourd'hui inférieure en nombre à ce qu'elle était il y a quarante ans ; au contraire toutes se sont accrues dans de très notables proportions, quelques-unes ont même doublé.

§ 2. — PARIS ET LE DÉPARTEMENT DE LA SEINE

« Paris reçoit le rebut social des deux continents. Toute
« une société trouble d'aventuriers exotiques, aux pro-
« fessions équivoques, clientèle assidue des Chambres
« correctionnelles, s'y donne rendez-vous..... » Ainsi
s'exprimait M. Pradon dans son rapport à la Chambre des
députés le 2 février 1888.

Depuis le décret du 2 octobre 1888, la loi du 8 août 1893 a été votée..... et Paris continue à être le refuge de toute une lie internationale. Il est si facile de se cacher dans la capitale ! Le service d'immatriculation y est très sérieusement fait, mais combien y échappent et pour des motifs faciles à deviner, ne s'y présentent même pas ! Combien

apportent une déclaration fantaisiste, qu'une mairie de province a enregistrée sans difficulté, et qu'il leur suffit de soumettre à la formalité du visa pour être en règle avec la loi !

La Préfecture de police chargée tout spécialement de ce service, s'acquitte scrupuleusement de sa mission. Les pièces d'identité y sont épluchées, passées au crible ; souvent on y refuse, conformément à la loi, de recevoir la déclaration d'un étranger dont l'état civil n'est pas suffisamment établi. Qu'advient-il de celui-ci ? Impossible de l'arrêter pour vagabondage, ce serait excessif et généralement injustifié. On le laissera donc aller, en l'invitant à se procurer sans retard des papiers authentiques. Le délai de huit jours que lui accorde la loi expire ; le voilà en état d'infraction ; toute la machine administrative se met en branle pour constater et réprimer ce délit d'apparence si mince. Si notre homme est assez bénévole pour ne pas quitter le domicile déjà connu de la Préfecture de police, il peut être l'objet d'un procès-verbal qui sera transmis au Parquet du Tribunal correctionnel ; la justice n'évoquera son affaire que plusieurs mois plus tard et lui infligera, par défaut quatre fois sur cinq, une amende de 16 francs, de 25 francs, de 50 francs, irrécouvrable dans la généralité des cas, par suite de la disparition ou de l'insolvabilité du condamné et au grand préjudice de la Caisse municipale.

D'ailleurs une fois la condamnation prononcée (ou l'acquiescement, ce qui se produit parfois), qu'elle soit ou non suivie d'exécution, l'étranger est affranchi de toute obligation ; on ne peut même plus l'obliger à effectuer sa déclaration, car en vertu de l'adage *non bis in idem* il ne peut être poursuivi une seconde fois par le même délit

et l'administration n'a plus d'autre alternative que de proposer au Ministre de l'Intérieur d'user à l'égard du réfractaire de la faculté d'expulsion conférée par la loi du 3 décembre 1849 (art. 7). Inutile de dire que cette mesure reste toujours dans le domaine de la théorie.

La législation actuelle renferme une autre grave lacune particulière aux grandes villes et surtout à la capitale. A Paris, l'obligation du visa en cas de changement de résidence est illusoire ; car le texte de la loi ne vise expressément que les changements *d'une commune à l'autre*. Aux termes de l'article 1, § 3, cette obligation du visa existe bien pour l'étranger qui transporte son domicile de Vincennes à Saint-Mandé, de Paris à Neuilly, de Neuilly à Courbevoie ou réciproquement, mais on ne peut l'imposer à celui qui quitte la Villette pour Grenelle ou qui transfère son domicile d'un point quelconque à un autre point de Paris ; sa trace est donc perdue. Pour obvier à cet inconvénient, l'administration parisienne invite bien tous les étrangers à faire viser leurs changements de domicile, mais elle ne peut les y contraindre, et en cas de refus de leur part, l'autorité est désarmée, faute d'un texte précis.

A Paris, pour que la loi actuelle produise un effet vraiment efficace quant à la surveillance, il faudrait que les patrons et les logeurs de tout rang fussent tenus de participer à son application. Telle est la règle en Allemagne, en Russie, en Hongrie, vis-à-vis des étrangers, imposée tout au moins aux logeurs ; ces derniers y doivent obligatoirement intervenir dans la formalité de la déclaration à faire, dans un délai de quarante-huit heures. Il en devrait être de même chez nous (1). Les patrons, de leur côté, à qui

(1) Un projet de vœu avait été déposé à la tribune du Conseil municipal de Paris dans ce sens, lors de la discussion de la question des étrangers, mais il n'a pas été pris en considération.

il est déjà interdit (art. 2) d'employer un étranger non muni de son certificat d'immatriculation, devraient informer l'Administration municipale, dans les vingt-quatre heures, des noms, prénoms, nationalité, adresse et numéro de déclaration de résidence de leurs employés, ouvriers et apprentis étrangers. On ne saurait se montrer trop exigeant à cet égard.

Quoi qu'il en soit, les recherches statistiques et les renseignements recueillis dans les diverses administrations compétentes, ont permis d'évaluer à plus de 300.000 par an le nombre de voyageurs de nationalité étrangère qui descendent dans les hôtels de la capitale (1). Ils ont également permis de grouper les étrangers par nationalité et d'étudier dans chacune de ces collectivités les caractéristiques qui peuvent présenter quelque intérêt pour les autorités responsables de l'ordre public.

Il est bien entendu que dans les monographies qui vont suivre et qui sont le résumé de ces observations et de ces documents statistiques, nous nous attachons à un point de vue spécial et mettons en relief surtout la partie dangereuse de chaque groupe ethnique, parce que c'est l'élément qui menace le plus notre sécurité au point de vue politique : mais loin de nous la pensée de jeter le discrédit sur l'ensemble de telle ou telle nationalité, pas plus qu'une étude sur la criminalité en France ne saurait viser l'immense majorité de nos compatriotes.

MONOGRAPHIES PARTICULIÈRES A LA VILLE DE PARIS

1° *Les Allemands.*

D'après le recensement de 1904, on comptait à Paris

(1) Statistique de la Préfecture de Police.

24.568 Allemands; celui de 1906 en indiquait 25.831; on estime leur nombre actuel à 32.000 environ.

Il y a peu d'anarchistes d'origine germanique.

En dehors des gros négociants, industriels et banquiers, qui sont venus s'installer à Paris pour y faire sur place concurrence à notre commerce et à notre industrie et drainer nos capitaux pour des entreprises teutoniques, les émigrés allemands résidant dans le département de la Seine sont pour la plupart des employés de commerce, garçons d'hôtels, domestiques, camelots, interprètes.

Ils sont disséminés un peu partout, se mêlant à la population française. Depuis quelques années un grand nombre sont venus habiter le 9^e arrondissement.

On en compte beaucoup au quartier latin; l'Université de Paris recensait en 1910-1911, 256 étudiants et 86 étudiantes de cette nationalité.

Un cinquième des arrestations d'étrangers en 1910 concernait des sujets allemands, dont 431 ont été poursuivis pour crimes et délits commis dans le département de la Seine (49 étaient déjà expulsés du territoire français). 53 nouveaux arrêtés d'expulsion ont été pris dans le courant de la même année.

2° *Les Américains.*

En 1901 et 1906 on a recensé à Paris environ 8.520 personnes originaires des deux Amériques. Depuis cette époque un certain nombre de leurs compatriotes aisés sont venus se fixer dans le département de la Seine, où l'on en compte actuellement 9.000 environ. Ce sont pour la plupart, en dehors d'un petit clan de riches oisifs, les directeurs et employés d'un grand nombre de compagnies, sociétés, maisons de commerce et manufactures

américaines, que l'extension de leurs rapports avec le Continent européen a obligées à ouvrir plusieurs succursales dont la principale se trouve généralement à Paris. Ils se mêlent à notre société, font peu de politique et se retrouvent entre nationaux dans les établissements des quartiers de l'Étoile et l'Opéra. Quelques rares Américains du Sud ont des idées révolutionnaires. L'Université de Paris comptait en 1910-1911 parmi ses étudiants 123 Américains du Nord, 58 du Sud et 49 étudiantes. La venue en Europe d'un certain nombre d'Américains possesseurs de grosses fortunes a tenté bien des malfaiteurs, leurs compatriotes, qui les ont suivis dans l'espoir de se remplir les poches à leurs dépens. De même l'engagement de plusieurs jockeys yankees nous a valu l'apparition de force pick-pockets et larrons des champs de courses d'Amérique. La police a arrêté 79 Américains dans le département de la Seine en 1910, 7 étaient déjà expulsés du territoire français, 12 l'ont été à leur tour.

3° *Les Anglais.*

On compte à Paris environ 12.000 Anglais ; plus de la moitié sont des femmes.

Beaucoup appartiennent à la classe riche. La classe laborieuse comprend particulièrement des interprètes, acrobates, jockeys, cochers et palefreniers. Ils vivent en famille et s'occupent de sport, mais ne se mêlent guère au mouvement révolutionnaire.

Les sujets hindous qui sont également anglais et qui sont à Paris environ une centaine ont des idées plus avancées et ont occupé depuis quelques années la police parisienne. La plupart se livrent au commerce des perles et fréquentent le 9^e arrondissement.

126 étudiants anglais et 67 étudiantes suivaient les cours de l'Université de Paris en 1910-1911.

Le Service de la sûreté procède chaque année à l'arrestation d'un certain nombre d'Anglais pour divers crimes ou délits, le plus souvent pour vols à la tire ou à l'américaine; la plupart d'entre eux n'appartiennent pas à la colonie anglaise qui s'est fixée à Paris, mais à des équipes organisées qui ne viennent dans la capitale qu'aux jours d'affluence, de grandes courses de chevaux ou de fête, pour y exercer leurs talents spéciaux. Lorsqu'ils parviennent à échapper aux recherches des policiers, une fois leur coup fait, ils retournent en Angleterre.

Pendant l'année 1910, 55 Anglais ont été arrêtés dans le département de la Seine, dont 4 étaient déjà expulsés du territoire français et dont 6 s'en sont vu expulser à leur tour.

4° *Les Austro-Hongrois.*

On comptait 5.984 Austro-Hongrois dans le département de la Seine, au recensement de 1900, on en trouve 7.025, à celui de 1906, et l'on estime leur nombre actuel à 7.100 environ.

Les Autrichiens comptent en général parmi eux fort peu d'anarchistes.

Mais les autres races qui relèvent de l'Empire ont des idées plus avancées. Parmi les réfugiés qui en sont originaires, on compte à Paris environ 500 anarchistes qui se réunissent et se confondent pour la plupart avec les groupements russes. Beaucoup d'entre eux sont ouvriers tailleurs ou fourreurs. L'Université comptait en 1910-1911, 154 étudiants et 40 étudiantes austro-hongrois.

En 1910 on a arrêté 128 Austro-Hongrois dans le département de la Seine, dont 10 étaient déjà expulsés du terri-

toire français et dont 20 l'ont été au cours de la même année.

5° *Les Belges, les Luxembourgeois, les Hollandais.*

Les Belges sont légion à Paris ; on estime leur total actuel à 32.000 environ. La quotité n'en a pas sensiblement augmenté depuis ans, beaucoup d'entre eux profitant des facilités de la loi pour se faire naturaliser.

Les Luxembourgeois sont au nombre de 3.000 environ ; beaucoup d'entre eux, comme les Belges, se font volontiers naturaliser Français. On estime qu'il y a un millier de sujets hollandais dans notre département. Les trois pays sont donc représentés à Paris par 35.000 émigrés.

Ils ne forment aucun groupement particulier. Environ 500 d'entre eux sont connus comme anarchistes, dont quelques-uns doivent être considérés comme dangereux.

Beaucoup sont terrassiers, mineurs et maçons, corporations qui fournissent aux syndicats leurs éléments les plus copieux et les plus remuants. Un certain nombre exercent à Paris la profession de cocher ou chauffeur d'automobile.

L'Université de Paris comptait en 1910-1911 parmi ses élèves, 23 Belges, 36 Luxembourgeois et 8 Hollandais et 4 étudiantes Belges, 6 Luxembourgeoises et une Hollandaise.

Sur 2.233 arrestations d'étrangers opérées dans le département de la Seine, en 1910, chacune des trois nationalités compte respectivement 442, 35 et 17 sujets ; 72 étaient déjà expulsés du territoire français.

Pendant la même année, les arrêtés d'expulsion ont été pris contre 58 sujets Belges, 8 Luxembourgeois, et 4 Hollandais résidant dans le département de la Seine.

6° *Espagnols et Portugais.*

Au recensement de 1906, on comptait à Paris 4.218 Espagnols contre 3.527 en 1901. Ce chiffre peut être porté aujourd'hui à 5.500.

La police parisienne connaît et surveille environ 600 anarchistes espagnols, parmi lesquels beaucoup sont considérés comme extrêmement dangereux et susceptibles de commettre par passion politique les crimes les plus graves. Ils ont constitué un groupement et se réunissent assez fréquemment aux révolutionnaires italiens et français.

Pour la plupart, les réfugiés espagnols exercent la profession de coiffeurs, cordonniers, ouvriers en voiture et vivent en général assez misérablement.

L'Université de Paris ne comptait en 1910 que 14 étudiants de cette nationalité.

Sur 2.233 arrestations d'étrangers opérées à Paris en 1910, on ne compte pas moins de 175 sujets espagnols dont 23 étaient déjà expulsés du territoire français, 23 nouveaux arrêtés ont été pris la même année.

Les Portugais sont au nombre de 600 environ. Avant la proclamation de la République, un certain nombre de républicains, obligés de quitter leur pays à cause de leurs idées politiques, s'étaient réfugiés à Paris.

Aujourd'hui ils sont retournés au Portugal où certains d'entre eux occupent des situations élevées dans la Nouvelle République ; ils ont été remplacés à Paris par des réfugiés royalistes qui ne sont susceptibles de causer en France aucun trouble.

Une trentaine de sujets portugais sont connus comme anarchistes, ils ne forment aucun groupe particulier et se réunissent avec les Espagnols.

L'Université de Paris ne comptait en 1910-1911 que sept étudiants de cette origine.

La police n'a arrêté en 1910 que 3 individus de nationalité portugaise dont un fut expulsé du territoire français.

7° Italiens.

D'après le recensement de 1906, il y avait à Paris 26.799 Italiens. Ce nombre s'élevait à 21.891 seulement en 1901. Le bureau de la statistique en estime le chiffre actuel à 32.000. Il a donc considérablement augmenté dans ces dernières années. Parmi les nouveaux émigrés il y a des révolutionnaires et quelques malfaiteurs.

A part un groupe de plusieurs centaines de personnes riches exerçant à Paris des emplois fructueux, la plupart sont de simples manœuvres, terrassiers, ouvriers du bâtiment, etc... d'autres sont modèles, peintres, musiciens, mouleurs, garçons d'hôtels, de café ou de restaurant. En 1910, 191 Italiens sur 409 étrangers ont été admis à l'examen de cochers.

On en compte environ 3.500 qui soit anarchistes, soit révolutionnaires militants, sont susceptibles de participer à des troubles ou même d'en provoquer. Les réfugiés italiens seraient avec les Russes les étrangers les plus dangereux pour l'ordre public, en cas de trouble politique. Comme eux ils n'hésiteraient pas à commettre certains méfaits devant lesquels les révolutionnaires français pourraient reculer.

L'Université de Paris comptait en 1910-1911 28 étudiants italiens. Sur 2.233 arrestations d'étrangers opérées à Paris en 1910, pour crimes et délits, on trouve 385 sujets italiens dont 48 déjà expulsés. Pendant la même année 71 nouveaux arrêtés d'expulsion ont été pris.

8° *Les Russes.*

Paris a toujours été le refuge préféré des expatriés de l'empire russe ; les Polonais y ont trouvé un accueil parfois enthousiaste ; les Israélites étaient reçus avec compassion, les nihilistes mêmes bénéficiaient de la légende mystique qui enveloppait leurs actes.

Ils étaient fort peu nombreux à Paris naguère et leur nombre s'accroissait à peine de quelques centaines chaque année.

Il n'est plus de même aujourd'hui. Les événements qui, à la suite de la guerre russo-japonaise, ont troublé la société russe de 1905 à 1907, ont amené un exode anormal et ce ne sont plus des individus isolés mais des groupes fort nombreux qui, pendant ce laps de temps, ont afflué chaque jour chez nous.

On comptait 7.000 Russes à Paris en 1872, 9.846 en 1901, soit en trente ans un accroissement de 2.846 personnes environ. En 1906, on a recensé 17.923 Russes dans le département de la Seine, soit en 5 ans une augmentation de 8.077 réfugiés.

A la suite de l'immigration de 1906, 1907 et 1908, ce chiffre a considérablement augmenté et d'après les documents de la Préfecture de police, le nombre des Russes vivant actuellement à Paris est d'environ 35.000. La plupart appartiennent à la religion israélite et beaucoup même ignorent la langue russe ; ils emploient entre eux un dialecte particulier, le Juddich, composé de vocables juifs, allemands, russes et polonais.

Alors qu'autrefois les émigrés russes peu nombreux se fondaient vite dans l'énorme population parisienne, aujourd'hui, au contraire, en raison de leur très grand nombre, ils peuvent bien plus facilement que leurs prédé-

cesseurs se soustraire à l'influence du milieu français.

Ils apportent chez nous leur mentalité et ils retrouvent, avec la liberté en plus, tout ce qu'ils ont quitté chez eux. Ils se refont ici une patrie nouvelle, qui, sauf le sol, comporte tout ce qui fait un corps de nation : langue, traditions, espoirs communs, chaînes partagées, mœurs semblables.

Ils habitent presque exclusivement certains quartiers : dans les 3^e et 4^e arrondissements, et notamment l'ancien quartier des juifs, autour de l'église Saint-Paul. Dans certaines voies de ce quartier, rue des Ecouffles et rue des Rosiers, par exemple, on aurait peine à trouver une quantité appréciable de Français. Dans les 5^e et 13^e arrondissements, on les trouve très nombreux avenue des Gobelins, boulevard Saint-Marcel et dans les rues voisines. Dans le 14^e, ils constituent des groupes importants près du Parc Montsouris et derrière le cimetière de Montparnasse. Ils sont plusieurs milliers dans le 18^e arrondissement sur le versant nord de la Butte Montmartre.

Les Russes sont en majorité, fourreurs, tailleurs, casquettiers, ébénistes, brocanteurs.

Ceux de la rive gauche n'exercent en général aucune profession régulière. Beaucoup sont étudiants, quelques-uns reçoivent de leur pays d'origine quelques subsides, soit de leur famille, soit de leurs coréligionnaires politiques, ou se livrent à de menus travaux de traduction d'écriture ou de courtage ; d'autres sont interprètes, ou servent d'intermédiaires pour les achats de bijoux, de pierres précieuses ou les engagements et déagements du Mont de Piété.

L'Université de Paris comptait, en 1910-1911, 1.567 étu-

dians et 799 étudiantes de nationalité russe contre 800 en 1906 (étudiants et étudiantes).

Beaucoup ne sont inscrits aux facultés que pour la forme et n'en suivent pas les cours ; et leur nombre serait encore plus considérable si des fraudes multiples n'avaient été découvertes dans les certificats d'équivalence qu'ils avaient à produire pour se faire inscrire. A part quelques riches russes qui habitent dans les 7^e, 16^e et 17^e arrondissements pour la plupart, à l'exception aussi d'un certain nombre d'étudiants sérieux, presque tous les Russes habitant Paris sont plus ou moins affiliés aux partis révolutionnaires de leur pays.

Il y a quelques années, on pouvait craindre que la présence en pareille quantité de tels éléments dans la capitale n'y provoquât des désordres. Dans les manifestations politiques, la proportion des Russes était énorme et des incidents parfois graves en résultaient.

Le 1^{er} mai 1906, la police arrêta 214 Russes. Place de la République, le 1^{er} mai 1907, le sieur Law, sujet Russe, tirait du haut d'un omnibus des coups de revolver sur la troupe.

Il semblait que, de plus en plus, les révolutionnaires russes allaient se mêler activement au désordre causé par les agitateurs parisiens, mais, en avril 1908, à la suite de l'expulsion de 5 de leurs compatriotes, un mot d'ordre fut donné.

Dans tous leurs groupements, on les adjura de ne pas se livrer en France à des actes susceptibles d'attirer sur eux les rigueurs de la loi française, d'autant mieux que ces actes ne pouvaient que provoquer des sanctions générales dont tous les émigrés auraient à souffrir.

A la même époque, des mesures extrêmement rigou-

reuses étaient prises contre les révolutionnaires russes dans presque tous les pays civilisés : l'Amérique leur refusait l'accès du pays ; l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique et la Suisse les expulsaient en grand nombre et leur rendaient la résidence dans ces pays pratiquement impossible.

Les révolutionnaires russes parurent comprendre que la France, et surtout Paris, constituaient le dernier point de la planète où ils pussent habiter.

Il faut reconnaître que depuis lors, ils sont moins nombreux dans les manifestations politiques et qu'aucun acte sérieux de leur part n'est venu troubler l'ordre ; mais cette situation peut n'être que provisoire. Etant donné le caractère et les mœurs des réfugiés, il est à craindre qu'en cas de troubles graves dans la capitale, leur rôle ne soit prépondérant, les révolutionnaires russes n'étant retenus par aucune des traditions de notre civilisation qui peuvent dans une certaine mesure agir sur des Français. En fait, de plus en plus, ils se mêlent à la politique française et s'affilient aux syndicats et aux groupements où leur influence pourrait devenir un jour décisive.

En 1910 on compte à Paris 190 arrestations de sujets russes : 21 étaient d'anciens expulsés, 29 le furent à la suite de condamnation.

9° *Les Roumains, les Serbes, les Bulgares.*

Les Roumains sont à Paris au nombre de 3.000 environ.

Comme pour les Russes, à l'exception d'un certain nombre d'étudiants et personnes riches, la plupart sont des israélites.

Ils habitent surtout le versant nord de la Butte Mont-

martre et exercent en majorité le métier de tailleur ou de cordonnier.

Beaucoup suivent le mouvement révolutionnaire conjointement avec les Juifs russes, dont ils parlent le dialecte et sont venus se réfugier à Paris après avoir été l'objet de persécutions politiques dans leur pays.

On compte dans leurs rangs une trentaine d'anarchistes et de militants.

Les étudiants roumains sont assez nombreux à Paris : l'Université en comptait 311 en 1910-1911 ainsi que 12 étudiantes.

30 Roumains ont été arrêtés en 1910 et 4 ont été expulsés du territoire français.

Les Serbes et les Bulgares ont à Paris quelques centaines de représentants, un grand nombre d'entre eux sont allés défendre leur patrie contre les Turcs.

Très peu sont révolutionnaires ; quelques-uns se disent antimilitaristes (une trentaine environ) et se confondent avec les Russes.

En 1910-1911, il y avait à Paris 37 étudiants serbes et 67 Bulgares.

Une douzaine de malfaiteurs serbes ou bulgares ont été arrêtés en 1910.

10° *Les Suisses.*

Les Suisses sont assez nombreux à Paris, on en comptait 19.639 en 1901, 19.405 au recensement de 1906. On estime qu'ils sont environ 22.000 à l'heure actuelle. Il n'existe pas de groupe anarchiste suisse, proprement dit ; les militants sont au nombre de 500 environ et se groupent suivant leur langue, avec les Français, les Italiens ou les Allemands.

L'expansion des idées anarchistes en Suisse semble ne

remonter qu'aux troubles causés dans la Confédération en 1907 par les réfugiés russes qui sont ensuite venus à Paris. Un certain nombre de sujets suisses partageant leurs idées se sont expatriés et sont venus les rejoindre à Paris.

Les Suisses sont pour la plupart domestiques ou employés d'hôtel.

L'Université de Paris comptait, dans cette nationalité, en 1910-1911, 59 étudiants et 10 étudiantes.

Un assez grand nombre de malfaiteurs d'origine helvétique ont été poursuivis pour crimes et délits dans la capitale : en 1910 la police parisienne en a arrêté 171 dont 20 étaient déjà expulsés du territoire français, 31 sujets suisses ont fait l'objet d'arrêtés d'expulsion pendant la même année.

41° *Autres nationalités.*

Quant aux étrangers qui appartiennent à des nationalités diverses et dont il n'a pas encore été parlé, il y en a environ 9 à 9.500 dans le département de la Seine.

Un certain nombre d'entre eux suivent les cours de notre Université ; en 1910-1911, 280 Turcs, 170 Egyptiens, 53 Grecs, 2 Danois, 12 Haïtiens, 16 Suédois, 25 Africains, 14 Chinois, 9 Japonais, 12 Persans et une dizaine d'étudiantes.

En 1910, la police a arrêté dans le département de la Seine, 41 Turcs, 12 Africains, 10 Grecs, 7 Danois, 1 Suédois, 9 Asiatiques et Océaniens dont 7 avaient déjà été expulsés.

Dans le cours de la même année, des arrêtés d'expulsion ont été pris contre 4 Turcs, 6 Asiatiques et Australiens et 1 Grec.

En résumé, d'après les résultats du dernier recensement, Paris comptait en 1911 (1) :

1 ^{er} arrondissement :	3.696 étrangers	
2 ^e —	5.060	—
3 ^e —	5.533	—
4 ^e —	8.035	—
5 ^e —	8.922	—
6 ^e —	5.129	—
7 ^e —	4.037	—
8 ^e —	8.423	—
9 ^e —	12.914	—
10 ^e —	9.223	—
11 ^e —	14.825	—
12 ^e —	6.766	—
13 ^e —	3.127	—
14 ^e —	4.926	—
15 ^e —	3.250	—
16 ^e —	15.784	—
17 ^e —	9.660	—
18 ^e —	14.342	—
19 ^e —	7.882	—
20 ^e —	6.671	—

L'arrondissement de Saint-Denis :

Asnières.	2.574 étrangers	
Aubervilliers	1.976	—
Boulogne	2.922	—
Clichy	1.541	—
Colombes	2.696	—
Courbevoie.	1.956	—

(1) *Annuaire statistique de la Ville de Paris*, 1911.

Levallois-Perret . .	4.098 étrangers
Neuilly-sur-Seine . .	3.453 —
Noisy-le-Sec . . .	1.808 —
Pantin	2.311 —
Puteaux	2.346 —
Saint-Denis	3.096 —
Saint-Ouen	1.261 —

L'arrondissement de Sceaux :

Charenton	1.643 étrangers
Ivry-sur-Seine . . .	2.137 —
Montreuil	1.496 —
Nogent-sur-Marne . .	2.429 —
St-Maur-les-Fossés .	814 —
Sceaux	1.076 —
Vanves	1.197 —
Villejuif	1.107 —
Vincennes	2.537 —

soit un total de 204.679 étrangers dans le département de la Seine pour 3.949.363 Français. Ce chiffre peut être porté sans crainte d'exagération à 240.000 et vraisemblablement plus, comme nous le disions précédemment.

§ 3. — LES RÉFUGIÉS POLITIQUES

Nous avons vu dans les monographies qui précèdent que certains immigrés s'étaient enfuis de leur patrie d'origine pour échapper à la répression de la justice. Leur venue en France doit nous inquiéter à juste titre car ils ne peuvent que grossir notre lie, ces bas-fonds de Paris ; et Zola nous a laissé dans *Germinal* une peinture saisissante de cet agent de destruction, de cet agitateur

étranger que rien n'arrête ; il le montre ayant ruiné la mine, engloutissant sous les décombres amoncelés par sa main criminelle des centaines d'ouvriers, et contemplant son œuvre de destruction et la douleur des veuves de ses victimes.

Cependant il est des immigrés poursuivis par la rigueur des lois de leur pays, par les vengeances des partis, que la France, terre de liberté, admet avec raison et parfois même avec enthousiasme à son foyer en nombre considérable : ce sont les proscrits, les réfugiés politiques. L'État les laisse absolument libres, car d'eux nous n'avons rien à redouter.

La doctrine française, en ce qui concerne l'extradition des réfugiés politiques, est conforme à la doctrine et à la pratique modernes : cette extradition, elle la refuse.

Parmi les nombreuses conventions passées par le Gouvernement, il n'y a guère que le traité du 9 novembre 1843 avec les Etats-Unis qui ne contiennent pas de disposition spéciale à l'égard des réfugiés. Cette clause n'est pas toujours conçue dans les mêmes termes ; tantôt elle porte : « les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention », tantôt elle ajoute à l'exception : « et faits connexes aux délits politiques ».

Cette large pratique de l'admission sur notre sol des réfugiés politiques date surtout de 1830. La France moderne, issue de la Révolution, ne pouvait rester insensible devant le partage de la Pologne et le malheur de ses habitants. Elle les accueillit à bras ouverts. Les Chambres votèrent des millions pour venir au secours des plus malheureux d'entre eux. De nos jours encore, certains Polonais bénéficient de ces mesures. La Préfecture de police de Paris paie annuellement des subsides à 47

d'entre eux désignés par le Ministère de l'Intérieur et justifiant de certains droits à notre sollicitude.

Approuvée par l'Institut de droit international (13^e résolution d'Oxford), passée dans la pratique internationale, consacrée par presque toutes les législations et inscrite dans toutes nos conventions avec les gouvernements étrangers, l'exclusion des délits politiques de tout traité concernant l'extradition n'est réglée ni sanctionnée chez nous par aucun texte législatif; la France n'a pas de loi générale sur l'extradition. Elle se soumet à la pratique internationale et s'engage avec presque tous les Etats, mais elle n'a pris aucun engagement avec elle-même.

Un projet de loi voté par le Sénat le 4 avril 1879 disait que l'extradition n'aurait pas lieu « lorsque les crimes ou délits auront un caractère politique. » Mais cette loi, transmise plus de douze ans après à la Chambre des députés ne fut jamais votée par cette Assemblée. En 1900, à la suite de la remise au gouvernement belge du réfugié Sipido, coupable d'une tentative d'assassinat sur le prince de Galles, plus tard Edouard VII, une interpellation fut déposée à la Chambre par M. Sembat. L'ordre du jour ainsi conçu : « La Chambre, regrettant la remise irrégulière de Sipido aux autorités belges, passe à l'ordre du jour » fut voté par 306 voix contre 196 (1). Cette discussion eut pour résultat de déterminer le gouvernement français à régler par un texte légal les garanties à donner aux réfugiés. Il déposa un projet de loi sur l'extradition dont l'article 5 est ainsi conçu : « L'extradition ne sera pas accordée lorsque les crimes et délits auront un caractère politique. » Mais ce projet de loi ne contient

(1) Séance du 7 novembre 1900.

pas de définition du délit politique. Il est muet sur la question de savoir s'il faut comprendre dans l'exception les faits connexes aux crimes politiques et constituant des crimes de droit commun : pillage au cours d'une émeute, attentats contre chefs d'État.

Ces infractions atteignent à la fois l'ordre public et l'ordre moral. Les juristes sont divisés sur cette question. La procédure approuvée par l'Institut de droit international (14^e résolution d'Oxford) décide qu'il appartient à l'État d'apprécier souverainement, d'après les circonstances, si le fait à raison duquel le fugitif est réclamé a ou non un caractère politique.

Cette mesure paraît conforme à l'équité, car si nous approuvons l'État français de recevoir largement les réfugiés politiques, nous ne saurions admettre que le pavillon de l'asile couvre, sous prétexte de faits politiques, un mélange de tous les crimes accessoires, de toutes les atrocités, telles que les vengeances privées, les massacres, les tortures, les mutilations, crimes auxquels la politique n'a plus rien à voir et qu'en tous cas elle n'excuse plus.

M. le professeur L. Renault enseigne que le pays de refuge ne peut se rendre juge de la légitimité de la répression, à laquelle il ne saurait concourir en accordant l'extradition d'un réfugié politique. Les crimes et les délits de droit commun ont le même caractère en tous temps, en tous lieux quel que soit le degré d'imputabilité de leur auteur. L'immoralité des crimes politiques varie beaucoup, au contraire, suivant les circonstances dans lesquelles ils se produisent, suivant les procédés de ceux auxquels ils s'attaquent, suivant la légitimité ou l'illégitimité de leurs pouvoirs. Or, conclut M. Renault, il est impossible à l'État de refuge d'apprécier impartialement à

distance, les événements politiques intérieurs d'un autre État, la conduite de son gouvernement. Accorder ou refuser l'extradition des réfugiés politiques serait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un autre État. Aussi, d'après l'éminent professeur, la considération essentielle qui justifie la pratique de la France, en ce qui concerne les réfugiés politiques, c'est que le pays de refuge ne peut juger si la répression est juste ou non ; s'il essayait de le faire, il y aurait ingérence dans les affaires intérieures d'un autre État. Enfin, M. Renault ajoute que, même si la répression était juste, elle pourrait ne pas être rendue dans des conditions d'impartialité suffisantes. D'où nouvelle raison de s'abstenir de livrer les fugitifs.

§ 4. — LES DÉSERTEURS ÉTRANGERS

Notre pays admet librement sur son territoire les déserteurs de nationalité étrangère qui viennent s'y réfugier. L'extradition, dans les traités signés par la France, ne s'applique pas à la désertion des militaires.

Cependant, pour éviter qu'ils se trouvent trop nombreux sur certains points du pays, comme les départements frontières, l'Administration prend, à leur égard, certaines mesures de police. Ces mesures sont contenues dans la circulaire du 25 février 1897.

Tout déserteur est immédiatement remis à la gendarmerie qui est chargée de recueillir ses déclarations (nom, prénoms de l'intéressé, du père, de la mère, date et lieu de naissance, corps, grade, garnison, motif de la désertion ; ses intentions au sujet d'un engagement à la légion étrangère et, en cas de réponse négative à ce sujet, la localité où il désire se rendre, profession du déserteur, etc.).

Cette déclaration est adressée : 1^o au préfet, 2^o aux archives de la brigade de gendarmerie, 3^o au commandant d'armes de la ville.

Si le déserteur ne contracte pas un engagement à la légion étrangère, l'autorité militaire le remet à la police locale qui le dirige hors du département, car le séjour des départements frontières est interdit aux déserteurs de toute nationalité.

Après la formalité d'immatriculation, le déserteur reçoit un laissez-passer qu'il doit faire viser en cours de route et l'arrivée au lieu de la résidence qu'il a choisie.

Des accords internationaux sont intervenus entre la France et diverses puissances pour la restitution réciproque des armes, équipements et chevaux de déserteurs.

Le droit d'asile ne fonctionne généralement pas en faveur des matelots déserteurs. Les déserteurs d'un navire de guerre ou marchand arrêtés à terre doivent être mis à la disposition de l'autorité du bord.

Les agents diplomatiques ou consulaires du pays auquel appartient le navire du déserteur, ou le commandant du bord, peuvent réclamer des autorités locales, aide et assistance pour rechercher et arrêter les déserteurs.

Certains auteurs blâment cette coutume, mais cette dérogation au droit d'asile est imposée parfois par « la nécessité de faire rentrer immédiatement à bord des navires les hommes qui en composent l'équipage, qui sont indispensables pour le service et dont la désertion pourrait même mettre le navire hors d'état de naviguer. Tout service serait impossible, s'il en était autrement.

A ce sujet, plusieurs conventions ont été passées entre la France et l'Angleterre, la France et la Suède.

§ 5. — LA CULTURE INTELLECTUELLE DU PAYS

Comme nous l'avons vu dans les précédents relevés numériques, chaque pays fournit un assez fort contingent à nos Facultés.

D'une statistique publiée par le *Bulletin administratif de l'Instruction publique*, il résulte qu'au 15 janvier dernier, 41.409 étudiants et étudiantes étaient inscrits dans nos Universités. Dans ce nombre, il faut comprendre 5.560 étrangers.

A part les facultés, voisines de la frontière, de Nancy, de Grenoble, de Lyon, etc., c'est surtout à Paris que les étudiants étrangers viennent se faire inscrire.

Paris (1) compte 3.631 étrangers pour 17.802 étudiants :

1.050 étrangers et 6.739 étudiants français à la Faculté de Droit ;

813 étrangers et 3.326 étudiants français à la Faculté de Médecine ;

520 étrangers et 1.382 étudiants français à la Faculté des Sciences ;

1.225 étrangers et 1.996 étudiants français à la Faculté des Lettres ;

23 étrangers et 728 étudiants français à la Faculté de Pharmacie.

Le nombre des étudiantes étrangères l'emporte sur celui des françaises à la Faculté de Médecine (329 contre 229 françaises) et à celle des Lettres (629 étrangères pour 540 françaises) ; à la Faculté de Droit, 43 françaises et 44 étrangères, à la Faculté des Sciences, 130 françaises et 89 étrangères.

1) *Annuaire statistique de la Ville de Paris* (années 1912 et 1913).

A l'Ecole Nationale des Beaux-Arts, en 1912, 48 étrangers ont été inscrits dans la section de peinture, 17 dans celle de sculpture et 166 dans celle d'architecture (1).

La même année, 3 externes étrangers à l'Ecole des Mines ;

17 étrangers (3 promotions) aux cours spéciaux des Ponts-et-Chaussées ;

5 étrangers admis à l'Ecole Centrale ;

17 étrangers admis à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.

Il y a trente ou quarante ans, l'étudiant étranger était encore à l'état d'exception.

Cette constatation flatte notre amour-propre. L'affluence des jeunes gens de toutes nations qui viennent s'instruire chez nous est la preuve de l'attraction que la France exerce toujours, du prestige intellectuel qu'elle a gardé. Un tel empressement est à notre honneur. Ces milliers de jeunes hommes ou de jeunes femmes qui acquièrent à notre foyer, selon nos méthodes, des connaissances d'ordre général, de retour chez eux, quoique demeurés fidèles à leur origine, répandront le goût de notre culture, coopéreront au rayonnement de notre pays, étendront et fortifieront par l'effet même de leur formation, notre influence. Il est bon qu'on sache que la France n'a pas cessé d'être une source des plus hautes lumières dont, avec cette amabilité souriante qui prête tant de bonne grâce à tous ses gestes, elle permet libéralement l'accès.

Mais les devoirs envers l'hôte, même lorsque sa présence nous flatte infiniment, ne sauraient nous faire oublier nos devoirs envers nous-mêmes. Que ce soit notre orgueil d'in-

(1) *Annuaire statistique de la Ville de Paris* (1912).

struire les étrangers, mais sous réserve que la lutte pour l'obtention des grades ne les favorise pas au détriment de nos nationaux, sous réserve qu'ils ne deviennent pas, leurs études terminées, des rivaux qui n'ont souscrit à aucune des obligations que le pays, pour prix de ses sacrifices, est en droit d'exiger de tous ses enfants.

L'étudiant français voit ses études interrompues par les années de service militaire qu'il doit à la patrie. N'est-il pas de ce fait en état d'infériorité avec l'étudiant étranger ? Rappelons pour mémoire les réclamations des étudiants en médecine au sujet du concours de l'internat.

En Allemagne, tout dernièrement, le ministre prussien de l'Instruction publique vient de décréter que le nombre des étudiants étrangers, fréquentant les Universités prussiennes, ne devra pas dépasser un chiffre maximum fixé par arrêté.

Cette mesure a pour objet d'écarter des écoles supérieures allemandes les étudiants russes dont l'excessive affluence a provoqué à différentes reprises de très vives protestations dans la jeunesse universitaire allemande.

Le maximum numérique fixé par le ministre ne s'appliquera qu'au chiffre global des étudiants étrangers fréquentant une université prussienne et sera la limite que, dans cette université, aucun groupe national ne devra dépasser.

Nous n'irons pas jusqu'à demander pour la France semblable mesure. Paris doit rester la cité accueillante et généreuse ; mais cependant il est bon qu'on se rende compte que la France paie assez cher ce prestige intellectuel, souvent au détriment de ses nationaux. C'est le revers de la médaille ; et malgré tout, ce ne serait pas trop cher, si nous étions assurés que nos hôtes d'un

moment emportent avec nos leçons, l'amour de notre pays. L'humanité tout entière n'aurait qu'à y gagner puisque la France est un pays essentiellement pacifique.

Malheureusement, les étrangers conservent la plupart du temps, leur méthode, leur façon de penser. Ils ne se fondent pas dans notre nation et bien souvent ils déteignent sur nous ; ce n'est pas eux qui pensent en français, mais nous qui leur empruntons telle ou telle mentalité.

D'ailleurs la mode nous y incite. Il est de bon ton de ne goûter que telle ou telle littérature étrangère ; les pièces du vieux répertoire français n'ont plus d'amateurs, il faut pour le théâtre, un opéra étranger, une comédie, une danse exotique. Nos fournisseurs doivent être étrangers : c'est le raffinement dans la perfection. On ne souffrirait pas dans un certain monde d'avoir à ses vêtements, dans son chapeau, la marque de « Durand ». Non. Il faut une terminaison américaine, anglaise ou autre.

Dans nos jeux, grands ou petits, il faut employer les termes étrangers. Pas de sport sans cela.

L'institutrice des enfants ne peut être française. Pour les conséquences de cette aberration, nous renvoyons à la pièce de Prévôt : *Les Anges gardiens*.

Si, du moins, de cet enseignement résultait la connaissance approfondie des langues étrangères ; ce serait un résultat. Mais non : le Français reste réfractaire à cette étude. D'ailleurs, il s'expatrie difficilement. Aussi est-il en état d'infériorité manifeste devant le jeune immigrant qui parle couramment trois ou quatre langues. Il n'a pas besoin de quitter le sol natal pour connaître les méthodes étrangères, on les lui apporte à domicile et il se les assimile très rapidement ; il s'extasie encore plus facilement devant une philosophie nouvelle ; il ajoutera à l'argot du

boulevard quelques termes étrangers... et c'est tout ! Il n'étudiera pas pratiquement la langue pour s'en faire une arme nouvelle.

On a créé sous les auspices de M. Maurice Wilmotte la Fédération internationale pour l'extension et la culture de la langue française. Faire aimer le Français, hors la France, telle avait été la pensée initiale des organisateurs des Congrès de Liège en 1905, d'Arlon en 1908 et tout dernièrement de Gand. Sans ironie, il serait peut-être bon de réunir un prochain Congrès... à Paris. Cette idée vient tout naturellement à l'esprit de celui qui parcourt la statistique colossale des publications des bibliothèques et imprimeries étrangères à Paris. Que devient donc l'assimilation ?

Au point de vue de la constitution de la race, on peut considérer que les étrangers s'assimileront aux Français ou qu'ils ne s'assimileront pas. S'ils s'assimilent, rien à craindre ; c'est du sang nouveau qu'ils apportent et qui peut être généreux ; nombreux au contraire, leur venue modifiera profondément le tempérament national ; par exemple, le canton de Genève, siège et citadelle de la réforme calviniste, est devenu un pays presque entièrement catholique, depuis que les Français et les Italiens catholiques y sont en majorité.

S'ils ne s'assimilent pas les étrangers constitueront dans la nation un corps étranger.

A Paris, nous avons toute une colonie dans ces conditions, nous en avons déjà parlé dans la monographie des Russes, mais il est nécessaire d'y consacrer ici quelques pages.

Cette colonie juive, occupe le 3^e et le 4^e arrondissement. Dès le moyen âge, le quartier Saint-Gervais était réservé

aux israélites allemands, les juifs portugais et espagnols habitant rue Saint-André des Arts. La rue Ferdinand Duval s'appelait rue aux Juifs, il y a 20 ans, et actuellement le public parisien donne encore le nom de Place des Juifs au carrefour situé à la Pointe Rivoli.

Les habitants du voisinage sont donc habitués à vivre en contact avec les israélites, et leur hostilité actuelle ne peut être née d'une haine de race ou de religion.

Ils étaient chassés de partout et la France religieuse a compati à leur malheur.

Du remarquable travail de M. Théodore Reinach (1), il

(1) Théod. Reinach dans son *Histoire des israélites* (Hachette, 1901), a éloquemment rappelé la triste odyssée des Juifs de l'Europe occidentale.

Fort nombreux dans tous les États constitués après la chute de l'Empire romain, ils sont, pour des causes diverses, expulsés de partout, sauf de Rome et d'Avignon, aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

Ceux d'Angleterre passent en Hollande, ceux d'Espagne au Maroc et en Turquie; à Salonique, qui compte aujourd'hui 120.000 habitants, ils se sont maintenus et forment actuellement les deux tiers de la population de cette ville où ils parlent encore le dialecte judéo-espagnol qu'ils employaient au moment de leur exode en 1495.

En France, au ^{xiii}^e siècle, ils étaient très nombreux, surtout en Champagne et à Paris, mais peu à peu les ordres royaux les éloignent de ces pays où leurs aïeux étaient venus s'établir et où parfois, comme à Sens, ils étaient presque aussi nombreux que les catholiques. Ils passent dans les villes d'Allemagne de la Vallée du Rhin, Cologne, Mayence, Francfort, Strasbourg; mais de ces cités mêmes ils sont chassés vers le ^{xvi}^e siècle et obligés de traverser l'Allemagne pour aller vivre aux confins de la civilisation latine sur les bords de la Vistule, en Transylvanie ou en Bessarabie.

Dans ces pays, qui forment une sorte de zone de transaction entre le monde slave et le monde germanique, ils bénéficient de l'absence d'une autorité centrale pour s'établir parmi les populations à demi sauvages que dominent les seigneurs polonais, hongrois, valaques ou turcs.

Ils y ont prospéré : leur nombre est actuellement dans ces

résulte que l'émigration des Juifs hors de leurs habitats de l'Europe centrale est due à trois causes :

- 1° Ils sont trop nombreux pour y subsister tous ;
- 2° Ils s'y trouvent menacés par l'inimitié des autres

régions de 8 ou 10 millions d'individus. Certaines villes, comme Varsovie, Kichineff, Odessa, sont plus qu'à demi juives.

Ils y ont prospéré, mais ils n'y sont pas mêlés aux indigènes, à cause de leur religion particulière mais aussi et surtout parce qu'ils avaient apporté de l'Occident les éléments d'une civilisation bien supérieure alors à celle des gens au milieu desquels ils vivaient.

À l'origine, ils furent donc utiles aux habitants de leur nouvelle patrie, mais ceux-ci ont progressé et les juifs sont devenus gênants à cause de leur grand nombre : Polonais, Russes, Allemands, Ruthènes, Hongrois et Roumains ont trouvé de plus en plus insupportable le voisinage immédiat d'hommes qui demeuraient étrangers à leur race, à leurs mœurs, à leurs aspirations nationales ou politiques même.

Des mesures de plus en plus sévères et qui nous paraissent étranges aujourd'hui à nous-mêmes (qui en avons pris de plus cruelles il y a quelques siècles) ont été édictées contre eux.

En Allemagne, en fait, certaines fonctions leur sont inaccessibles ; de même en Hongrie. En Russie, ils ne peuvent vivre que dans les villes et ne peuvent être ni officiers, ni fonctionnaires. En Roumanie, pays latin qui a notre Code civil, on a fait plus encore : les Juifs y sont considérés comme des étrangers ne ressortissant à aucune nation, c'est-à-dire n'ayant pas de défenseurs diplomatiques.

On les astreint donc à tous les devoirs militaires, fiscaux ou civiques, imposés aux Roumains ; mais étant entendu qu'ils sont étrangers, ils n'ont aucun des droits du citoyen roumain.

Ces mesures politiques ont eu dans une population aussi dense qu'est celle des Juifs en Europe centrale, les conséquences qu'on pouvait prévoir.

En Allemagne et en Autriche-Hongrie, pays de forte organisation, les Juifs ont simplement émigré en grand nombre ; ce sont les premiers qui soient dès le début du XVIII^e siècle revenus chez nous.

Au contraire, en Russie et en Roumanie, des troubles ont éclaté à la faveur de certaines circonstances. Pour la Roumanie, c'est à

habitants, inimitié due à des causes économiques, politiques ou religieuses ;

3^o Étrangers au pays où ils sont nés et n'ayant aucun lien qui les y attache, ils sont en revanche attirés sur les points de la planète où règnent une civilisation plus libérale et une prospérité plus grande.

On constate un double courant d'émigration : les israélites chassés par les circonstances politiques se sont réfugiés en Suisse, en Angleterre, en France, quelques-uns en Allemagne et en Autriche ; ceux que la misère a forcés et force encore à s'éloigner, en Angleterre, en France et surtout aux États-Unis.

En France, à Paris, l'assimilation de ces étrangers, plus désirable qu'autrefois, est, en résumé, plus difficile que jamais.

Il semble que rien ne puisse les empêcher de régner en maîtres dans un ou deux quartiers de Paris. Parcourez la rue des Ecoffes, vous y trouverez voisinant avec une imprimerie de nihilistes russes, à la devanture peinte d'un rouge sang de bœuf, des boulangers, des bouchers et traiteurs dont les vitrines, adroitement partagées, portent d'un côté les pains azymes, les vins de Sion, la viande poinçonnée et de l'autre des montres, des bijoux, des casquettes, des reconnaissances du Mont de Piété.

Nous ne voulons pas expulser ces malheureux en masse, cela serait contraire à nos sentiments et à nos traditions.

Il faut les assimiler... mais la tâche est ardue.

propos des révoltes agraires de ces dernières années. Pour la Russie, c'est à la suite de la guerre russo-japonaise.

Ces troubles violents furent réprimés soit par l'autorité centrale, soit par les habitants non juifs dans les pogromes qui ont fait couler tant de sang israélite.

On pourrait les obliger à se conformer aux lois françaises, mettre leurs enfants aux écoles publiques. La ville de Paris a même, dans un esprit généreux, créé dans ce quartier une école où l'on parle leur langue, où l'on observe leurs coutumes religieuses. Il n'est pas ici question de l'hygiène (ce sera l'objet d'un chapitre spécial), mais puisque Paris se trouve dans la nécessité de conserver ce ghetto qui forme tache dans la capitale, il a le devoir de donner à ses habitants le bénéfice de sa civilisation : la charité, l'éducation, la contrainte légale seront évidemment les trois agents de cette œuvre nécessaire.

Cette école étrangère du 4^e n'est pas la seule que nous possédons à Paris. Dans le 19^e arrondissement, il existe une école allemande qui a été créée en 1858. C'est une dérogation à la loi française qui exige que tout directeur d'école publique ou privée soit Français, muni de brevets, de diplômes français. Pourquoi cette exception ? La question a été soulevée au Conseil municipal dans la séance du 8 décembre 1911, par l'honorable M. Galli. Il rappelait, ce qui avait été maintes fois porté à la connaissance de l'administration par de nombreux universitaires, que :

« Les méthodes de l'école fondée à la Villette sont exactement celles des écoles allemandes. L'allemand y est
 « enseigné comme langue fondamentale, comme la langue
 « maternelle. Tous les cours se font en allemand. Le fran-
 « çais y devient la langue étrangère. L'histoire est ensei-
 « gnée au point de vue allemand. Les chants que l'on
 « apprend aux enfants sont des chants nationaux et patrio-
 « tiques de l'Allemagne. Au su et au vu de tout le monde,
 « ce qu'on apprend à aimer aux jeunes élèves, c'est l'Alle-
 « magne, c'est la patrie allemande, c'est l'histoire germa-
 « nique, c'est la littérature allemande, ce sont les mœurs

« allemandes. Malgré la loi française qui interdit absolu-
« ment tout châtement corporel infligé aux élèves, la disci-
« pline de l'école est la discipline allemande. L'un des buts
« hautement proclamés de l'institution est de contribuer à
« maintenir l'aspect allemand dans le cœur et la jeunesse
« allemande de Paris ».

Un tel état de choses ne saurait subsister et nous ne pouvons qu'approuver, à titre de sanction platonique, l'adoption du vœu suivant par le Conseil municipal de Paris :

« L'administration est invitée à n'accorder aux étran-
« gers résidant en France aucune situation privilégiée et à
« leur appliquer les lois qui régissent tous les Français ».

Ce vœu sera-t-il pris en considération par les pouvoirs publics? Nous l'ignorons; mais ce qu'il importe de faire ressortir, c'est que ce n'est pas là le moyen de répandre la culture intellectuelle de notre pays, d'étendre les méthodes françaises, d'inciter les jeunes étrangers qui profitent de tous les avantages de notre pays, à en assumer les charges en se faisant naturaliser.

§ 6. — LA NATURALISATION

Par application de la loi de 1889, l'individu né en France d'un étranger qui n'y est pas né (art. 8, § 4 du Code civil) et domicilié en France à l'âge de la majorité est Français de plein droit. Cette clause nous oblige à accepter même l'individu ayant encouru une condamnation.

Cette large acquisition de la nationalité par bienfait de la loi avait pour but d'assimiler le plus possible d'étrangers, étant donnée notre faible natalité.

Ce but est-il atteint? Nous acceptons tous ceux qui sont

dans les conditions de l'article 8, § 4, même les douteux, mais combien profitent de la faculté de décliner la qualité de Français à l'âge de 21 ans ? Combien quittent leur domicile et disparaissent à l'approche de la majorité ? Surtout dans la population nomade des Russes et des Polonais.

L'article 9, modifié par la loi de 1893, nous permet encore de refuser l'enregistrement de la demande de l'individu né en France et domicilié à l'étranger à l'âge de la majorité, qui réclame la qualité de Français. Là nous pouvons refuser l'indigne. Dans le cas de l'article 8, § 4, nous ne le pouvons pas : la loi est formelle. Tout au plus est-il possible de l'expulser pendant sa minorité ; encore la question est-elle controversée. Mais ce n'est pas ici le lieu de discuter la loi de 1889 et la nationalité d'origine. Tous ces points ont été traités à fond dans le livre de M. Geouffre de Lapradelle relatif à ce sujet. Mais ce que nous devons retenir, c'est que dans l'acquisition de la nationalité française par bienfait de la loi, nous acceptons bien souvent des indignes, tandis que, par contre, une grande quantité d'étrangers dédaignent les facilités de notre législation sur la matière et franchissent la frontière à 21 ans... à moins que, passant inaperçus ou usant de subterfuges, ils ne restent à dessein dans une situation ambiguë, Français aux yeux de l'étranger, et étrangers pour les Français, et ne se trouvent ainsi pendant un temps indéterminé dans l'état d' « heimat-losat. »

Du moins, nous pouvons nous montrer plus difficiles pour la naturalisation proprement dite. La France est une belle patrie qui mérite d'être aimée pour elle-même et non

(1) M. Geouffre de Lapradelle, *De la nationalité d'origine*.

point seulement pour les avantages qu'elle donne à ses fils d'adoption. Il est donc juste que ceux qui recherchent l'honneur d'être Français commencent par effectuer leur service militaire.

Jusqu'à ces derniers temps, et sous l'empire de la loi de deux ans, la limite d'âge de présence au régiment des individus devenus français par voie de naturalisation était de 27 ans.

Inutile de dire que presque toutes les demandes de naturalisation avaient lieu après cet âge.

Il est facile de s'en convaincre en parcourant le tableau des dossiers transmis à la Chancellerie pour Paris, durant une semaine (8-15 mars avant le vote de la loi de 3 ans) de l'année 1913.

Nationalité des postulants.	Age des postulants en 1913.	Age auquel ils sont venus en France.	Service militaire dans leur pays d'origine.
1 Autrichien	43	20	a servi
2 Allemand	44	36	pas servi
3 Italien	37	24	id.
4 Alsacien	62	28	id.
5 Russe	42	12	id.
6 Autrichien	37	24	id.
7 Roumain	29	20	id.
8 Belge	52	21	id.
9 Allemand	32	20	id.
10 Belge	59	42	a servi
11 Italien	60	26	id.
12 Suisse	86	26	id.
13 Allemand	34	20	pas servi
14 Autrichien	34	23	id.
15 Arménien	43	24	id.
16 Autrichien	34	23	id.
17 Allemand	42	32	a servi
18 Belge	89	1	id.
19 Italien	38	11	id.

Nationalité des postulants.	Age des postulants en 1913.	Age auquel ils sont venus en France.	Service militaire dans leur pays d'origine.
20 Allemand.....	37	13	a servi
21 Russe.....	40	21	pas servi
22 Roumain.....	35	31	id.
23 Autrichien.....	35	25	id.
24 Allemand.....	42	34	a servi
25 Allemand.....	37	26	reformé
26 Russe.....	51	7	pas servi
27 Roumain.....	33	20	id.
28 Marocain.....	56	24	id.
29 Belge (né en France).	54	né en France	n'a servi nulle part
30 Allemand.....	42	38	a servi
31 Belge (né en France).	47	né en France	n'a servi nulle part
32 Luxembourgeois.....	40	23	pas servi
33 Italien.....	68	30	id.
34 Russe.....	26	9	id.
35 Autrichien.....	43	26	a servi
36 Luxembourgeois.....	61	28	pas servi
37 Italien.....	50	40	id.
38 Luxembourgeois.....	57	24	id.
39 Italien.....	54	20	a servi
40 Russe.....	37	22	id.
41 Espagnol.....	36	31	pas servi
42 Italien.....	26	12	id.
43 Russe.....	26	1	id.
44 Haitien.....	21	4	id.
45 Turc.....	55	52	id.
46 Autrichien.....	38	36	a servi
47 Allemand.....	47	25	pas servi
48 Turc.....	49	9	id.

La nouvelle loi militaire de 1913 est venue apporter un remède à cet état de choses en reculant à 35 ans la limite d'âge en dedans de laquelle tout naturalisé doit être soldat. De graves motifs d'ordre social et économique l'exigeaient ; il fallait empêcher les étrangers de concu-

rener nos nationaux dans presque toutes les carrières libérales comme dans certaines professions manuelles, en leur imposant également la charge des obligations militaires.

Le chiffre des naturalisations françaises pour 1912 a été de 4.029, en augmentation de 466 sur 1911. Cette augmentation provient de la faculté laissée depuis peu aux sujets ottomans de se faire naturaliser sans iradé spécial et surtout du désir de nombreux étrangers fixés depuis longtemps en France de bénéficier des lois sur l'assistance obligatoire et sur les retraites ouvrières.

Sur les 4.029 naturalisations accordées en 1912, 2.610 (65 %) s'appliquent à des hommes et 1.419 (35 %) à des femmes.

Parmi les 2.610 hommes naturalisés en 1912, 2.523, soit environ 96 %, résidaient en France depuis plus de dix ans, 113 étaient nés en France et 2.497 à l'étranger.

62 individus ont été naturalisés après 3 ans de domicile autorisé en France ; 2.454 après une résidence non interrompue de dix années :

3 après une année seulement de domicile autorisé pour service militaire accompli aux colonies ou dans les pays de protectorat ;

56 ont également obtenu la naturalisation un an seulement après leur admission à domicile, parce qu'ils avaient épousé une Française.

Le classement des hommes naturalisés suivant leur âge fournit les indications suivantes :

Moins de 25 ans : 164 (c'était avant la prolongation de la durée du service militaire des naturalisés).

de 27 à 30 ans : . . .	214
de 30 à 35 — : . . .	402
de 35 à 40 — : . . .	408
de 40 à 50 — : . . .	811
de 50 à 60 — : . . .	408
de 60 à 70 — : . . .	173
plus de 70 — : . . .	30

Au point de vue de la nationalité d'origine, les naturalisés se répartissent ainsi :

801 Belges, 783 Italiens, 224 Espagnols, 147 Russes, 138 Allemands, 106 Alsaciens-Lorrains, 84 Suisses, 79 Turcs, 61 Autrichiens, 58 Roumains, 46 Luxembourgeois, 26 Hollandais.

Par contre, on a enregistré l'an dernier 1.165 déclarations ayant pour objet de décliner la qualité de Français.

Notre pays qui reçoit si généreusement les étrangers leur donne des facilités relativement grandes de devenir nationaux. Quelles raisons expliquent qu'un plus grand nombre d'entre eux ne sollicitent pas cette faveur ? Ces raisons peuvent se ramener à quatre : 1° le paiement des droits de chancellerie ; 2° la durée du stage ; 3° l'abus de l'admission à domicile ; 4° l'obligation du service militaire pour les jeunes.

On a dit bien souvent que les droits de chancellerie (175 fr. 25) empêchaient l'étranger de se faire naturaliser, pareille somme n'étant pas à la portée de toutes les bourses. Cet obstacle n'est qu'apparent, car sur demande, il est presque toujours accordé, après enquête du Commissaire de police, une réduction, si elle est motivée, pouvant aller jusqu'aux 9/10. Un obstacle plus sérieux, c'est le stage exigé dans les cas ordinaires, de dix ans sans interruption, et dont il faut faire la preuve, chose quelquefois malaisée,

à l'aide de quittances, baux, ou certificats de patron dûment légalisés.

Ecourter cette période nous semble difficile, car c'est la seule garantie d'un attachement sérieux à notre pays, et d'une moralité suffisante. Toutefois, peut-être serait-il possible, comme nous le proposons dans nos conclusions, de faire bénéficier d'une réduction de stage, certains étrangers particulièrement dignes d'intérêt. D'ailleurs le stage peut être réduit à 3 ans et même parfois à un an pour les étrangers admis à domicile.

L'admission à domicile, qui devrait être l'antichambre de la naturalisation, et qui, en théorie, cesse de plein droit au bout de 5 ans, sert malheureusement bien souvent aux étrangers à tourner la loi. Combien profitent de tous les avantages conférés par cette faveur (comme de demander un passeport à nos services pour se mettre sous la protection de nos lois, lorsqu'ils sont dans certains pays étrangers), sans jamais se faire naturaliser ou le plus tard possible, bien après le délai légal.

L'admission à domicile n'est conférée que pour 5 ans à dater de sa signature par le Président de la République ; mais en fait, souvent les bénéficiaires savent en profiter beaucoup plus longtemps.

Ils invoquent parfois le nouveau droit de 175 fr. 25 à acquitter. Il est vrai qu'on ne s'explique pas très bien pourquoi l'étranger admis à domicile doit payer une seconde fois lorsqu'il veut se faire naturaliser... mais le motif n'est pas sérieux, car il est toujours possible d'obtenir, sinon la remise gracieuse, du moins une réduction telle que ce versement n'est plus un obstacle.

Non, la vraie raison, nous ne cesserons de le répéter, c'est la crainte du service militaire, aussi le législateur a-

t-il été bien inspiré lorsqu'il a prolongé la durée de présence des étrangers au régiment jusqu'à l'âge maximum de 35 ans.

Pendant que la jeunesse française est à l'armée, l'étranger prend sa place dans l'industrie, le commerce, les carrières libérales. C'est un facteur de plus à ajouter à tous ceux qui favorisent la concurrence étrangère au détriment de nos nationaux, concurrence dont les effets se manifestent peut-être avec plus d'acuité sur le terrain économique.

CHAPITRE II

INSUFFISANCE DU SYSTÈME ACTUEL AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

C'est sur ce terrain, en effet, que la crise atteint son maximum de gravité : les rivalités internationales se manifestent aujourd'hui moins sur le champ de bataille que dans le domaine industriel et commercial ; rester indifférents en présence du danger qui nous menace de ce côté serait de notre part coupable inertie.

Malheureusement la loi de 1893, abusivement intitulée loi de protection du travail national, n'apporte aucun remède à cette situation ; ce ne sont certes pas les 2 fr. 55 du droit d'immatriculation qui feront obstacle à l'afflux en France de nos rivaux et qu'il s'agisse de la main d'œuvre ouvrière, de la représentation commerciale ou des entreprises même les plus essentiellement françaises ou les plus parisiennes, l'étranger s'immisce chez nous, s'y implante, y prend une place de plus en plus considérable et nous est une menace sans cesse grandissante.

§ 1. OUVRIERS ÉTRANGERS

Pour apprécier la puissance de l'émigration au point de vue de la concurrence faite à nos ouvriers, il est nécessaire d'entrer dans quelques détails préliminaires.

D'abord la population immigrante de ce groupe est en grande majorité formée d'adultes libres. Elle renferme donc beaucoup moins d'unités improductives que la population indigène. La famille de l'ouvrier étranger reste au pays ; les hommes capables de travailler immigrer seuls. La population française renferme au moins la moitié de non valeurs, au point de vue du travail (1). Admettons le chiffre de 800.000 étrangers artisans ou ouvriers contre 18.000.000 de Français aptes au travail. Sur ce nombre, 4.000.000 exercent des professions libérales fermées à l'étranger. Il ne reste donc plus qu'une population de 14.000.000 de travailleurs français pour supporter la concurrence de 800.000 ouvriers exotiques, ce qui fait une proportion de un étranger pour 17 travailleurs français. Cette quotité paraîtrait peu inquiétante si certains départements n'étaient envahis par les ouvriers des pays voisins ; dans le Midi, par exemple, à la Ciotat (Var), on trouve 4.052 ouvriers étrangers pour 1.798 ouvriers français ; à la Seyne on en compte 1.071 pour 1.152 nationaux, à la Compagnie des Forges et Chantier 315 ouvriers étrangers pour 909 Français, etc. etc.

Cette proportion considérable contribue, dans une mesure appréciable, à augmenter le nombre des chômeurs ; l'importation du travail étranger tend, en outre, à produire une altération dans l'économie des salaires. Les ouvriers exotiques, en augmentant l'offre du travail, font nécessairement diminuer le prix de la main-d'œuvre. Cette baisse les atteint, sans doute, mais elle ne leur est point préjudiciable, parce que le taux du salaire, réduit par leur

(1) M. Barrier, *La police des étrangers* ; Paul Médecin, *Étude de l'admission des étrangers en France*.

concurrence, reste encore supérieur à ce qu'il serait dans leur pays. Ils ont, d'ailleurs, fort peu de besoins comparativement au travailleur français. Ils savent vivre avec économie et leur famille restée au pays y réside à meilleur compte. En général, la vie du travailleur à l'étranger est moins dispendieuse parce qu'elle est plus sobre et que les dépenses superflues y sont insignifiantes.

Dans les pays les plus avancés, les conditions d'existence sont plus difficiles parce que le bien-être, le luxe même, se propage dans toutes les classes. Aussi, la concurrence de la main-d'œuvre étrangère ne nuit qu'aux ouvriers du pays.

Les travailleurs qui passent la frontière pour concurrencer chez nous nos nationaux bénéficient trop souvent au point de vue militaire d'une infériorité de charges. Cette inégalité, qui est tout à l'avantage de l'exotique est aussi une atteinte à la morale. Les lois françaises ignorent absolument la situation militaire de l'étranger. Ce dernier peut en profiter pour se dispenser de tout service militaire, d'où un avantage pour lui dans la lutte pour la vie. Pendant trois ans, le travailleur français perdra ses salaires et loin de pouvoir épargner, il coûtera à sa famille, en secours, en subsides, tandis que l'ouvrier étranger amassera des économies.

Le patron qui doit soutenir les effets d'une concurrence sans cesse grandissante, préférera souvent celui-ci au travailleur indigène, parce qu'il se contente d'un salaire moins élevé.

C'est ainsi qu'à Paris, les entrepreneurs de confections pour dames, pour hommes, les tailleurs, les casquettiers, les fabricants de chapeaux de paille emploient presque exclusivement des étrangers.

A parcourir certaines rues du 3^e et du 4^e arrondissement, on trouve quantité de maisons de soldes, de magasins exotiques, dont tout le personnel est étranger. L'administration elle-même délivre avec une complaisance exagérée les autorisations nécessaires.

Ainsi, les boutiques de brocanteurs établies sur le carreau du Temple sont littéralement envahies par les étrangers, qui, au mépris des règlements, vendent des effets absolument neufs fabriqués dans leur pays d'origine. Les Israélites russes ou roumains à peine débarqués à Paris se sentent des aptitudes spéciales pour ce métier. Ils ignorent la langue, peu importe. Il leur faudrait payer une toute petite patente à demi-droit ; ils courent à la mairie de l'arrondissement où ils ont échoué, on leur y délivre immédiatement le certificat d'indigence qui les exemptera de cette légère contribution à nos charges (1).

Le marché des reconnaissances est également centralisé dans leurs mains. Chaque jour, au carrefour de la rue des Rosiers et des Blancs-Manteaux, de 1 heure à

(1) Leur nombre augmente d'année en année. Voici un tableau récapitulatif de 1901 à 1912 (Rapport de M. L. Achille sur le budget de la Préfecture de Police, décembre 1912) :

ANNÉES	BROCANTEURS INSCRITS		
	Français	Etrangers	Ensemble
1902.....	523	59	582
1903.....	439	41	500
1904.....	682	76	758
1905.....	683	74	757
1906.....	645	102	747
1907.....	800	130	930
1908.....	764	161	925
1909.....	636	120	757
1910.....	626	157	783
1911.....	619	212	831
1912.....	657	301	958

5 heures, non loin de la maison mère du Mont de Piété, se tient ce qu'on pourrait appeler la « Bourse de la misère. » On n'y parle que les patois mêlés d'argot des quatre royaumes et des six grands-duchés.

Il n'est pas jusqu'à la profession de cocher ou de chauffeur qui ne soit envahie par le même courant (1) :

En 1910, sur 3.886 admis, il y avait 388 étrangers.

En 1911, sur 3.094 admis, il y avait 306 étrangers.

En 1912, sur 3.926 admis, il y avait 387 étrangers.

Les gens de maison, les garçons d'hôtel ne peuvent plus lutter contre la concurrence étrangère, et les bureaux de placement ne font rien pour favoriser nos nationaux.

Ces salaires gagnés en France, nos hôtes provisoires les exportent en grande partie chez eux. Aussi M. Castelin affirmait-il naguère à la Chambre que 160.000.000 francs d'économies réalisées quittaient tous les ans notre pays pour l'étranger.

Sans nier la réalité de ce prélèvement sur les bénéfices obtenus chez nous, nous croyons cependant cette affirmation exagérée, les salaires étant bien trop modestes pour permettre une si grosse épargne.

Quoi qu'il en soit, il faudrait songer à protéger efficacement le travail national. Deux moyens semblent permettre d'arriver à ce résultat :

1° Étendre à l'industrie privée et appliquer rigoureusement la clause que l'État et la ville de Paris insèrent dans tous leurs cahiers de charges : Ne pas accepter plus de 10 % d'ouvriers et employés étrangers. Nous savons que certaines industries saisonnières, certains travaux agri-

(1) Statistique fournie par l'Inspection générale de la Circulation et des Transports.

coles, ont besoin d'une façon indiscutable de la main d'œuvre exotique. Là est la difficulté. Elle n'est pas impossible à surmonter. Ce serait une question d'opportunité : on pourrait apporter dans l'application certains tempéraments comme on en a apporté dans la loi sur le repos hebdomadaire.

Exiger strictement la limitation au dixième, y intéresser les patrons et chefs d'entreprise, serait enrayer du même coup et la baisse des salaires du fait de l'étranger, et le chômage de nos nationaux, et l'afflux incessant des ouvriers du dehors (1).

2° Un second remède serait le relèvement des droits d'immatriculation. Il est nécessaire de revenir sur cette question que le Parlement a écartée systématiquement chaque fois qu'elle lui était soumise. Il ne faudrait pas voir dans cette mesure un acte d'hostilité vis-à-vis des étrangers ni une proposition contraire aux conventions internationales. On invoque le principe de la réciprocité diplomatique. Chaque fois que la taxe est agitée, le Quai d'Orsay a bien soin de rappeler que ce procédé serait contraire aux dispositions de nos traités d'établissement avec de nombreux pays, notamment aux stipulations suivantes :

Traité franco-suisse du 28 février 1882.

Tout genre d'industrie et de commerce permis aux Français sera permis aux Suisses, sans qu'on puisse exiger d'eux aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse.

(1) Voir aux annexes les propositions Pally, Castelin, Vaillant, au Parlement ; Alphonse Humbert au Conseil municipal de Paris.

(2) Voir aux annexes la proposition Pradon.

Traité franco-espagnol du 7 janvier 1862.

Les articles 1 et 4 établissent l'assimilation aux nationaux en matière de droits, patentes, impôts, charges, prestations, taxes municipales.

D'autres pays, comme l'Allemagne et la Grande Bretagne, peuvent invoquer le bénéfice de ces dispositions en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

Enfin, objecte-t-on, tous les pays lésés, qu'ils soient protégés ou non par nos engagements conventionnels, pourraient prendre contre nos produits ou contre nos nationaux des mesures de représailles dont la portée dépasserait de beaucoup le profit que la main d'œuvre française et le fisc retireraient des mesures préconisées. On peut en juger par l'agitation qui s'est produite dans les milieux parlementaires et ouvriers, en Belgique et en Italie, chaque fois qu'il a été question en France de mesures de ce genre.

C'est en s'inspirant de ces considérations que le Ministère des Affaires étrangères s'est toujours opposé, et avec succès, devant le Parlement, à la prise en considération des propositions et amendements tendant à créer un traitement différentiel à la charge de la main d'œuvre étrangère.

Aussi, partant de ce principe, la solution du problème ne fait aucun progrès. Certaines nations européennes ne se sont pourtant pas embarrassées de telles vétilles ; en Russie, par exemple, la sûreté de l'Etat prime toute autre considération et le Français n'y est pas plus favorisé sous ce rapport qu'aucun autre étranger. On ne pénètre dans l'immense empire russe que muni d'un passeport régulier visé par un agent consulaire russe moyennant un droit de

6 francs ; à tout changement de résidence, le voyageur doit présenter son passeport au visa des autorités ; à l'expiration du sixième mois, il doit se munir d'un *permis de séjour* qui lui coûte 15 francs et qu'il doit renouveler chaque année sous peine d'amende ; c'est une véritable taxe de séjour qu'il acquitte sous cette forme. Au moment de son départ, il sollicite de la police locale un certificat attestant qu'aucun obstacle ne s'oppose à sa sortie de Russie, certificat qu'il paie 2 fr. 40 et qu'il échange contre un passeport, délivré également à titre onéreux, qui lui est retiré au passage par les autorités russes de la frontière.

Les fabricants, industriels, et représentants d'entreprises reçoivent une patente spéciale du prix de 150 roubles (400 fr.) par an (impôt d'Etat) et passible en outre d'une taxe, au profit des communes, atteignant généralement 30 % ou 120 francs. Les patentes des commis-voyageurs coûtent jusqu'à 133 francs, et supportent une taxe communale de 24 francs, environ, indépendamment de « quelques autres taxes locales » qui varient suivant les villes.

Sans recourir à une fiscalité aussi étendue, il y aurait un avantage appréciable, comme nous le proposons dans nos conclusions, à relever les droits d'immatriculation à percevoir et même à rendre la déclaration annuelle.

§ 2. — LES VOYAGEURS DE COMMERCE ÉTRANGERS

La France semble enfin comprendre que jusqu'ici elle a joué un rôle de dupe et la Chambre a été bien inspirée en adoptant le 25 février 1913 un amendement déposé par M. Denais, député et ancien conseiller municipal de Paris, qui a pour but de soumettre en France, les voya-

geurs ou représentants de commerce des maisons étrangères aux mêmes règlements et taxes qui sont imposées, à l'étranger, à nos voyageurs de commerce. La question avait déjà été résolue dans ce sens, il y a soixante ans, comme en fait foi la circulaire suivante :

Patente à exiger des commis-voyageurs étrangers

Paris, le 8 décembre 1853.

*A MM. les Commissaires de Police de la ville de Paris, et à
MM. les Maires et Commissaires de Police des Com-
munes rurales du département de la Seine.*

Messieurs, il est parvenu au Gouvernement des plaintes du commerce sur la sévérité avec laquelle les commis-voyageurs français sont, chez quelques nations étrangères, imposés aux droits de patente, tandis que la plupart des commis-voyageurs étrangers qui viennent en France n'y seraient pas assujettis aux mêmes droits.

Par une circulaire récente, M. le Directeur-général de l'Administration des contributions directes, en rappelant les dispositions de la loi du 25 avril 1844, et notamment celle de l'art. XIX, qui porte que les commis-voyageurs des nations étrangères seront traités, relativement à la patente, sur le même pied que les voyageurs français chez les mêmes nations, réclame, pour l'exécution de ces dispositions, le concours des autorités municipales ainsi que celui des agents de mon Administration.

En conséquence, et au nom de la protection due au commerce et à l'industrie, je crois devoir vous recom-

mander, Messieurs, de vérifier très attentivement les registres des aubergistes et maîtres d'hôtels garnis de vos localités respectives, de requérir l'exhibition des patentes des commis-voyageurs étrangers appartenant aux nations qui imposent les voyageurs français, et d'exiger enfin que ceux qui n'en seraient pas munis s'en pourvoient immédiatement.

J'aurai soin de mon côté, que les bureaux de mon Administration refusent le visa de leurs passe ports à ceux desdits commis-voyageurs qui ne justifieraient pas d'une patente régulière.

Vous trouverez ci-après le tableau modifié selon l'état actuel des relations internationales des droits de patentes dus par les commis-voyageurs étrangers.

Je vous prie, Messieurs, de m'accuser réception de cette circulaire et de me rendre compte, à l'occasion, du résultat de vos soins.

Le Préfet de Police,

PIETRI.

NATIONS	DROITS à exiger de leurs commis-voyageurs.
Bade.....	20 fr.
Belgique.....	60
Brunswik.....	40
Danemark.....	200
Hanovre.....	80
Hesse grand-ducale.....	30
Hesse électorale.....	30
Hollande.....	25
Mecklembourg.....	80
Nassau.....	20
Prusse.....	45
Saxe.....	45
Suède.....	100
Suisse. { Canton de Zug.....	15
{ — de Zurich.....	15
{ — d'Unterwalden-le-Bas.....	9

Cette circulaire est rapidement tombée en désuétude ; de même l'article 24 de la loi sur les patentes (1) (du 23 juillet 1880), concernant la même question. Aussi les voyageurs de commerce français élèvent-ils de nombreuses protestations auprès des pouvoirs publics.

Tout dernièrement, le 20 décembre 1911, ils saisirent le Conseil municipal de Paris de leurs revendications :

« Depuis 1909, disaient-ils,..... à maintes reprises nous avons déjà signalé aux différents Ministres du Travail l'infériorité, en France, du voyageur ou représentant français par rapport au voyageur étranger en nous appuyant sur les considérations suivantes :

Le voyageur étranger venant en France bénéficie des mêmes avantages que le voyageur français, auquel il vient faire une concurrence déloyale en inondant le marché français de ses produits vendus meilleur marché, et ne paie aucun droit ni aucune taxe comme ceux que subit le voyageur français voyageant à l'étranger.

« Ces propositions ont fait l'objet de délibérations à nos assemblées générales de 1909 et 1910 et figurent au registre des procès-verbaux. Elles ont été envoyées en temps voulu au Ministre du Travail. »

Voici, résumé en quelques lignes, le régime des voyageurs de commerce français à l'étranger (2) :

Allemagne.

Identité certifiée par une carte de légitimation délivrée

(1) Art. 24. — Les commis-voyageurs des nations étrangères seront traités relativement à la nation sur le même pied que les commis-voyageurs français chez les mêmes nations.

(2) Extrait des procès-verbaux de la Chambre Syndicale des voyageurs de commerce de France (1909, 1910, 1911).

par les autorités françaises. Exemption des impôts afférents à l'exercice de leur profession, si ces impôts ont été acquittés par les commettants dans le pays d'origine. Faculté de porter des échantillons, mais non des marchandises, les voyageurs n'ayant le droit que de faire des achats et de rechercher des commandes. Exception est faite cependant pour les voyageurs en orfèvrerie, argenterie, bijouterie, montres, pierres précieuses, perles, camées et corail, à la condition expresse que ces articles soient habituellement vendus à la pièce et à des marchands qui font métier de les revendre.

Autriche-Hongrie.

Carte de légitimation professionnelle ou industrielle délivrée par une chambre de commerce française mais qui n'a pas besoin d'être légalisée par les autorités consulaires austro-hongroises. Le délai de validité expire le 31 décembre de chaque année. Afin de profiter du tarif réduit accordé sur certaines lignes de chemins de fer autrichiens pour le transport de leurs colis, les voyageurs de commerce français doivent en outre produire une carte d'identité également établie par une chambre de commerce française.

Il est interdit aux commis-voyageurs de recueillir des commandes ailleurs que chez les négociants.

Belgique.

Sont seulement soumis à un droit de patente de 20 francs, tous centimes additionnels compris, les voyageurs de commerce établis dans les pays où les voyageurs de maison de commerce belges sont soumis à une patente ou à une taxe analogue.

En vertu d'un arrangement conclu entre les gouvernements français et belge, les voyageurs des deux pays sont exempts du droit de patente depuis le 2 janvier 1902. Toutefois, le bénéfice de cette exemption est subordonné à la production de la carte de légitimation.

Les autorités belges acceptent les cartes de légitimation signées par le Président de la Chambre de commerce française.

Brésil.

Ne sont tenus de produire aucune pièce spéciale, mais il est préférable d'être muni d'une pièce de légitimation officielle.

Impôts auxquels sont assujettis les voyageurs étrangers et brésiliens dans les divers états du Brésil.

État de Rio de Janeiro. — Pétropolis, 300 milreis ; Campos, 300 milreis ; Nova Friburgo, de 100 à 300 milreis, selon l'importance des affaires ; Nietheroy, 100 milreis ; Sao Fidelis, 30 milreis.

État de Goyaz, 200 milreis.

État de Matto Grosso, de 600 à 1.000 milreis, suivant l'importance et le nombre des maisons qu'il représente.

Corumba 150 milreis. Sao Luiz 150 milreis.

État de Maranhao, 62 milreis $1/2$.

État de Santa Catarina-Maruy 10 milreis.

L'amende pour non déclaration est environ du double de l'impôt.

(1) Le milreis vaut environ 2 fr. 80.

Bulgarie.

Doivent être munis d'une carte de légitimation et être porteurs d'un passe port. Si le voyageur représente une seule maison commerciale, la taxe spéciale ne pourra dépasser, y compris tous les frais accessoires, 150 francs pour toute l'année et 100 francs pour 6 mois. S'il représente plusieurs maisons, cette taxe ne pourra être majorée que de 100 francs pour toute l'année et de 50 francs pour 6 mois. La taxe incombe à la maison et ne sera perçue qu'une fois, même si la maison envoie plusieurs voyageurs.

Canada.

Ils doivent se munir d'une pièce établissant leur identité. Ils n'ont pas le droit de patente à payer. Toutefois la législation spéciale au commerce des vins et spiritueux oblige les voyageurs s'occupant de boissons alcooliques à payer une licence annuelle variant selon la province et selon qu'ils se bornent à prendre des ordres sur échantillons ou qu'ils sont munis d'un stock de marchandises. Le montant de ces licences annuelles et personnelles varie, suivant les provinces et selon les cas, de 200 à 250 dollars. Quiconque, agissant comme commis-voyageur, n'est pas porteur de la dite licence est passible d'une amende d'un prix très élevé.

Danemark.

Sont assujettis à une patente de 160 krönen (224 francs) qui s'accroît d'un droit additionnel de 80 krönen (112 francs) pour chaque maison représentée en plus. Cette patente est délivrée sur le vu d'un certificat d'identité, mais doit être prise au bureau de douane de la première ville visitée; il est de toute nécessité de l'avoir

avant de traiter aucune affaire. Elle doit être présentée au chef de la Police de chaque localité visitée, qui y appose son visa, sans quoi elle est considérée comme nulle. Sa durée est d'un an du jour de la délivrance. Défense est faite de vendre ailleurs qu'à Copenhague et dans les villes de commerce.

Espagne.

Carte de légitimation ou pièce officielle délivrée soit par une chambre de commerce, soit par une municipalité. Les voyageurs d'un pays auquel est accordé le traitement de la nation la plus favorisée, peuvent avec cette carte voyager librement.

Etats-Unis.

Opérations absolument libres. Toutefois, ils doivent se munir d'un document établissant qu'ils sont voyageurs et non courtiers, ces derniers ayant à acquitter une taxe de vingt dollars.

Grande-Bretagne.

Nulle réglementation ni aucun droit. Toutefois, les voyageurs en spiritueux, vins, bières, tabacs, spécialités pharmaceutiques ou orfèvrerie ne peuvent recueillir des ordres que si leur firme ou eux-mêmes sont munis d'une patente qui varie selon les articles.

Italie.

Sont soumis au droit commun, et complètement assimilés à leurs confrères italiens, moyennant la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités du pays d'origine. Elle est cependant très rarement réclamée.

Luxembourg.

Même régime qu'en Allemagne, le Luxembourg faisant partie des Etats du Zollverein.

Il est défendu, dans le Grand-Duché, sous peine des rigueurs édictées par la loi (amende de 100 à 600 francs), à tous les marchands et à leurs voyageurs, sans aucune exception, de solliciter des commandes, même en gros, de personnes qui ne font pas le commerce des marchandises qu'ils offrent en vente ou qui n'emploient pas ces marchandises dans l'exercice de leur métier.

Mexique.

Un décret du 23 mai 1896 stipule que les Etats ne pourront plus frapper de droits les marchandises en transit sur leur territoire. Quant aux voyageurs de commerce et marchands ambulants, ils sont soumis, dans certains Etats, à une taxe mensuelle qui varie entre 5 et 200 piastres. De l'avis de certains voyageurs, on pourrait visiter tout le Mexique en n'acquittant comme droits de patente que 100 à 200 piastres au total (mais en évitant les Etats de Sonora et de Simaloa, où la loi est appliquée rigoureusement).

Norvège.

Sont tenus à leur arrivée en Norvège, dans la première ville visitée et avant d'avoir traité aucune affaire, de se faire délivrer par la police, une licence de commerce. Sa durée est d'un mois et son prix de cent couronnes. Elle peut être délivrée, en une seule fois, pour plusieurs mois, mais toujours par mois complet. Elle doit être présentée au chef de police de chaque localité visitée qui appose son visa, faute de quoi elle est considérée comme nulle.

Pays-Bas.

Les voyageurs étrangers sont soumis à un impôt de quinze florins (31 fr. 50) par année fiscale (qui commence le 1^{er} mai). Cet impôt leur assure la délivrance gratuite d'un certificat par le receveur des Contributions directes ou par l'Administration communale de la localité où ils se trouvent en premier lieu, lequel est valable pour le reste du voyage.

République Argentine.

Sont soumis dans les différentes provinces au paiement d'une taxe dont la quotité, fixée par la loi de finances de chacune d'elles, peut être modifiée d'une année à l'autre. Ces licences sont délivrées dans la capitale de chaque province pour une période d'un an finissant le 31 décembre ; toutefois ce délai peut être facilement prorogé. Elles doivent être sollicitées personnellement par le voyageur auprès de l'autorité locale, sous peine d'amende fixée à 50 % en plus du droit primitif. Les voyageurs doivent se munir d'une pièce d'identité.

Roumanie.

Doivent être munis d'un passeport revêtu du visa d'un Consulat roumain et porteurs d'une carte de légitimation industrielle. Les voyageurs ne peuvent prendre de commandes que des commerçants, des industriels ou encore des agriculteurs (mais seulement pour des machines agricoles) et ne paient aucune patente commerciale. Les voyageurs prenant dans des chambres d'hôtel des commandes des particuliers qui viennent les y trouver, sont traités comme commerçants à demeure et soumis aux mêmes obligations que ces derniers. La recherche des commandes

à domicile chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie est interdite.

Suède.

Doivent payer par avance un droit de patente mensuelle de 100 couronnes (138 fr. 90) et être porteurs d'une carte de légitimation et d'un certificat d'origine pour les échantillons. La durée de la patente est de 30 jours à partir du jour où elle a été prise, et si l'activité du voyageur se poursuit pendant plus de 30 jours sans interruption, la taxe est de 50 couronnes (69 fr. 95) pour une durée de 15 jours s'ajoutant immédiatement à la première période. Le visa doit être demandé : dans les villes, au bourgmestre, à l'Officier municipal, au commissaire de police ou au bureau de police ; à la campagne, soit au bailli, soit au commissaire de police ou bien au Président du Conseil communal de chaque localité visitée.

Russie.

Les voyageurs doivent être porteurs d'une carte de légitimation délivrée par la Chambre de commerce de leur circonscription, ou par la municipalité du lieu de leur résidence et d'un passeport dûment visé par le Consul de Russie. A la frontière, ou dans la première ville qu'ils se proposent de visiter, les voyageurs sont tenus de prendre, au nom des négociants, fabricants ou autres industriels qu'ils représentent, une patente particulière dont la taxe spéciale, perçue au profit de l'Etat, ne dépassera pas 150 roubles (399 francs) pour toute l'année (style russe) et 75 roubles pour la seconde moitié de l'année et, en leur nom propre, une patente personnelle qui ne dépasse pas 50 roubles pour toute l'année et 25 roubles pour la seconde moitié de l'année, mais ils n'y sont pas astreints,

s'ils voyagent pour leur propre compte. La patente se délivre dans les bureaux de douane, les Trésoreries et les bureaux des administrations urbaines. La patente spéciale n'est pas exigée des maisons qui possèdent un établissement en Russie. Les patentes sont l'objet dans chaque ville de droits additionnels ; pour Saint-Petersbourg, 16 r. 10 kopeks ; pour Moscou, 60 roubles ; pour Varsovie, 72 r. 50 kopeks ; exceptionnellement les patentes prises à Saint-Petersbourg et à Moscou donnent le droit de visiter toute la Russie sans avoir à acquitter les surtaxes précitées.

Serbie.

Doivent être porteurs d'un passeport et d'une carte de légitimation de la maison qu'ils représentent, si possible légalisée par une chambre de commerce, pour prouver qu'ils sont, en effet, des commis-voyageurs. Ils ne sont soumis à aucun droit ou impôt si leur séjour ne dépasse pas trois mois. Ils peuvent porter des échantillons mais non des marchandises.

Suisse.

Doivent être munis d'une carte de légitimation provenant de leur résidence. Une autre carte leur est délivrée par l'Administration suisse dans le canton visité en premier lieu. Pour cette dernière carte, valable pour une année, ou une demi-année civile, il existe deux modèles ; le premier, destiné aux voyageurs qui prennent des commandes exclusivement auprès des maisons opérant la revente des articles ou en faisant usage pour leurs besoins professionnels, n'entraîne pas à une patente ; le second, au contraire, destiné aux voyageurs qui s'adressent à la clientèle faisant usage de ces articles pour ses besoins

personnels, entraîne à une patente de 150 francs pour l'année ou de 100 francs pour le semestre.

Ainsi la plupart des nations prélèvent sur nos voyageurs et représentants de commerce des taxes plus ou moins importantes et se défendent ainsi contre leur concurrence éventuelle. N'est-il pas logique que nous usions du même procédé et ne devons-nous pas chercher sur le terrain économique à lutter à armes égales?

L'amendement de M. Denais arrive donc à son heure. Il est devenu l'article 5 de la loi de finances du 31 juillet 1913 (1).

Nous espérons que cette fois le nouveau texte sera rigoureusement appliqué, que les taxes légales ayant fait l'objet de conventions diplomatiques, et homologuées par les lois de douanes du 11 janvier 1892 et du 29 mars 1910, seront par réciprocité exigées des voyageurs étrangers travaillant en France.

Puissé cet amendement ne pas devenir lettre morte comme l'article 24 de la loi sur les patentes ; puisse l'État en poursuivre sévèrement l'observation ! C'est le seul moyen de placer enfin nos nationaux sur le pied d'égalité avec l'étranger.

Les chefs d'entreprises. — Les patrons.

Cette concurrence faite chez nous à nos produits n'est

(1) A dater du 1^{er} juillet 1913, les voyageurs et représentants de commerce étrangers, venant exercer ou exerçant habituellement leur profession sur le territoire français, seront soumis aux mêmes règlements et taxes auxquels sont assujettis au dehors nos voyageurs de commerce, selon les principes de la réciprocité et dans les termes prévus par les lois douanières du 11 janvier 1892 et du 20 mars 1910.

pas seulement pour notre commerce une menace redoutable; elle se manifeste chez nous-mêmes, jusque dans nos établissements qui sembleraient devoir être le plus jalousement réservés à nos nationaux. Dans la plupart des grandes entreprises, nous trouvons des directeurs, des chefs d'atelier étrangers; dans nos sociétés par actions, trop souvent ce n'est pas l'élément français qui domine. Nos capitaux sont ainsi drainés lentement, mais sûrement.

Parfois même dans des industries intéressant la défense nationale, on est surpris de voir des ennemis éventuels admis à soumissionner pour des fournitures de l'État. Rien ne peut excuser cette imprudence. Qu'il s'agisse de travaux publics, de guerre ou de marine, il est dangereux de leur accorder la possibilité d'enlever à l'industrie française des commandes d'une importance exceptionnelle. Il s'agit là, en général, de fournitures précises qui ne peuvent être livrées qu'à un seul client, l'État, et qui nécessitent la plupart du temps un outillage spécial. Si les industriels français sont évincés de ces adjudications, ils se désintéresseront de ces fournitures. Ils n'auront donc plus aucune raison de conserver des outillages inutiles et une heure peut venir où, pour de multiples raisons, les industriels étrangers n'exécutant plus leurs livraisons, l'État ne trouverait plus en France les fournitures dont il a besoin. Il importe de la manière la plus absolue que tout ce qui touche à la défense nationale ou à l'intérêt général du pays soit fourni par le pays lui-même.

Que ce soit l'acide nitrique pour la poudre B ou les déchets de coton pour la même poudre (1), les huiles

(1) Budget des poudres à la Chambre des députés (1909-1910, 1911 et 1912).

pour la marine, ou les locomotives pour l'Etat et les Compagnies de chemins de fer, l'acier pour les canons ou le charbon pour les ports, les appareils électriques ou les moteurs de sous-marins, les toiles pour ballons, nos cartes routières ou nos farines (1), tout cela doit être français, fabriqué en France avec des matières premières françaises dont l'approvisionnement soit suffisant pour parer à toute éventualité.

En résumé, les protestations répétées de nos compatriotes contre l'invasion des produits étrangers ne visent nullement à boycotter l'industrie ou le commerce de telle ou telle nation, mais à jeter à notre commerce et à notre industrie un cri d'alarme et à donner à l'État français un avertissement salutaire.

En Allemagne, le Gouvernement ne se contente pas de conserver pour ses seuls nationaux, tout ce qui touche à la défense nationale; il favorise encore d'une façon « colossale » si nous osons dire, le développement économique du pays (2).

D'énormes avantages sont octroyés aux industriels, pour les encourager à monter des entreprises qui occupent abondamment la main d'œuvre.

A Baumhold, tout dernièrement, on a donné à un carrier

(1) Voir discussion du Conseil municipal sur l'approvisionnement de Paris en cas de mobilisation (janvier 1914).

(2) A ne considérer que les dernières années, les importations d'Allemagne en France (commerce spécial) de produits chimiques proprement dits, passent de 623.372 quintaux métriques en 1902 (valeur : 21.549.000 francs), à 824.863 quintaux métriques en 1904 (valeur : 23.979.000 francs), 1.469.179 quintaux métriques en 1909 (valeur : 40.212.000 francs) ; 1.766.462 quintaux métriques en 1910 (valeur : 48.031.000 francs) et 2.147.540 quintaux métriques en 1911 (valeur : 56 591.000 francs).

pour l'encourager à fonder une usine qui autrement n'aurait pu s'installer, à cause de l'éloignement du chemin de fer, les avantages suivants :

- 1° Deux hectares de terrain gratuit pour construire ;
- 2° Exemption de tous impôts pendant cinq ans ;
- 3° Raccordement de 8 à 10 kilomètres au chemin de fer, aux frais de l'administration.

Et le fait n'est pas isolé.

L'industriel se sent soutenu. De plus la main d'œuvre est moins chère qu'en France et les tarifs douaniers assurent aux nationaux par leur protectionnisme d'incontestables avantages.

Voilà ce qu'il faut faire chez nous : aussi le Français sent-il le besoin de réagir vigoureusement s'il en est temps encore.

Non seulement nous manquons tous les jours de nombreux marchés, mais nous perdons complètement des industries où le *goût parisien* pouvait se manifester sous toutes ses formes (les jouets, la maroquinerie, l'article de Paris). Il nous reste encore les industries de luxe proprement dites. Mais avec la crise de l'apprentissage (4), nous risquons de perdre nos bons ouvriers dont l'habileté nous assure dans cette spécialité la première place dans le monde.

Les Chambres de commerce, les Syndicats, les Commissions, s'occupent bien de cette grave question, mais elle s'éternise et il est grand temps d'apporter un remède vraiment efficace.

Il faudrait également que le commerçant français prenne un peu des qualités de ténacité, et de souplesse, de ses

(4) Voir discussion sur la crise de l'apprentissage au Conseil municipal (Rapport Pierre Morel, décembre 1913 et janvier 1914).

concurrents étrangers, comme le démontrait si heureusement (1) M. Pierre Clerget, tout dernièrement, dans la *Revue des Français*.

(1) Mon expérience, m'a appris que l'intérêt seul guide les acheteurs. Et voilà là une ligne de conduite toute tracée pour nos industriels. Il s'agit simplement de vouloir, de faire acte de bonne volonté, de se plier, enfin, aux besoins du consommateur. Aide-toi, l'État t'aidera ! Ici, l'État a commencé le premier avec son tarif douanier, dont la seule justification logique est d'égaliser les conditions de lutte, de corriger les inégalités physiques et sociales, de niveler les différences de milieu. A l'industriel de faire sa part, d'apporter sa contribution pour vaincre la concurrence étrangère. Les grands succès du commerce allemand n'ont pas d'autre cause que sa plasticité, sa facilité d'adaptation aux goûts et aux besoins : comme l'a écrit M. Henry Vouters et comme l'a admirablement montré M. Georges Blondel, les Allemands ont introduit dans la façon de vendre l'idée de relativité : pas de principes rigides, pas de lois absolues, sauf celle-ci : savoir changer, savoir modifier, savoir s'adapter.

A l'industriel français qui répond au commerçant : « Je ne fais pas cet article », il faut opposer le fabricant allemand qui ajoute immédiatement : « Je le ferai », et qui se contentera pour commencer d'une commande peu importante. Les cas de ce genre sont très nombreux et nous pourrions citer, pour notre part plusieurs exemples personnels dans des industries très différentes. Les progrès scientifiques exigent un renouvellement incessant de l'outillage. Le Président de l'American Diamond Match Co, expliquant à ses actionnaires la cause du succès de l'industrie américaine disait : « Je ne crois pas qu'il y ait eu une année où notre Société n'ait pas dépensé au moins 50.000 dollars en expériences pour améliorer son outillage. Nous avons un nombre important d'individus qui travaillent constamment dans ce but. Nous avons aussi des représentants qui voyagent dans les différentes parties du monde en vue d'acquérir toute invention nouvelle susceptible d'être utilisée par nous. Nous avons consacré l'année dernière 250 000 dollars à l'achat de patentes, et dans les dernières années 1 million. » La transformation de l'outillage dans certaines fabriques américaines de bouillons de nacre a été si rapide qu'elles ont changé jusqu'à trois fois leurs machines en trois ans, chaque fois se rééquipant entièrement.

Actuellement nous en sommes réduits à devoir nous défendre jusque chez nous, au cœur même de notre patrie.

Nos grands Boulevards sont envahis par les maisons

Production est synonyme d'adaptation. Et la véritable « loi des débouchés » consiste bien moins dans le truisme de J.-B. Say que dans la formule suivante : l'adaptation de la marchandise aux conditions géographiques, économiques et sociales du pays importateur.

Les conditions géographiques ne sont pas les moins impérieuses. Elles agissent non seulement sur le produit lui-même, qui doit être conforme aux exigences du sol et du climat, mais encore sur sa fabrication, sur son transport. L'importation des chaussures françaises en Egypte est en baisse marquée parce que nous n'avons pas su créer le type adopté dans ce pays chaud, où il pleut rarement, où l'on ne circule guère en dehors des villes : chaussure légère, à semelles minces, de cuir très souple. Entre deux pays, les transactions seront d'autant plus faciles et plus suivies que les ressources naturelles et les aptitudes de races des deux pays en relations seront plus différentes et que la production de l'un sera complètementaire de la production de l'autre.

Les conditions économiques et sociales sont aussi rigoureuses. Il faut que le commerçant et l'industriel tiennent compte des moyens de transport, des procédés de règlement, de la tarification douanière, qu'ils adaptent leur production aux mœurs et aux coutumes, aux institutions sociales et religieuses, au mode d'alimentation, aux occupations professionnelles et au pouvoir d'achat des habitants. L'adaptation doit être d'autant plus rigoureuse qu'il s'agit de peuples primitifs, plus enchaînés à une longue tradition, et de produits bon marché, tandis que l'objet de luxe doit, au contraire, porter la marque, le cachet artistique du fabricant exportateur.

Dans son ouvrage célèbre, *Made in Germany*, Williams rapporte que l'Angleterre exportait en Russie des mouchoirs rouges, de forme oblongue, employés comme coiffure pour les femmes du pays. Celles-ci les auraient voulu carrés, mais les fabricants du Lancashire ne daignèrent pas approuver ce changement de forme qui impliquait un changement d'outillage. Les plaintes des jeunes filles russes furent recueillies par un voyageur allemand, dont la fabrique se hâta de confectionner des mouchoirs carrés, qui ont pris aussitôt la place des produits anglais.

En étudiant ce qui manque au commerce belge d'exportation, M. G.

etrangeres, beaucoup de grands hôtels appartiennent à des sociétés exotiques, il n'est jusqu'aux petites baraques du Jour de l'An qui ne relèvent indirectement d'un étranger.

de Leener c'est l'exemple d'une maison d'exportation de Hambourg, qui possède des correspondants dans toutes les grandes villes de l'Amérique du sud. Elle les charge de la tenir au courant des moindres événements politiques ou mondains et d'en recueillir aussitôt des photographies qu'elle reproduira, par exemple, sur des sujets en faïence. Au Siam, c'est l'observation des croyances religieuses qui est mise à profit. Les voyageurs allemands se sont renseignés sur la valeur respective, aux yeux des indigènes, des diverses positions dans lesquelles le Bouddha est représenté, et leurs fabricants se sont attachés à reproduire en quantité, à la grosse, en matériaux grossiers, et sans aucun soin dans l'exécution des détails, mais avec une exactitude de proportions et d'attitudes quasi rituelles, les modèles qui leur avaient été envoyés. Les voyageurs parcourent aujourd'hui le Siam portant dans une valise cinq ou six types de statuettes qui trouvent partout le plus grand succès.

Dans les pays musulmans, c'est l'indienne sur tissu léger, à fond blanc, qui tient la plus large place. Les dessins, en dépit de leur variété, excluent rigoureusement toutes les formes naturelles: les trois regnes sont écartés du programme pour respecter la loi de Mahomet, qui défend de représenter artificiellement la nature. Les dessins sont presque tous de forme géométrique.

La facilité d'achat des populations est un point important à considérer. L'article bon marché est de consommation universelle, et c'est grâce à lui que le commerce extérieur de l'Angleterre, des Etats-Unis et de l'Allemagne dépasse notablement les chiffres du nôtre. Dans un mémoire adressé au Comité de l'Afrique française, M. Charles-René Lacroix signalait naguère, qu'au Maroc comme ailleurs, l'Allemand cherche et réussit à donner aux classes pauvres l'illusion d'un certain bien-être en leur procurant, à bas prix, des articles identiques à ceux dont on se sert dans les milieux bourgeois, identiques sinon par la qualité et par la durée, du moins par l'aspect et le brillant. Tout en conservant précieusement notre production de luxe, faite « d'art, de goût, d'adresse, d'intelligence », nous pourrions, nous aussi, il me semble, réussir dans l'article bon marché, réclamer par nos populations coloniales. Nous n'avons qu'un préjugé de bias à vaincre, comme en témoigne dans notre région lyonnaise, « l'article de Thizy », concurrent redoutable de « l'article de Man-

Les *Halles Centrales* de Paris sont l'objet du même envahissement.

Il y a quelques années, la France recevait déjà aux Halles et chez les commissionnaires voisins (le total, France et étranger, des affaires de gros traitées dans le périmètre atteint 800 millions de francs) des marchandises de l'étranger.

Mais cette exploitation a pris d'année en année une importance plus grande : certains exportateurs étrangers ont décidé de faire surveiller leurs intérêts par des représentants qu'ils ont envoyés aux Halles (œufs russes expédiés par des firmes allemandes).

D'autres, traitant des affaires moins considérables, ont pris l'habitude de venir vendre eux-mêmes leurs denrées saisonnières, encouragés par la facilité avec laquelle ils peuvent s'installer sur le marché (Espagnols, pour les pommes de terre, citrons et oranges; Italiens, pour les marrons).

La consommation augmentant et la production ne pouvant suivre, les apports étrangers deviennent indispensables; c'est ainsi que 33 % des œufs vendus à Paris proviennent de l'étranger.

Pour les œufs, les firmes allemandes sont représentées non par des voyageurs, mais par des délégués qui, sous couleur de surveiller la vente et les intérêts, sont en réalité de véritables vendeurs.

On connaît le procédé employé. Une maison étrangère expédie des wagons d'œufs qui ne peuvent être retirés en

chester », et qui dispose déjà d'un large marché dans nos possessions de l'Afrique du Nord. Il ne nous manque encore une fois qu'un peu de la plasticité allemande et de l'heureuse faculté d'adaptation de nos voisins d'outre Rhin.

gare de Paris que par le possesseur du récépissé d'expédition. Ce récépissé est adressé à une banque qui ne le remettra que contre une avance de 4.000 à 5.000 francs qui atteint généralement la valeur du wagon.

Le représentant cherche un vendeur qui consentira à faire cette avance. Il n'est ni voyageur, ni propriétaire en titre. Il envoie le vendeur examiner la marchandise à la gare, il lui indique la banque et, en réalité, il traite presque l'affaire.

La concurrence entre mandataires officiels et commissionnaires libres détermine ces différents marchands à des avances quelquefois supérieures au prix qu'ils tirent de la marchandise *vendue à la commission*, quelquefois sans espoir de réclamer le supplément à une maison qui éviterait dans l'avenir de traiter avec eux, et les priverait de la marchandise nécessaire à leur commerce, en une saison où la production française est tout à fait insuffisante pour la consommation.

Quant aux Espagnols, voyant qu'il suffisait de venir avec de la marchandise aux Halles pour s'installer sur le carreau libre, ils ont cessé petit à petit d'y adresser leurs envois et, réunissant la récolte de plusieurs producteurs, ils sont venus la vendre eux-mêmes.

Il y a cinq ou six ans, en vertu de l'article 17 de la loi sur les patentes, la Préfecture exigea de tous les marchands la production des patentes avant placement. Pour éviter jusqu'à ces frais peu élevés, les Espagnols s'entendirent avec des marchands payant patente pour l'année et ne recevant rien d'Espagne pendant la saison. Ceux-ci, plus soucieux de leurs intérêts particuliers que de l'intérêt général, prirent ces Espagnols comme employés, les lais-

sant en réalité agir à leur guise et se bornant à prêter leurs noms moyennant légère commission.

Aujourd'hui, pendant quatre mois, le marché est envahi par ces étrangers vendant eux-mêmes, échappant à toute taxe, puisque employés, et tout le profit de ce trafic a échappé au commerce français sans que les consommateurs y trouvent plus d'avantage.

Les commissionnaires libres voulant occuper leurs boutiques en hiver ont, du reste, à leur tour, abrité nombre d'Espagnols chez eux.

Les Italiens, moins nombreux, ont généralement des boutiques louées à leur nom et paient patente.

Le remède à cette situation n'est pas dans une loi protectionniste qui léserait le consommateur. Mais, sans frapper le produit, il serait possible de réserver le bénéfice de ce négoce en France aux Français par une loi réglementant l'intervention sur place des représentants et producteurs étrangers. La loi de finances de 1912 qui a cherché à atteindre les voyageurs étrangers n'a pas touché à ces deux catégories.

Ce que nous disons des Halles est vrai de beaucoup d'autres industries. Bien heureux encore quand les produits que nous recevons ne sont pas falsifiés ou faussement dénommés (1).

A l'heure actuelle, dans la plupart des Etats étrangers, comme dans le nôtre, le contrôle des marchandises présentées à l'importation, a pour seule sanction à l'égard des produits falsifiés ou faussement dénommés : le refoulement de ces produits.

En France, l'Administration des Douanes, après analyse

(1) Nous rappelons pour mémoire la campagne anglaise sur les produits d'origine « Made in Germany ».

effectuée par le laboratoire du Ministère des Finances, retient, il est vrai, à la disposition du Parquet, les marchandises dont la détention en vue de la vente est considérée comme délictueuse (exception faite pour les beurres, en raison de leur caractère rapidement altérable.)

Mais nous savons que cette retenue des marchandises n'aboutit que rarement à autre chose qu'à la réexportation du produit; nos tribunaux, en effet, en face d'un importateur de bonne foi, et de fraudes commises en territoire étranger, c'est-à-dire échappant à la juridiction française, ne trouvent personne à condamner et ne croient pas pouvoir, dans ces conditions, prononcer la confiscation du produit, à moins que ce dernier (ce qui est assurément le cas le moins fréquent) ne fasse courir des dangers à la santé publique.

Donc, au bout d'un temps plus ou moins long, le Parquet donne main-levée pour la réexportation des marchandises falsifiées arrêtées par la douane et le fraudeur, si fraudeur il y a, s'en va chercher fortune ailleurs.

Une telle situation est évidemment trop favorable aux aventuriers de tous pays et l'on comprend que, tantôt sur un point de la frontière, tantôt sur un autre, une véritable invasion de marchandises falsifiées puisse se produire; ceux qui la dirigent courent vraiment trop peu de périls.

A cette situation qui émeut à juste titre de nombreux esprits, deux catégories de solutions peuvent être apportées :

1° La première consisterait à mettre en jeu la responsabilité des personnes, à stipuler que, même en cas de bonne foi, l'importateur de produits falsifiés sera punissable; mais pour ne pas révolter la conscience publique, les pénalités, dans ces conditions, devront être faibles, et,

par suite, elles ne constitueront pas à elles seules du moins, la barrière qu'on veut établir ;

2° La seconde serait de s'en prendre à la marchandise elle-même, en laissant aux intéressés le soin de recourir au civil les uns contre les autres.

Cette seconde méthode, qui d'ailleurs peut compléter la précédente, nous paraît de beaucoup la plus efficace.

Elle est du reste tout indiquée en ce qui regarde les produits revêtus de fausses dénominations d'origine, par suite de l'arrangement international de Madrid du 14 avril 1891.

Mais en cette matière la plus grande prudence doit présider aux réformes.

Ce qu'il faut, c'est décourager les importateurs malhonnêtes, sans cependant apporter au commerce international des entraves trop rigoureuses, sans risquer d'éveiller les susceptibilités diplomatiques : c'est surtout créer une situation nette, de telle sorte que les marchandises suspectes ou bien soient refoulées de suite, ou, si elles sont retenues par la douane, puissent toujours être confisquées, car il serait fâcheux de retenir à la frontière des marchandises pendant de longs mois, sans être certains du régime qui devra leur être appliqué.

Il faudrait également que la loi française qui exige que les produits d'importation portent leur marque d'origine, ne soit pas l'objet de subterfuges équivoques. Il ne faudrait pas voir se reproduire le fait qui s'est passé tout dernièrement à Nancy : la constitution d'une *société française* avec un capital de 500.000 francs dont 12.000 francs d'argent liquide et administrée entièrement par les chefs de la société allemande dont l'établissement français n'est que le paravent.

La législation de 1867 est formelle à cet égard. Elle permet la constitution de telles sociétés. Pour en supprimer les effets il faudrait une loi nouvelle : ce doit être là l'œuvre parlementaire.

Un comité de défense des articles et produits français s'est fondé à l'Hôtel de Ville de Paris, on y a examiné la question d'un label français pour indiquer à nos nationaux la fabrication vraiment française.

Cette œuvre est très patriotique, mais ce n'est qu'un palliatif, qui ne remédie qu'à une partie de la question. Indépendamment de l'importation prodigieuse des produits étrangers, et des conditions d'infériorité dans lesquelles nos industriels et commerçants se débattent contre cette concurrence nous ne devons pas perdre de vue que beaucoup de nos carrières libérales sont également envahies par les étrangers. A Paris, par exemple, nous comptons ces temps derniers 354 médecins et plus de 80 dentistes étrangers.

Tout notre domaine économique est intéressé à cette grave question. Il importe donc d'y attacher la plus grande importance et tout comme dans le domaine politique d'apporter une digue au flot toujours montant des étrangers dans notre Patrie : défendons-nous ; il est temps !

CHAPITRE III

INSUFFISANCE DU SYSTÈME ACTUEL AU POINT DE VUE SOCIAL ET FINANCIER

Au point de vue social, l'indésirable que nous recevons si facilement en France est un danger : tantôt par son mépris des règles de l'hygiène la plus élémentaire ; tantôt par son manque de moralité. Dans un cas comme dans l'autre, il est une cause de dépenses, soit qu'il faille prendre des mesures pour enrayer les épidémies qui trop souvent, coïncident avec son apparition ; soit qu'il s'agisse de frais judiciaires ou pénitentiaires occasionnés par la répression des crimes ou des délits dont il se rend coupable. Mais son indigence habituelle constitue surtout une très lourde charge pour l'Assistance et contribue notablement à aggraver le paupérisme dans le pays.

§ 1^{er} — HYGIÈNE

Lors des dernières apparitions du choléra en Europe, les pouvoirs publics français, justement émus, prescrivirent une enquête qu'ils confièrent à la Commission d'hygiène publique dans le but d'examiner les mesures de défense prises par les villes et l'État contre les épidémies. Le Dr Lachaud, président de la Commission, et le Dr Pujade,

vice-président, déposèrent successivement sur le bureau de la Chambre des députés en 1911, un rapport et un projet de loi concernant les mesures à prendre pour éviter les épidémies, et les modifications à apporter aux lois applicables aux émigrants étrangers transitant en France.

Nos frontières.

Il ressort de leur étude que par la voie de mer, la France se trouve suffisamment protégée. Nos grands ports, (Le Havre par exemple), ont entrepris d'énormes travaux dans cette intention : c'est un hôpital admirable, construit par la municipalité au milieu d'un parc, isolé de la ville, et dominant l'estuaire de la Seine ; c'est un hôtel pour émigrants très judicieusement aménagé, édifié par les soins de la Compagnie transatlantique ; c'est enfin un service sanitaire parfaitement organisé. Evidemment certaines villes étrangères font mieux encore. L'hôtel des émigrants de Hambourg, construit par la « Hamburg América Line » est beaucoup plus vaste, mais il faut dire que l'État allemand a pris à sa charge la construction d'une usine à désinfection dans laquelle viennent se déverser toutes les eaux d'égout, toutes les eaux usées de cette population étrangère, sans cesse renouvelée ; à ses frais, et exclusivement à ses frais, il recueille tous ces produits, pour le moins suspects, dans d'immenses cuves où ils sont brassés mécaniquement et désinfectés méthodiquement par l'adjonction constante de chlorure de chaux jusqu'à ce que le chimiste officiel donne l'autorisation de les déverser dans les eaux profondes de l'Elbe (1).

Marseille, dont le vieux port et les quartiers primitifs

(1) Rapport Pujade.

laissent tant à désirer au point de vue hygiénique, a la bonne fortune de posséder le rocher du Frioul, en pleine rade de Marseille, à quelques encâblures de la ville avec un port intérieur pouvant abriter des navires de fort tonnage. Là, une direction intelligente a su installer des locaux affectés au service médical à quelques mètres du quai de débarquement, un hôtel contenant des chambres d'isolement pour cinq passagers suspects, plus loin de vastes constructions pour émigrants avec service de douches et étuves de désinfection et enfin, à 1.800 mètres du quai de débarquement, s'élève l'hôpital d'isolement en cas d'épidémies possibles.

Bordeaux, Toulon ont fait des efforts analogues.

Enfin tous les navires provenant des régions contaminées ou réputées telles, peuvent être mis en quarantaine dans les lieux d'isolement et sont, à leur arrivée dans nos ports, soigneusement dératisés.

Protégée et garantie du côté de la mer, la France l'est-elle du côté de la terre ?

Elle est mal protégée et mal garantie et l'on peut dire que des cas de maladies épidémiques et contagieuses ne « sont pas évitables ». Il est donc indispensable de prendre le maximum de précautions, d'autant plus qu'hier encore le choléra était à nos portes ! Il suffit de lire le rapport du Docteur Chantemesse à l'Académie de Médecine pour suivre la marche de ce fléau et se convaincre que le danger nous menace toujours !

Au plus fort de l'épidémie, vers 1911-1912, des mesures très sérieuses furent prises tant à l'extérieur, grâce à nos conventions internationales, qu'à l'intérieur, en vertu des prescriptions ministérielles : arrêtés concernant la surveillance des émigrants, la visite aux frontières, la surveil-

lance incessante des voyageurs la désinfection des trains, des tinettes mobiles, la protection des quais contre les souillures des émigrants, etc., etc...

Mais ce sont là des mesures provisoires. Il convient de donner à notre pays, selon l'avis du D^r Pujade, une organisation permanente de la défense qui existe déjà chez les nations voisines. L'Espagne elle-même a élevé un important lazaret à sa gare frontière de Port-Bou; en France, on discute encore où et comment, à côté de Port-Bou, à la gare internationale de Cerbère, on élèverait des baraquements provisoires en cas d'épidémie chez nos voisins d'au delà des Pyrénées; à Vintimille, à Modane ou à Delle, il n'y a pas même trace d'organisation.

Voilà ce qu'il convient de faire pour les voyageurs originaires. Reste la question des émigrants.

Alors que toutes les grandes puissances prenaient des mesures de protection à l'égard des étrangers émigrants, la France, pour l'émigration proprement dite, en est restée aux textes du 30 juin et 18 juillet 1860, complétés par les décrets du 9 et du 15 mars 1861, par les arrêtés du 20 mars 1861, 15 janvier 1868 et du 14 mars 1874.

Ces textes se résument ainsi dans leurs grandes lignes :

1° Nécessité d'une autorisation ministérielle pour engager et transporter les émigrants ;

2° Surveillance des aménagements et des approvisionnements des navires qui doivent transporter des émigrants ;

3° Visite médicale des émigrants avant leur départ et interdiction d'embarquer ceux d'entre eux qui seraient atteints d'affection contagieuse.

4° Départ des navires à la date fixée ; obligation de conduire les émigrants jusqu'au lieu de destination.

5° Présence à bord d'un médecin de marine chaque fois que le nombre des émigrants dépasse la centaine.

6° L'émigrant entrant en France par voie de terre doit posséder 200 francs (80 francs pour 3 enfants de 6 à 15 ans) ou 150 francs (pour 5 enfants 60 francs) s'il arrive par voie de mer ; la possession d'un contrat assurant le transfert à travers la France peut tenir lieu de l'obligation précédente.

Or, depuis 1861, les conditions de l'émigration ont varié du tout au tout. A cette époque les États-Unis recevaient 125.000 émigrants alors qu'en 1910 le chiffre a dépassé le million. Les ports français de Marseille, du Havre, de Cherbourg, ont reçu un large contingent de ces individus.

Les émigrants provenant de l'Ouest et du Centre de l'Europe, ont fait place aux Hongrois, Grecs, Russes, Turcs, Syriens et Arméniens.

Si donc, dès 1861, on avait senti la nécessité de réglementer une émigration alors restreinte, combien cette préoccupation doit-elle avoir grandi depuis que le mouvement a décuplé et depuis que les éléments sont recrutés dans les régions où les affections contagieuses sont les plus fréquentes ?

Nulle trace de ce souci n'apparaît cependant puisque notre législation de 1861 s'est maintenue immuable, sans tenir compte des modifications subies par le mouvement migratoire qu'elle a pour mission de réglementer.

Il faut cependant reconnaître que si la législation de 1861 — promulguée pour la seule émigration — ne s'est pas modifiée, elle est complétée indirectement par d'autres réglementations s'appliquant aux transports par mer, c'est-à-dire à tous les passagers en général : entre autres, le règlement de police sanitaire du 4 janvier 1896 (patente

et santé pour les navires, division du littoral en circonscriptions à la tête de chacune desquelles se trouve un médecin nommé par le Ministre de l'Intérieur) ; la loi du 17 avril 1907 (hygiène, cubage d'air), etc.

Enfin, la grande loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique, peut dans une certaine mesure s'appliquer aux immigrants, mais lorsque l'incendie sera allumé — lorsqu'il y aura épidémie. Avant, rien. Nous n'avons pas imité les autres nations, nous en sommes restés aux lois caduques de 1861.

Et encore, elles ne sont pas applicables à tous les émigrants, car beaucoup ne sont pas munis d'un contrat définitif de transport jusqu'à leur lieu de destination dernière, beaucoup ne possèdent qu'un contrat provisoire et sont considérés comme des voyageurs ordinaires.

Jusqu'à ces derniers temps, les pays qui acceptaient les émigrants ne se montraient pas trop difficiles dans leur choix, parce qu'ils avaient besoin de main d'œuvre : nous avons eu le tort de nous montrer aussi larges pour le transport des masses qui transitaient en France. Mais aujourd'hui que les Amériques et particulièrement le Canada et les Etats-Unis, usent d'un rigorisme excessif à l'égard de ceux qui aspirent à devenir citoyens américains, il importe qu'à notre tour nous employions vis-à-vis des compagnies d'émigrations les mêmes rigueurs, que particulièrement nous exigeons que tous leurs contractants se soient mis, avant d'entrer en France, complètement en règle pour éviter d'être refusés à la visite sanitaire passée au port de débarquement et de devenir par suite pour nous de véritables laissés pour compte.

A l'heure actuelle, aucune règle ne préside à l'admission de tous ces voyageurs qui affluent des quatre coins de la

Méditerranée ou qui par la voie de terre, pénètrent surtout par Belfort, Delle, Modane.

Cependant comme les visites sanitaires exigées par les Etats-Unis ne sont définitives que lorsque le service américain de la santé a opéré à Long Island, les compagnies de navigation françaises obligent l'émigrant à un examen très circonstancié avant l'embarquement pour l'Amérique : et parfois le médecin de la compagnie maritime, chargé de cet examen, lui refuse l'embarquement parce qu'il a eu ou un accès de fièvre, ou la pelade, ou la conjonctivite granuleuse si courante chez les Levantins.

Le D^r Lachaud dans son rapport à la Chambre des députés cite la visite des émigrants, au départ de la *Provence*, à laquelle il a assisté :

« Sur 700 émigrants, environ, dit-il, 7 ont été refusés :
« 1 pour fièvre, 3 pour trachome ou conjonctivite granuleuse et 3 pour maladies de peau.

« L'un d'entre eux venait de Syrie, et avait vécu un mois à Marseille, sans être inquiété, avant de contracter un contrat d'émigration définitif pour New-York.

« Que deviendront ces 7 émigrants? Il est possible
« que la Compagnie leur donne un billet de retour, mais
« il est certain que ces 7 émigrants ne seront jamais
« reconduits dans leur pays d'origine et qu'ils viendront
« augmenter le nombre de cette population flottante
« qu'aucune nation ne veut recevoir et que nous accueillons en France, parce que personne ne s'intéresse
« assez chez nous à la préservation de la santé publique.

« Notre faiblesse à accueillir ainsi tous les étrangers
« est notoirement connue de tout le monde, les commandants de bateaux ne l'ignorent pas : « La France,
« disent-ils, est le dépotoir où toutes nations peuvent

« venir déposer des déchets humains qui les embar-
« rassent ». A Cherbourg, par exemple, les vaisseaux
« anglais et allemands débarquent, sans être le moins du
« monde inquiétés, les refusés de leur compagnie que le
« service sanitaire de Long-Island a repoussés et qu'ils
« ne pourraient introduire, ni en Allemagne, ni en
« Angleterre.

« Pour cela faire, elles les munissent d'un billet ordi-
« naire. Nous recueillons ainsi un tas de malheureux
« qui, atteints de toutes les tares physiologiques, peuvent
« les communiquer et introduire dans notre pays les
« maladies épidémiques qui n'y existaient pas autre-
« fois !

« Tout dernièrement arrivait en France, un individu
« atteint de lèpre qui revenait d'une des républiques de
« l'Amérique du Sud. Cet homme n'était pas français,
« mais il avait été embarqué en France. Quand il fut
« atteint on nous le rendit comme notre propriété. Nous
« n'avons pu nous en débarrasser. Il est venu à Paris, il
« ne voulait pas se laisser hospitaliser, personne n'avait
« le droit de l'interner d'office dans un hôpital. Force
« a donc été de le laisser libre, dangereux pour la santé
« publique. Les ressources firent bientôt défaut à ce
« malheureux ; alors seulement, il fut possible de l'isoler :
« ce fut en prison où il fut incarcéré pour vagabondage.
« Il est mort à la Santé ces temps derniers.

« Nous ne nous sommes jamais préoccupés outre
« mesure de la législation à imposer au point de vue de
« l'hygiène, à tous les étrangers qui touchent la France
« pour y résider, qui, la traversent pour émigrer en Amé-
« rique ou qui, au bout d'un laps de temps plus ou moins
« long, y reviennent, parce que le Gouvernement amé-

« ricain a refusé de les admettre ou les a expulsés
« après un assez long séjour, à la suite d'une tare quel-
« conque. »

A l'exemple des nations d'outre-mer qui font montre d'une sévérité exceptionnelle pour tous ceux qui veulent s'introduire sur leur territoire, il faut, pour nous prémunir aussi bien contre les tares physiques que contre les tares morales, adopter les mêmes dispositions, en ayant bien soin, tout en nous préservant, de rester dans la légalité et de n'employer que les moyens qui ne sont ni arbitraires, ni attentatoires à la liberté.

Il est de plus grandement temps que l'on fasse disparaître tous ces vieux errements que les Compagnies de navigation, d'émigration et de transport conservent avec un soin jaloux, parce qu'ils ont pour but de faciliter l'exploitation de ces troupeaux humains.

Nous nous trouvons donc obligés d'user de moyens de préservation qui, étant de quatre ordres différents, concernent :

1° L'étranger qui, avec ou sans contrat définitif, arrive en France, pour transiter à travers notre pays ;

2° La Compagnie qui lui a facilité son contrat d'émigration ;

3° Les hôteliers qui le logent à son arrivée et à son départ ;

4° Les Compagnies de chemins de fer qui le font transiter pour le conduire au port d'embarquement.

Et, comme conclusions à son rapport le Dr Lachaud propose dans son projet de loi : « Que tout étranger transitant en France, pour s'embarquer à destination d'un pays recevant des émigrants, qu'il soit muni ou non

« d'un contrat d'émigration, soit soumis à son arrivée à
« une surveillance sanitaire spéciale.

« Le capitaine du bord ou la Compagnie de chemins de
« fer devra en faire la déclaration au Directeur du Service
« de Santé.

« Venant par voie de mer, le transitant sera tenu de
« remplir un questionnaire. A l'arrivée dans un port
« français, le capitaine du navire remettra au service de
« l'immigration un manifeste spécial de tous les passa-
« gers étrangers.

« Ces voyageurs seront soumis à bord à une visite
« médicale et ne seront admis à débarquer que s'ils pré-
« sentent les conditions exigées pour être autorisés à
« traverser la France.

« Ne pourront être autorisés les infirmes, les aliénés,
« ceux atteints d'une maladie incurable ou infectieuse.

« Les individus refusés ne seront pas débarqués. Ils
« seront laissés à la charge de la Compagnie qui devra
« les reconduire dans le plus bref délai à leur pays d'ori-
« gine.

« La Compagnie, en attendant le départ du navire qui
« les transportera, pourra, à la rigueur, les faire interner
« à ses frais dans un lazaret.

« La décision qui interdit l'entrée en France est sus-
« ceptible d'appel devant une commission d'immigration
« (3 membres dont un médecin), dans les vingt-quatre
« heures.

« Le voyageur étranger muni d'un contrat définitif, et
« qui est tenu à une quarantaine par les lois sanitaires du
« pays ou il veut émigrer, sera, s'il subit cette période
« d'observation en France, retenu dans un lazaret aux
« frais de la Compagnie.

« Tout navire ramenant en France des immigrants
« refoulés pour une cause quelconque, doit en fournir la
« liste au service d'immigration, et indiquer la cause du
« refus. Les Compagnies de navigation étrangères faisant
« escale en France ne seront pas autorisées à débarquer
« des émigrants refoulés à moins qu'elles ne justifient les
« avoir embarqués à une époque quelconque dans un port
« français ».

Par voie de terre : un service de surveillance sanitaire et administratif de l'immigration sera organisé à Belfort, Delle, Modane, Vintimille et Hendaye.

L'émigrant qui ne répondra pas aux exigences du questionnaire sera expulsé. Il peut faire appel comme précédemment. Pendant la durée des formalités, les frais de séjour sont à la charge de la Compagnie.

La surveillance sanitaire des transitants de même que celle des hôtelleries où iront loger ceux qui auront été autorisés à débarquer est dévolue au Service sanitaire maritime sous l'autorité directe du Ministre de l'Intérieur.

L'autorisation de loger des émigrants est accordée par l'autorité préfectorale. L'hôtelier devra se conformer aux conditions indiquées dans le projet de loi (aération, nombre de locataires, nettoyage des chambres, lavabos, cabinets, etc...)

Prescriptions également sévères pour les Compagnies de chemin de fer, désinfection du matériel roulant, etc...

Division de la France en quatre grandes divisions sanitaires. Dans chacune d'elles une direction du service d'immigration (un médecin inspecteur, un médecin sous directeur, un commissaire spécial, des agents, et employés).

A chaque gare frontière, il sera construit un lazaret d'au moins vingt lits.

Tout étranger qui ne se conformera pas à ces prescriptions sera passible d'une peine de prison à l'expiration à laquelle il sera expulsé.

Les Compagnies contrevenantes pourraient être punies d'une amende de 5.000 à 10.000 francs.

L'exploitant d'un hôtel d'émigrants pourrait être également poursuivi en cas d'infraction conformément à l'article 27 de la loi du 15 février 1902 et à l'article 491 du Code pénal.

Tel est, dans ses grandes lignes, le projet de loi du D^r Lachaud sur le transit en France des étrangers émigrants. Il peut paraître d'une sévérité excessive, mais si l'on songe que nous sommes toujours menacés du choléra et que près de 100.000 étrangers (1) émigrants s'embarquent annuellement dans nos grands ports, on estimera que les mesures qu'il préconise sont indispensables pour protéger la santé publique.

Paris.

Presque toujours, c'est à Paris que finissent par échouer ces malheureux atteints de tares physiques et restés en

(1) En 1910 voici la provenance des étrangers émigrants et se rendant dans nos grands ports à destination des Amériques :

Bale-Delle	33.008
Petit Croix... ..	1.246
Avricourt.	270
Pagny-sur-Moselle.....	5
Bellegarde.	2.293
Modane.....	21.773
Marseille (partis de cette ville pour les autres ports).	21.359
Marseille (embarqués à Marseille).....	11.000
Hendaye	3.900
Cherbourg.....	960
Total.....	95.814

France après leur tentative infructueuse d'émigration. Ils viennent y grossir l'énorme population de pauvres gens de tous pays, dont la capitale devient de plus en plus le refuge de prédilection ! C'est là un grand danger pour la population parisienne !

Aussi le Conseil municipal s'est-il occupé à plusieurs reprises de la question. Dès le 22 novembre 1909, M. Badini-Jourdin, représentant d'un des quartiers les plus particulièrement atteints, faisait adopter par le Conseil le projet de délibération suivant :

« M. le Préfet de la Seine et M. le Préfet de police sont
« invités à réprimer toute infraction et toutes atteintes
« portées à l'hygiène et à la sécurité publiques du quar-
« tier Saint-Gervais par des individus de toutes nationa-
« lités qui ont envahi ce quartier, et à prendre toutes
« mesures pour enrayer cet envahissement.

« M. le Préfet de la Seine et M. le Préfet de police sont
« invités à saisir sans retard M. le Ministre de l'Intérieur
« de la situation en vue des mesures à prendre par son
« département et des sanctions à apporter le cas échéant ».

En décembre 1910, puis le 9 décembre 1911, M. Achille, représentant du quartier des Archives, voisin du quartier Saint-Gervais, jetait le même cri d'alarme.

Les Conseillers du 4^e arrondissement, MM. Galli, Le Corbeiller, Lemarchand et Badini-Jourdin firent de nombreuses démarches au Ministère de l'Intérieur pour faire cesser cet état de choses. Une Commission a été instituée par le Président du Conseil des ministres d'alors, le 21 février 1911, pour s'occuper de cette question.

Enfin, le Préfet de la Seine et le Préfet de police, en exécution de la délibération précitée, ont fait procéder à des

enquêtes dans ces quartiers (1). Voici le rapport du Chef du Service d'Hygiène de la Seine au Préfet de la Seine :

Paris, le 17 novembre 1910.

Par note spéciale, M. le Préfet a transmis au soussigné une lettre de M. Badini-Jourdin, conseiller municipal, appelant l'attention sur l'insalubrité particulière de certaines voies et de certains immeubles du 4^e arrondissement pour lesquels ils demande des mesures d'assainissement.

Le soussigné a fait immédiatement procéder à une enquête minutieuse dans toutes les maisons signalées et c'est le résultat de cette enquête qu'il a l'honneur de placer sous les yeux de M. le Préfet.

La liste jointe à la lettre de M. Badini-Jourdin comprenait :

La rue du Figuier, la rue des Ecouffes, la rue Charlemagne, le marché Sainte-Catherine, l'impasse Guépine, et l'impasse Pitigneux ; puis les n^{os} 18, 20, 26 de la rue de l'Hôtel de Ville, les n^{os} 14, 22, 24 de la rue des Rosiers ;

(1) D'après la loi du 15 février 1902, modifiée par la loi du 7 avril 1903, les attributions sanitaires furent réparties entre les deux préfets de la manière suivante : le préfet de la Seine a tout ce qui concerne la salubrité des habitations et dépendances, sauf les garnis ; la salubrité des voies ferrées ; le captage et la distribution des eaux ; la désinfection, la vaccination et le transport des malades (à Paris). Le Préfet de police a la surveillance sanitaire des garnis, les mesures sanitaires relatives aux maladies contagieuses, la désinfection et la vaccination dans la banlieue, etc..., etc... Le Préfet de la Seine est assisté de la Commission des logements insalubres ; le Préfet de police, des commissions d'arrondissement. L'un et l'autre sont assistés dans la mesure de leurs attributions, du Conseil d'hygiène publique et de salubrité de la Seine qui fait fonction de Conseil départemental d'hygiène.

les n^{os} 7, 13, 17, 35, 40, 20, de la rue des Jardins Saint-Paul ; le n^o 38 de la rue François Miron.

Rue du Figuier. — La rue du Figuier comprend 22 maisons renfermant environ 1.003 habitants. Depuis 15 ans, la mortalité tuberculeuse s'y maintient au taux annuel de 6,47 pour 1.000 habitants. C'est donc une rue malsaine.

Sept maisons sont occupées par des hôtels meublés. Deux maisons ont leur entrée rue des Nonnains d'Hyères et ont été laissées en dehors de l'enquête.

Les 22 maisons visitées présentent comme caractéristiques des cours extrêmement réduites dont la plupart sont couvertes à la hauteur du premier étage, pour être converties en ateliers, cuisines, arrière-boutiques ; en second lieu, une saleté générale des maisons et des logements et enfin un entassement de population tout à fait anormal. Les logements de deux ou trois pièces renfermant de 8 à 12 habitants n'y sont pas rares. La population de ces maisons est surtout composée d'israélites, russes et polonais.

Des enquêtes sanitaires spéciales pour tuberculose ont été faites dans 4 de ces maisons, des prescriptions sanitaires ont en outre été signifiées aux propriétaires dans 10 autres maisons et l'Administration poursuit par les voies ordinaires (application de la loi du 15 février 1902) leur exécution.

Rue des Ecouffles. — Cette rue comprend 25 maisons avec une population d'environ 1.107 habitants.

Depuis 15 ans la mortalité annuelle par tuberculose pulmonaire n'y dépasse pas 4,20 sur 1.000 habitants. Elle ne présente donc pas de ce chef une insalubrité particulière. Nous retrouvons ici les mêmes défauts que dans la rue du Figuier : étroitesse des cours, malpropreté géné-

rable, entassement anormal de la population. Ici encore, nous nous trouvons en présence d'une population étrangère, israélites, russes et polonais auxquels vient se joindre un assez fort contingent d'Algériens, de Syriens et de Tunisiens.

Rue Charlemagne. — 21 maisons, dont 4 hôtels meublés, habités par 884 habitants, supportent depuis 15 ans une mortalité tuberculeuse annuelle de 4,44 pour 1.000 habitants. A ce point de vue, ce n'est donc pas une rue trop mauvaise. Ici encore nous trouvons des cours étroites, une saleté générale et un entassement anormal de population.

Sept de ces maisons ont fait l'objet de prescriptions sanitaires dont l'Administration poursuit l'exécution.

Marché Sainte-Catherine. — Le marché Sainte-Catherine forme un ensemble de masures divisées en deux groupes séparés par une allée centrale. C'est une propriété particulière qui est entourée par le prolongement de la rue Caron.

Les constructions qui le composent sont élevées d'un rez-de-chaussée bâti en briques, carreaux de plâtre et bois. Elles étaient jadis occupées par un marché alimentaire qui a été supprimé il y a une dizaine d'années.

Aujourd'hui, ces constructions sont louées à de petits industriels et commerçants (marchands de vins, papetiers, ferblantiers, blanchisseurs, brocanteurs) dont quelques-uns logent et dont d'autres n'y séjournent que pendant la journée. Il y a en somme une vingtaine d'habitants permanents.

Ces bâtiments ne sont pas insalubres, en réalité ; ils ont surtout un aspect misérable. Néanmoins, une enquête sanitaire va y être entreprise pour déterminer les points où des travaux d'assainissement pourront être nécessaires.

Impasse Guépine. — 7 immeubles dont 2 hôtels meublés ont leur entrée sur cette impasse.

La population d'environ 183 habitants supporte depuis quinze ans une mortalité tuberculeuse annuelle de 8,78 pour 1.000 habitants.

On se trouve là comme dans les autres voies étudiées en présence des mêmes tares : étroitesse de la voie, hauteur des maisons, insuffisance des cours, souvent couvertes à la hauteur du 1^{er} étage.

Comme dans les autres habitations pauvres du quartier, la population s'entasse souvent dans les logements et l'on compte jusqu'à 6 à 8 habitants par pièce.

Des enquêtes sanitaires vont être entreprises dans plusieurs des maisons de cette impasse dont l'entretien paraît tout à fait insuffisant, et l'exécution des travaux nécessaires sera poursuivie par application de la loi du 15 février 1902.

Impasse Putigneux. — 3 maisons sur 8 qui existent dans cette voie s'ouvrent sur l'impasse ; les autres ont leur entrée sur les rues Geoffroy l'Asnier et du Pont Louis-Philippe.

Sur 3 maisons, 2 ont des hôtels meublés. On y remarque les mêmes tares que dans les maisons des autres voies enquêtées. La mortalité tuberculeuse annuelle y est assez faible, 4,33 pour 1.000 habitants, ce qui résulte certainement des habitudes nomades des habitants.

Rue de l'Hôtel de Ville, 18, 20, 26. — Ces 3 maisons sont en très mauvais état. La population y est dans des conditions d'entassement extrême. Elle se compose en grande partie d'étrangers israélites russes et algériens.

Des enquêtes sanitaires ont été faites dans ces maisons dont l'Administration poursuit l'assainissement.

Rue des Rosiers, 14, 22, 24. — Le n° 22 est occupé par un hôtel meublé. Les 2 autres immeubles sont surtout mal entretenus. Les services d'hygiène poursuivent l'assainissement du n° 14 qui se compose d'un bâtiment neuf sur les rues en bon état et d'un bâtiment au fond de la cour en très mauvais état d'entretien.

Rue des Jardins Saint-Paul, 7, 13, 17, 35, 40, 20. — Les n° 13 et 20 sont des hôtels meublés. Les autres maisons sont en majorité peuplées d'étrangers et l'on y retrouve les caractéristiques que nous avons déjà constatées, cours insuffisantes, saleté, entassement excessif des habitants. Toutes ces maisons, sauf les hôtels, ont fait l'objet de visites sanitaires et l'Administration en poursuit l'assainissement par application de la loi du 15 février 1902.

Rue François Miron, n° 38. — Cette maison est occupée par un hôtel meublé.

Résumé. — En résumé les plaintes dont s'est fait l'écho M. Badini-Jourdin sont fondées.

Les rues et les immeubles qu'il signale sont en général malsains et depuis longtemps sont l'objet de mesures administratives destinées à les améliorer. Deux de ces rues, la rue Charlemagne et la rue des Jardins Saint-Paul, présentent un intérêt particulier, parce que la première coupe en deux le Lycée Charlemagne et l'autre longe le petit collège de cet établissement.

Là certainement on pourrait étudier, ainsi que nous l'avons déjà signalé, un projet de dégagement du Lycée Charlemagne qui ferait disparaître ces 2 rues.

En dehors de ces 2 voies, il ne paraît pas que des opérations de voirie d'ensemble s'imposent. Les maisons sont en général mal tenues, mal aménagées, mais cette situation est commune à tous les vieux quartiers du centre de Paris,

et on devra un moment donné procéder méthodiquement à des percées dans tous ces blocs compacts de vieilles maisons pour y faire pénétrer l'air et la lumière. Les rues qui sont signalées ne sont pas aussi meurtrières que celles que nous avons relevées dans le quartier de Saint-Merri et dans le quartier de la Sorbonne et il semblerait que l'on obtiendrait des résultats non négligeables, au moins provisoirement, en leur appliquant la loi de 1902 qui permet d'obtenir des améliorations importantes. L'Administration agit déjà dans ce sens et les services techniques vont être chargés d'examiner les maisons restées jusqu'ici en dehors de l'action administrative et d'indiquer les travaux qu'il conviendra de prescrire aux propriétaires.

Ce qui rend un peu illusoires les mesures que l'Administration pourra prendre, c'est la nature très spéciale des habitants des rues et des maisons signalées, et leurs habitudes d'existence.

Ainsi que nous l'avons constaté dans l'enquête très minutieuse que nous venons de faire effectuer, la population se compose surtout d'étrangers israélites, russes, polonais et orientaux.

Or, ces gens qui ignorent les principes les plus élémentaires de l'hygiène, sont en même temps la plupart du temps misérables et d'une saleté dont on ne peut se faire idée.

Au n° 7-9 de la rue des Ecouffes par exemple, un petit atelier dans la cour est occupé par un Russe qui y a installé une petite imprimerie et qui y couche, y fait sa cuisine, en un mot y passe les trois quarts de son existence. Or, depuis 4 ans jamais cet atelier n'a été nettoyé ni même balayé. Une couche épaisse d'ordures en couvre le sol et

l'on juge l'influence que peut avoir sur la salubrité de l'immeuble un pareil foyer d'infection.

En outre, et les propriétaires s'en plaignent amèrement, les locataires étrangers procèdent pour leur aménagement d'une manière originale. Un individu se présente, loue un logement vacant pour lui et sa famille et s'installe avec un mobilier généralement sommaire. Puis, dès qu'il est installé, il sous-loue des places à des compatriotes sans asile, et au bout de quelques jours un logement qui devait contenir 2 ou 3 habitants, en abrite 10 ou 12, vivant, hommes et femmes, dans une promiscuité complète et une malpropreté sordide.

Cette situation qui est générale dans tous les immeubles visités paraît sans issue.

L'Administration est bien armée par la loi du 13 février 1902 pour faire exécuter dans les maisons les travaux nécessaires pour faire cesser l'insalubrité tenant à l'immeuble lui-même ; mais elle est absolument désarmée contre les abus de jouissance des locataires et elle est également dépourvue de toute action pour empêcher le surpeuplement des logements. Seuls les propriétaires peuvent, en donnant congé à leurs locataires, faire cesser cet état de choses. Mais il faut recourir à l'expulsion, opération coûteuse, surtout quand elle doit, comme ce serait le cas ici, être répétée souvent.

La démolition de ces vieux quartiers pourra seule remédier, dans une certaine mesure, à cette situation qui n'est d'ailleurs pas particulière au quartier Saint-Gervais.

Déjà Korosi avait constaté les mêmes habitudes chez la population pauvre de Buda-Pest et de Vienne.

Nous-même nous avons vu, par exemple dans la Cité

Jeanne-d'Arc, dans le 13^e arrondissement, la population varier de 2.000 habitants à 7 et 8.000 en hiver.

On ne pourrait guère intervenir que si la loi sur les étrangers permettait de surveiller tous ces émigrants misérables qui s'abattent sur Paris et de leur imposer, pour leur accorder la résidence, certaines conditions d'habitation. Cela paraît bien difficile et en tous cas, c'est la Préfecture de police qui a la surveillance des étrangers et c'est à elle qu'il appartiendrait de prendre ou de provoquer les mesures nécessaires. On n'a d'ailleurs pas pu, jusqu'ici, leur imposer, comme condition de résidence, la vaccination anti-variolique.

Toutefois nous devons insister sur un point de notre enquête, parce que, suivant nous, il appelle une solution prompte.

Nous avons vu plus haut que la rue Charlemagne et la rue des Jardins Saint-Paul coupent et bordent le lycée Charlemagne. Ces rues sont, comme les autres du quartier, remplies de ces étrangers dont nous avons pu constater les habitudes fâcheuses.

Or, il est aujourd'hui hors de doute que ces malheureux russes et orientaux, sont plus que tous autres sujets, à certaines maladies contagieuses et notamment à une maladie redoutable, la conjonctivite granuleuse. Bien que les services d'hygiène n'aient pas eu connaissance de cette maladie, comme les gens en question ne font pas pour si peu appeler le médecin, il est vraisemblable que cette population contient un certain nombre de malades.

Il paraît donc prudent de soustraire les quelques centaines de jeunes gens qui fréquentent le lycée Charlemagne aux dangers que leur fait courir un pareil voisinage.

Le seul moyen serait de dégager le lycée Charlemagne en faisant disparaître les rues Charlemagne et des Jardins Saint-Paul. Il y aura là évidemment une opération intéressante, mais comme il y en a également beaucoup d'autres fort utiles pour la population parisienne, la solution dépend de facteurs financiers dont l'appréciation échappe aux services d'hygiène.

Conclusions.

Nous concluons de ce qui précède :

1° Qu'il serait intéressant de poursuivre l'opération de dégagement du lycée Charlemagne si les ressources dont on dispose le permettent ;

2° Qu'il y a lieu de continuer l'œuvre déjà commencée d'assainissement méthodique des maisons autres que les hôtels meublés ;

3° Qu'en l'état de législation sur les étrangers, il ne paraît pas possible de prendre des mesures spéciales pour faire cesser l'encombrement de la plupart des logements, mais qu'il serait intéressant de rechercher, et s'il y a lieu, de solliciter du Parlement les mesures propres à éviter le danger résultant de l'encombrement des logements tout en ménageant les familles malheureuses qui sont obligées pour se loger de s'entasser dans de tels locaux ;

4° Qu'en tout cas, c'est à M. le Préfet de police qu'il appartient d'agir en cette matière comme aussi de surveiller soigneusement les hôtels garnis de la région signalée par M. Badini-Jourdin.

*Le Chef du bureau Administratif des Bureaux
d'Hygiène de la Ville de Paris.*

S'inspirant de ce rapport, le Préfet de la Seine demanda

au Conseil de comprendre au programme des grandes opérations de voirie (emprunt de 900 millions), le dégagement du lycée Charlemagne, du marché des Blancs Manteaux, la démolition de quelques rues anciennes ; plusieurs de ces opérations sont en voie de réalisation. Quant aux garnis, la surveillance en appartenant au Préfet de police, son collègue lui communiqua le rapport en l'accompagnant de la lettre suivante :

« *Le Sénateur, Préfet de la Seine,*
« *à Monsieur le Préfet de police.*

« A la suite de plaintes réitérées formulées par M. Badini-Jourdin, conseiller municipal, contre l'insalubrité d'un certain nombre de rues du quartier Saint-Gervais, j'ai fait procéder à une enquête sanitaire dont les résultats sont consignés dans un rapport dont je vous adresse ci-joint la copie.

« J'ai prescrit aux Services de ma Préfecture de prendre toutes les mesures nécessaires à l'assainissement des maisons autres que les hôtels garnis.

« Pour ces derniers, il vous appartient de donner les instructions nécessaires pour leur bonne tenue.

« Ainsi que le constate le rapport sus-visé, les rues et les maisons signalées par M. Badini-Jourdin sont surtout rendues dangereuses par le surpeuplement.

« Mon Administration est désarmée contre les abus de cette nature ; seuls, les règlements sur la salubrité des logements loués en garnis permettent de limiter le nombre des occupants d'une chambre.

« Pour ceux des locataires qui louent dans leur logement des places à des compatriotes, peut-être serait-il pos-

sible de leur appliquer dans une certaine mesure les règles qui concernent les garnis. Il vous appartient d'apprécier la suite à donner à ces affaires ainsi qu'à l'avis émis par le signataire du rapport sur l'opportunité de saisir au besoin le Parlement d'un projet fixant des conditions spéciales pour l'admission à la résidence des étrangers indigents.

« *Le Sénateur Préfet de la Seine,*
« *Signé : DE SELVES* »

Le Préfet de police prescrivit à son tour une enquête. Il fit surtout rechercher parmi les étrangers du 4^e arrondissement ceux d'entre eux qui logent, moyennant un prix des plus modiques, des coreligionnaires sans se conformer aux règlements actuellement en vigueur.

Cette enquête, qui porta sur une cinquantaine d'individus, dura près d'un mois en raison de difficultés de toutes sortes que rencontrèrent les inspecteurs, notamment de l'impossibilité où ils se trouvèrent souvent de se faire comprendre; elle établit que 36 de ces Polonais ou Russes, résidant dans les quartiers Saint-Gervais et Saint-Merri, logeaient des compatriotes, moyennant un loyer de 2 fr. 50 à 3 francs par semaine, sans avoir fait la déclaration prescrite par l'article 1^{er} de l'ordonnance de police du 19 octobre 1908.

Sur ces 36 logeurs, 26 adressèrent à l'Administration une déclaration de garni, et, depuis, le service de la salubrité visite régulièrement leurs logements. Les 10 autres ont fait l'objet de procès-verbaux de contravention.

La plupart des logements inspectés par les enquêteurs ne se composaient que d'une ou de deux pièces; souvent même la chambre était occupée par le logeur, sa femme,

ses enfants et plusieurs locataires, soit en tout 7 ou 8 personnes couchant, les unes, dans des lits pliants, les autres sur des matelas étendus par terre.

Depuis cette époque, les enquêtes se sont succédé sans arrêt. A l'heure actuelle, 81 de ces garnis clandestins ont été découverts dans le 4^e arrondissement.

Trois inspecteurs sanitaires furent adjoints à l'inspecteur de la circonscription en 1911 pour la visite réglementaire des garnis dans le 4^e arrondissement.

Sur 204 chambres interdites dans tout Paris en 1911 dans les hôtels garnis, 100 le furent pour le seul 4^e arrondissement, en application de l'ordonnance du 19 octobre 1908 (relative au cube d'air, au blanchiment, au nombre de locataires, à l'éclairage, aux fosses d'aisances, etc..., etc..., des hôtels garnis).

Des travaux furent prescrits dans :

- | | | |
|----|--------|-----------------------------------|
| 9 | garnis | du quai de l'Hôtel de Ville, |
| 2 | — | de la rue de l'Hôtel de Ville, |
| 7 | — | de la rue de Jouy, |
| 2 | — | de la rue Saint-Antoine, |
| 11 | — | de la rue Geoffroy l'Asnier, |
| 1 | — | du Fauconnier, |
| 2 | — | du Prévot, |
| 1 | — | des Ecouffles, |
| 1 | — | place du Marché Sainte-Catherine, |
| 1 | — | de la rue Aubriot, |
| 1 | — | du passage Pecquai, |
| 11 | — | de la rue Vieille-du-Temple, |
| 3 | — | de la rue des Rosiers, |
| 4 | — | de la rue des Jardins Saint-Paul, |
| 2 | — | de la rue Ferdinand Duval, |
| 1 | — | de la rue Caron, |

1	garni	rue Saint-Louis-en-l'Île,
12	—	rue Simon-le-Franc,
2	—	rue Geoffroy l'Angevin,
4	—	rue du Figuier,
2	—	rue Beaubourg,
3	—	rue Aubry-le-Boucher,
5	—	rue Quincampoix,
4	—	rue de Venise,
1	—	Brise-Miche.

Un effort sérieux fut donc fait par les différents services de la Ville de Paris. Mais si la Préfecture de police peut exiger des hôteliers une certaine hygiène dans les locaux loués en meublés, et la déclaration des cas de maladies infectieuses qui s'y produisent, l'Administration se trouve réellement désarmée vis-à-vis des particuliers.

Evidemment la Commission des logements insalubres peut prescrire des travaux d'assainissement aux propriétaires d'immeubles, en application du règlement sanitaire de la Ville de Paris. Mais peut-on empêcher un locataire de recevoir des parents chez lui ? Celui qui vient louer, vient seul, et parle à peine le français..., mais quelques jours après, toute une colonie débarque chez lui : hommes, femmes, s'entassent pêle-mêle dans une même chambre, et lorsqu'on interroge le premier locataire, il vous répond que ce sont ses frères, sœurs, cousins de Russie, s'il ne fait pas payer, ce ne sont pas des garnis andestins ! Alors ? Que faire ? Lui donner congé ? Mais dans la rue des Rosiers, rue des Ecoiffes, rue Caron, etc..., nul Français ne voudrait habiter, Seuls ces étrangers y vivent en pays conquis ; leur nom même est ignoré des concierges. Il en arrive de partout, voire des pays contaminés, et des conta-

gieux viennent s'installer tranquillement en plein cœur de Paris, sans prendre aucune précaution.

Il a été facile de s'en apercevoir récemment encore, lors de l'épidémie de conjonctivite granuleuse qui éclata dans le 4^e arrondissement, et le rapport adressé à ce sujet au Préfet de police par le D^r Dubief, médecin-inspecteur principal des épidémies, présente un intérêt particulier :

« La question de la conjonctivite granuleuse ou Tra-
« chôme avait déjà préoccupé à diverses reprises le Ser-
« vice des épidémies et notre attention avait été maintes
« fois attirée sur ce point par des publications d'ordre
« surtout technique, mais qui concordaient toutes sur un
« point : l'augmentation de la fréquence de cette redou-
« table affection dans notre pays. Au cours de l'année
« 1909, même incidemment, la question avait été soulevée
« à une séance du Comité permanent des épidémies,
« auquel j'avais fourni les renseignements alors à ma
« disposition en prenant l'engagement de faire une
« enquête approfondie et d'apporter ultérieurement des
« précisions plus grandes. D'ailleurs on manquait de
« bases pour une action immédiate, en raison de ce fait que
« le trachôme est une affection dont la déclaration n'est
« pas obligatoire et qu'il n'est venu jusqu'ici au Service des
« Épidémies aucune déclaration de cette maladie.

« Ce travail était déjà commencé, lorsque, le 4 juillet
« 1910, M. le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur,
« vous demandait de faire procéder à une enquête sur les
« cas de trachôme à Paris, signalés de divers côtés et
« spécialement par un rapport du D^r Trousseau, médecin
« de la Clinique nationale des Quinze-Vingts.

« En même temps se produisaient des interventions des

« Conseillers municipaux des quartiers intéressés, tendant
« à inviter l'Administration à prendre des mesures appro-
« priées pour enrayer l'extension du mal.

« Il est évident que la première besogne à entreprendre
« était de procéder à une enquête approfondie pour con-
« naître exactement l'étendue du mal, sa répercussion sur
« la population indigène et sa localisation dans Paris.

« C'est à ce travail préliminaire que je me suis livré
« tout d'abord, afin de pouvoir ensuite en tirer des con-
« clusions pratiques et établir la nature des remèdes à
« opposer à la situation.

« Je n'ai pas tardé à m'apercevoir que le travail que
« j'avais entrepris, était beaucoup plus important qu'on ne
« pouvait le croire de prime abord, que la question était
« fort complexe et que c'était une œuvre de longue
« haleine ; il en résulte que le présent rapport ne contient
« que les premiers résultats de l'enquête et qu'il aura for-
« cément un caractère provisoire.

« Il est nécessaire, tout d'abord, d'établir comment le
« trachôme, maladie habituellement peu fréquente dans
« notre pays, a vu sa fréquence augmenter au cours de
« ces dernières années, au point de préoccuper sérieuse-
« ment les hygiénistes et les pouvoirs publics.

« La contagiosité du trachôme ne paraît plus faire de
« doute aujourd'hui. Cependant il est non moins prouvé
« qu'elle a besoin, pour s'exercer, de certaines conditions
« de race et de milieu, qui font que, sous notre climat, la
« contagion n'est pas autant à redouter qu'en d'autres
« pays ; il est certain d'autre part que la maladie est
« actuellement moins contagieuse qu'elle ne l'était jadis.
« La contagion se fait presque exclusivement dans l'inti-
« mité de la famille au contact direct du malade : les

« formes secrétantes ou puruleuses sont les seules redou-
« tables.

« La question du trachôme, on ne saurait trop le
« répéter, n'est pas une question parisienne, c'est une ques-
« tion mondiale, et partout elle est en rapport avec l'émi-
« gration. Est-il besoin de rappeler que les soldats de
« l'armée d'Égypte ont rapporté le trachôme en Europe
« en 1799 et en 1803 et qu'ils ont contaminé ultérieure-
« ment les diverses armées qui ont elles-mêmes semé la
« maladie dans toute l'Europe où elle fit d'immenses
« ravages.

« C'est également aux émigrants des diverses nationa-
« lités qu'est due l'importation du trachôme en Australie
« et aux États-Unis.

« Dans ce dernier pays, les premiers cas demeurèrent
« d'abord inaperçus ; mais bientôt ils essaimèrent et de
« véritables foyers épidémiques se développèrent. Les
« pouvoirs publics ne tardèrent pas à se préoccuper de cette
« situation et une série de mesures furent décrétées,
« ayant pour but d'arrêter l'importation du trachôme par
« les émigrants. En 1897, le Congrès de Washington
« votait une loi qui interdisait l'accès du territoire de
« l'Union aux étrangers atteints de trachôme, et depuis
« cette époque une inspection oculaire minutieuse est pra-
« tiquée sur tous les immigrants. Les granuleux sont
« réembarqués et renvoyés à leurs frais dans leur port
« d'embarquement, en même temps qu'une forte amende
« est infligée à la Compagnie de navigation qui les a
« amenés.

« Les trachômateux arrêtés dans les ports américains
« s'ingénierent ensuite à prendre la voie de terre ; le Gou-
« vernement des États-Unis les rejeta alors sur le Canada

« et ce dernier dut prendre de son côté une série de
« mesures de même ordre pour se protéger contre l'im-
« portation de la conjonctivite granuleuse. Il en fut de
« même au Mexique et à Cuba.

« Ce sont ces mesures rigoureuses, prises aux pays vers
« lesquels se rendent la majorité des émigrants, qui ont
« reporté chez nous le danger. En effet, les lois améri-
« caines repoussent énergiquement du territoire de
« l'Union tous les granuleux, les Compagnies de naviga-
« tion obligées de les ramener en Europe à leurs frais, ont
« organisé des inspections avant l'embarquement dont le
« résultat le plus clair a été d'accumuler ces pauvres gens
« sur certains points de notre territoire et principalement
« à Paris où ils trouvent plus facilement à vivre et où ils
« sont plus efficacement secourus.

« Jusqu'ici aucune mesure n'a été prise en France,
« contre les émigrants porteurs de trachôme et cela est
« fort regrettable. Cette mansuétude, en dehors de notre
« proverbiale insouciance, s'explique jusqu'à un certain
« point par ce fait que la contagion trachômateuse s'exerce
« principalement sur certaines races (la race juive en pre-
« mier lieu), tandis que les Celtes et la plupart des races
« européennes jouissent d'une immunité relative. Aussi
« un grand nombre de ces malades ont-ils pu, par suite
« des circonstances relatées plus haut, s'accumuler à Paris,
« soit pour y chercher un remède à leurs maux, soit pour
« attendre une guérison bien difficile à obtenir dans les
« conditions où ils se trouvent placés, guérison qui leur
« ferait espérer d'obtenir le précieux certificat qui doit leur
« permettre de donner suite à leur projet d'émigration en
« Amérique.

« Dans quels quartiers de Paris se sont faites ces aggro-

« méractions ? Quatre arrondissements renferment princi-
« palement ces colonies d'émigrants, ce sont les 3^e, 4^e,
« 11^e et 18^e arrondissements.

« Les deux premiers surtout représentent le point le
« plus dangereux ; c'est dans les quartiers Saint-Ger-
« vais, Saint-Merri (4^e) que se trouvent les foyers les plus
« importants, puis viennent ensuite certains quartiers du
« 3^e arrondissement. Les deux autres foyers, celui du
« 11^e et du 18^e sont moins importants ; ils concernent
« quelques colonies dans le quartier de la Chapelle (18^e)
« et sur un certain nombre de rues du 11^e situées entre
« la Bastille et le boulevard Voltaire (rues Sedaine,
« Marché Popincourt, Asile Popincourt, Popincourt, de la
« Roquette, etc...).

« Si l'on mettait en doute l'existence de ces foyers de
« trachôme, une simple promenade dans certaines voies du
« 4^e arrondissement, aurait tôt fait de vous détromper.
« En parcourant, un jour de beau temps, les rues de l'Hôtel
« de Ville, des Jardins Saint-Paul, de l'Ave Maria, Saint-
« Paul, des Rosiers, etc..., on ne tarde pas à voir deci delà
« au milieu de la foule grouillante, d'adultes et d'enfants,
« réduits à venir sur la voie publique chercher un peu
« d'air et d'espace, quelques granuleux.

« J'ai fait à plusieurs reprises cette expérience et je
« n'ai pas une seule fois parcouru ces ruelles noires et tor-
« tueuses sans rencontrer quelques-uns de ces malheureux.
« Vient-on faire la même expérience dans les quartiers si
« populeux de Belleville et de Ménilmontant où il n'y a
« guère que des ouvriers français, la même remarque
« ne peut être faite, et il faudrait sans doute arpenter les
« rues pendant des semaines avant d'en rencontrer un cas.
« Et cela vient corroborer d'une manière pittoresque,

« l'observation déjà faite plus haut de la rareté du trachôme dans la population française et l'heureuse immunité *relative* dont nous jouissons vis à vis de cette grave maladie oculaire.

« Lorsqu'il s'est agi pour moi d'entreprendre le dénombrement, même approximatif, des trachômateux dans les quartiers atteints, je me suis trouvé en présence de difficultés presque insurmontables et j'ai dû m'incliner devant les nécessités d'une œuvre de patience qui demandera beaucoup de temps pour être menée à bien.

« Tout d'abord, où trouver et comment saisir sur place les cas de trachôme ? La loi du 13 février 1902 complétée par le décret du 10 février 1903 n'a pas inscrit l'ophtalmie granuleuse dans la liste des maladies dont la déclaration est obligatoire : cette déclaration est seulement facultative. Il en résulte naturellement que jusqu'ici aucun cas de cette maladie n'a encore été déclaré au Service des Epidémies. On est donc, officiellement tout au moins, au point de vue statistique, dans une ignorance complète.

« Voici comment j'ai organisé cette enquête et à quels moyens d'information j'ai dû avoir recours.

« Je me suis adressé tout d'abord à plusieurs directeurs de cliniques gratuites ophtalmologiques ; en raison de l'intérêt qui s'attache à mon travail, j'ai pu obtenir déjà par ce moyen, nombre de renseignements intéressants et tous très concordants, qui permettent déjà de dresser en partie un bilan provisoire. Mais il est bon de savoir que nombre de ces malades, non seulement ne fréquentent pas les services hospitaliers, mais aussi refusent obstinément de recevoir les soins des ocu-

« listés, d'où la nécessité d'aller les rechercher jusque
« dans leurs domiciles respectifs.

« Pour ce faire, j'ai organisé une série de visites dans
« les maisons des quartiers contaminés avec le concours
« de MM. les Commissaires de police et j'ai commencé
« par le quartier Saint-Gervais. M. le Commissaire de
« police de ce quartier a bien voulu mettre à ma disposi-
« tion pour cela deux inspecteurs. L'un d'eux profite de
« l'expédition des affaires courantes du quartier pour
« recueillir dans les divers immeubles où il se rend, des
« informations précieuses : de mon côté, accompagné d'un
« autre inspecteur, je vais de maison en maison à des
« jours fixés d'avance, pour contrôler les renseignements
« déjà obtenus et faire une enquête méthodique sur les
« cas qui peuvent se rencontrer dans chaque immeuble.
« Enfin je me suis efforcé pour les émigrants logés en
« garni d'organiser le samedi une visite générale de tous
« les étrangers. Ce jour a été choisi parce que ainsi que
« je l'ai dit, l'immense majorité de ces gens appartiennent
« à la race et à la religion juive et que le samedi, jour
« férié, la plupart ne travaillent pas et restent chez eux.

« Ces divers procédés d'information m'ont déjà permis
« de recueillir d'intéressants renseignements que je vais
« résumer. Les Juifs, Russes et Polonais, forment la très
« grande majorité des personnes atteintes de trachôme,
« puis viennent les Syriens : ces deux catégories réunies
« représentent environ 75 % des sujets ; le reste se répar-
« tit assez inégalement entre les Arméniens, les Turcs,
« les Roumains, les Juifs de Palestine, les Galiciens, etc.

« Par ces visites, j'ai pu aussi établir un point de pre-
« mière importance. J'ai dit plus haut que le trachôme se
« contagionnait presque exclusivement au contact immé-

« diat et prolongé des malades, qu'il ne sortait pas d'ordi-
« naire du cercle de la famille et que d'autre part notre
« race jouissait d'une immunité relative. Comme
« l'immense majorité de ces étrangers ne se mélange
« guère avec la population française, qu'ils vivent entre
« eux, n'ayant avec les commerçants du quartier que les
« rapports indispensables pour satisfaire aux besoins jour-
« naliers de la vie, on peut se demander s'ils ont commu-
« niqué leur maladie à des Parisiens vivant dans leur voi-
« sinage. Je puis faire à cette question une réponse affir-
« mative. Dans mes visites, j'ai rencontré un certain
« nombre de cas chez des Français, enfants, adultes ou
« vieillards et il est indéniable, d'après l'étude des com-
« mémoratifs, que ces personnes ont été contaminées par
« des émigrants étrangers. Ces constatations sont d'ail-
« leurs absolument concordantes avec celles qui ont été
« faites sur le même sujet par M. le Dr Trousseau.

« Donc, il n'y a pas de doute possible, il existe dans les
« quartiers cités plus haut, un véritable foyer de con-
« jonctivite granuleuse sévissant sur des émigrants
« étrangers et incontestablement aussi ces étrangers ont
« contaminé un certain nombre de Parisiens vivant dans
« leur voisinage immédiat.

« Il faut se hâter d'ajouter, que jusqu'ici tout au moins,
« ces contaminations sur des Parisiens restent à l'état de
« cas isolés, il n'y a pas à proprement parler « d'épidémie
« de conjonctivite granuleuse, mais il ne faut pas se
« leurrer dans cet optimisme, il y a là incontestablement
« un réel danger pour l'avenir, et si des mesures efficaces
« ne sont pas prises, on risque fort de voir s'établir à
« Paris petit à petit, un grave foyer de trachôme, maladie
« qui avait à peu près disparu de notre pays et qui est

« une des causes les plus redoutables de la cécité incurable.

« Le trachôme n'est pas une maladie aiguë à marche rapide et ne se comporte pas comme les maladies épidémiques banales qu'on voit s'étendre avec rapidité : c'est une affection à évolution lente et qui s'installe sourdement et sans tapage. Il ne faut donc pas trop faire fonds sur l'apparente bénignité actuelle, car on risquerait de se trouver un jour en présence d'une situation lamentable.

« Quels remèdes peut-on proposer à la situation actuelle ?

« Incontestablement, il apparaît indispensable de connaître le mal pour pouvoir le combattre efficacement et la conclusion logique de cette proposition doit être de poursuivre avec persévérance et par tous les moyens possibles l'inscription du trachôme sur la liste des maladies dont la déclaration est obligatoire.

« Faut-il, pour éloigner les causes premières du mal, avoir recours aux mesures prohibitives et aux expulsions dont l'exemple nous a été donné par le Canada et les États-Unis d'Amérique ? Sans aucun doute ces mesures seraient les seules dont l'efficacité se ferait immédiatement sentir ; et certes les arguments sentimentaux ne sont pas ici de mise, car la commisération qu'on pourrait avoir pour ces malheureux aurait pour premier résultat de frapper nos compatriotes sans apporter aux autres de soulagement sérieux. Mais il y a lieu de faire ici une distinction. Il serait vraiment draconien et peu conforme aux sentiments chevaleresques qui sont l'honneur de notre pays, de procéder à l'expulsion en masse de tous les étrangers granuleux ; il faut distinguer deux catégories :

« 1° Les émigrants nouveaux ;

2° Les émigrants anciens, ceux qui ont déjà élu domicile à Paris.

« Pour les premiers, il me paraît rationnel et possible
« d'imiter les Etats-Unis, c'est-à-dire d'empêcher l'immigration en France des granuleux en utilisant les procédés usités en Amérique, à savoir : une inspection sérieuse des émigrants, et le refus catégorique d'admettre en France les étrangers atteints du trachôme, en mettant à la charge des compagnies d'immigration les frais de leur rapatriement et en rendant responsable pécuniairement ces dernières des infractions à la loi.

« L'inspection devra être faite à la fois dans les ports et aux frontières terrestres ; les étrangers voyageant toujours par groupes cette surveillance sera facile.

« Pour la deuxième catégorie, il faudra les obliger à se soigner et au besoin les hospitaliser d'office en frappant d'expulsion ceux qui refuseraient de se soumettre à ces mesures mitigées qui auraient l'avantage d'associer l'intérêt personnel des malades, avec le souci de sauvegarder la santé de nos compatriotes ».

24 octobre 1910.

Signé : D^r DUBIEF.

Nous arrivons donc toujours aux mêmes conclusions, et comme le D^r Dubief, nous répéterons sans cesse : pas de surveillance aux frontières !

Tout le mal vient de là. Nous qui obligeons le Français à se faire vacciner ou revacciner au cours de sa première, de sa onzième et de sa vingt et unième année en application des dispositions prises par la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, nous ne demandons

aucune garantie à l'étranger qui vient résider en France ?

Aussi, lors de l'épidémie de variole de 1911, le D^r Duguet, dans un rapport à l'Académie de Médecine, rappelle-t-il avec juste raison, d'accord avec son collègue le D^r Guillaud, qu'il serait peut-être temps de discuter la proposition de loi déposée par M. Louis Martin, sénateur du Var, tendant à assurer la vaccination antivariolique des étrangers résidant en France.

A la même époque, au Conseil municipal de Paris, MM. Gent et Deslandres adressaient la même proposition aux pouvoirs publics.

Ce ne fut pas en vain, car le 5 novembre 1912, le Gouvernement a déposé un projet de loi tendant à compléter en ce qui concerne la vaccination :

D'une part, l'article 6 de la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique ;

Et d'autre part, l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1893 modifiée par la loi du 16 juillet 1912, relative au séjour des étrangers en France.

M. Doizy, député, fut chargé du rapport et le 29 janvier 1914 une épreuve fut distribuée à la Chambre : elle comporte trois articles :

Article premier.

L'article 6 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, est modifié comme suit :

« Art. 6. — La vaccination antivariolique est obligatoire
« au cours de la première année de la vie, ainsi que la
« revaccination au cours de la onzième et de la vingt-et-
« unième année.

« Les parents ou tuteurs sont tenus personnellement de
« l'exécution de la dite mesure.

« Toute personne, française ou étrangère, entrant ou
« rentrant en France pour y résider, doit justifier, si elle a
« plus de vingt-et-un ans, qu'elle a été vaccinée dans le
« cours de sa vingt-et-unième année ou à une date ulté-
« rieure ; si elle a de 11 à 21 ans, qu'elle a été vaccinée
« dans le cours de sa onzième année, ou à une date ulté-
« rieure. Faute de produire cette justification, elle devra se
« soumettre à la vaccination dans le délai de huitaine.

« Un règlement d'administration publique, rendu après
« avis de l'Académie de Médecine et du Comité consultatif
« d'Hygiène publique de France, fixera les mesures néces-
« sitées par l'application du présent article. »

Article 2.

L'article 1^{er} de la loi du 8 août 1893, modifié par l'article 9 de la loi du 16 juillet 1912 relative au séjour des étrangers en France, est modifié comme suit :

« Article 1^{er}. — Tout étranger non admis à domicile
« arrivant dans une commune pour y exercer une pro-
« fession, un commerce ou une industrie, devra faire au
« maire ou au commissaire de police délégué à cet
« effet par le maire, une déclaration de résidence en
« justifiant de son identité dans les huit jours de son
« arrivée.

« La déclaration de résidence doit être accompagnée
« d'un certificat établissant qu'il a satisfait aux obliga-
« tions prescrites par l'article 6 de la loi du 15 février
« 1912 en ce qui concerne la vaccination.

« Aucune déclaration ne pourra être accueillie par le
« maire ou le commissaire de police, si celui qui l'a
« faite ne justifie pas des pièces d'identité requises
« par le règlement d'Administration publique prévu ci-
« après.

« Il sera tenu à cet effet un registre d'immatriculation
« des étrangers, suivant la forme déterminée par un
« arrêté ministériel.

« Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant
« dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les
« mêmes droits.

« En cas de changement de commune, l'étranger fera
« viser son certificat d'immatriculation dans les deux
« jours de son arrivée à la mairie de sa nouvelle rési-
« dence ou du commissariat de police de sa nouvelle
« résidence. »

Article 3.

« Des règlements d'administration publique détermi-
« neront les conditions dans lesquelles la présente loi sera
« applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe,
« de la Martinique et de la Réunion. »

Souhaitons pour la santé publique, la prompte adoption
de ce projet de loi.

Souhaitons également la prompte discussion des pro-
jets de loi des D^{rs} Lachaud et Pujade, dont nous avons
parlé en tête de ce chapitre : une surveillance plus sérieuse
des immigrants et des voyageurs atteints de maladies
contagieuses. C'est en somme la conclusion du rapport du
D^r Dubief également cité.

Souhaitons la prompte démolition des îlots malsains du
quatrième arrondissement ; la percée de grandes voies et
la construction de maisons modernes dans les quartiers les
plus particulièrement atteints.

Nous aurons donné ainsi un commencement de sécu-
rité aux Français en général et aux Parisiens en parti-
culier !

§ 2. — MŒURS, CRIMINALITÉ, PAUPÉRISME
RÉPERCUSSION FINANCIÈRE

Cet indésirable qui passe si facilement notre frontière n'est pas seulement souvent dangereux pour la santé physique du pays, il l'est aussi bien souvent pour sa santé morale.

Les mœurs.

Paris a déjà la réputation, d'ailleurs imméritée, d'être une ville de plaisirs, aux mœurs dissolues, et dont la lie grossit tous les jours ! Mais pour être exact, il faudrait dire combien d'étrangers viennent se réfugier dans les bas-fonds de la capitale, combien se livrent à la débauche ou exercent des professions inavouables !

Ainsi la Préfecture de police a arrêté en 1910, 717 étrangères se livrant à la prostitution dans le département de la Seine. Sur ces 717 se trouvaient 188 insoumises et 3 vénériennes.

En 1911, 1.424 étrangères : 340 insoumises et 13 vénériennes.

68 hommes de nationalité étrangère ont été arrêtés en 1910 pour outrage aux mœurs, excitation de mineurs à la débauche, attentats à la pudeur, etc..., et 25 pour vagabondage spécial (souteneurs).

Depuis 1907, les Services des Recherches ont fait une chasse très active aux commerçants qui inondaient la capitale de photographies, de dessins, de gravures obscènes. Au cours de ces cinq dernières années, la plupart des marchands et fabricants furent successivement déférés aux Tribunaux. De sorte que ce commerce tel qu'il se pratiquait autrefois a presque entièrement disparu, mais en

revanche, les marchands installés à Barcelone, à Milan, en Allemagne et en Hollande, nous envoient tous les ans des courtiers spéciaux chargés d'écouler leur marchandise. Ces dernières années, 21 arrêtés d'expulsion ont été pris contre ces marchands étrangers ! Et néanmoins Paris a la triste renommée d'une ville aux mœurs faciles !

Les mêmes réflexions, les mêmes statistiques, pourraient être fournies au sujet de la traite des blanches. Combien de trafiquants étrangers sont recherchés ou arrêtés tous les ans dans le département de la Seine pour l'exercice de leur ignoble métier, ou pour trafic des actes de naissance de mineures, etc...

Mêmes réflexions pour les maisons de rendez-vous, les fumeries clandestines et les tripots.

La brigade spéciale des jeux a déféré depuis 1902 devant les tribunaux 138 tenanciers de cercle qui sous couvert d'associations et sous la protection de la loi de 1901, fondaient de véritables maisons de jeux, de véritables tripots. Ces cercles possèdent des rabatteurs, des racoleurs, la plupart étrangers (interprètes et courriers de grands hôtels, boursiers, etc...), devant lesquels on se trouve le plus souvent désarmé, car le fait de racolage doit être établi d'une façon précise ! Le meilleur procédé dans ce cas, c'est l'expulsion.

En fait, à Paris, il y a une douzaine d'expulsions par an pour infraction à la police des jeux. C'est relativement peu, par rapport au nombre considérable d'étrangers qui gravitent autour de ces cercles clandestins. Dans les villes d'eaux, ces individus sont encore plus nombreux et plus dangereux pour le joueur de bonne foi. Une vingtaine

d'expulsions par an sont demandées par la Sûreté générale contre eux !

Mais il serait désirable que ces arrêtés d'expulsions ne soient pas si souvent rapportés, et que des interventions politiques ou autres ne viennent pas entraver l'action administrative dans son œuvre d'assainissement.

Si nous sommes très sévères pour l'application de la loi du 2 juin 1891, qui ne tolère les paris aux courses qu'aux guichets du Paris-Mutuel, installés sur les hippodromes, il serait juste de l'être autant pour les marchands de pronostics étrangers, en France. Allemands pour la plupart, ils font une énorme publicité dans les journaux de leur pays d'origine, ils se donnent comme attachés dans les centres d'entraînement, font journellement l'envoi de renseignements par correspondance et reçoivent des paris. C'est souvent sur la plainte de leurs compatriotes que l'Administration est appelée à intervenir.

Les jeux de hasard, les jeux d'argent, sont défendus dans les établissements publics (ordonnance du 20 juillet 1894) ; cependant nombreux sont les étrangers qui ne tirent leurs moyens d'existence que du jeu, et qui tiennent leurs assises dans certains bars du quartier du Parc Royal (Allemands) et dans les débits de la rue des Ecoiffes, du Figuier, Eugène Sue et Simard. Dans ces derniers établissements, la clientèle est uniquement composée d'israélites et le jeu en faveur est le « faro. »

Pour ceux-là encore l'expulsion est trop rarement appliquée ; d'ailleurs les plaintes de leurs compatriotes sont plutôt rares.

Il y a également lieu de remarquer que jusqu'à présent la mesure d'expulsion n'est pas appliquée aux fabricants

d'appareils distributeurs de monnaie (1), la plupart du temps de provenance américaine, ces fabricants n'exploitant pas eux-mêmes.

En résumé, si l'on se montre particulièrement sévère pour les Français en matière de jeu, il serait bon de l'être également pour les étrangers et d'appliquer avec rigueur la loi de 1849. Il n'est vraiment pas nécessaire d'augmenter cette population interlope, inoccupée, peu intéressante et dont les ressources sont tirées de l'exploitation de ses semblables.

Criminalité proprement dite. — A l'examen de la statistique, on s'apercevrait également que les étrangers occupent une place des plus importantes non seulement parmi les criminels, mais encore parmi les simples condamnés correctionnels. Loin de nous du reste l'idée de juger la moralité des nations étrangères d'après les spécimens que nous avons sous les yeux ; on sait bien que les émigrants ne se recrutent pas en général parmi l'élite. Il faut donc reconnaître que leur départ constitue un sérieux avantage pour le pays qu'ils quittent, la criminalité s'y trouve diminuée dans de très notables proportions ainsi que les frais de justice, de police, etc... Par contre, la nôtre se trouve augmentée. Alors que les étrangers ne forment que les trois centièmes de notre population totale, on peut compter qu'ils représentent un seizième environ du nombre des condamnés pour crimes (Compte général de l'administration de la Justice criminelle en France et en Algérie, années 1894 et suivantes). Et encore, le Ministre de la Justice ne tient compte que des étrangers traduits

(1) L'Administration tolère l'appareil qui rend un jeton de consommation, mais prohibe ceux rendant l'argent.

devant les Cours d'assises et laisse de côté la foule innombrable des étrangers traduits devant les tribunaux correctionnels.

Il n'est pas rare de voir comparaître devant nos tribunaux des individus nés à l'étranger qui ont subi, six, sept condamnations dont deux ou trois pour être revenus en France contrairement à des arrêtés d'expulsion. On les a conduits à la frontière; le lendemain ils rentrent par une autre route sinon par la même! La qualité de la population étrangère qui envahit la France ne s'améliore pas, au contraire; le chiffre des étrangers traduits en Cour d'assises relativement à la masse de leurs compatriotes ne cesse de s'accroître. Le total des condamnés dépassait 20.000 il y a quelques années; d'après les statistiques fournies par le Ministère de la Justice, au cours de la dernière décade, on trouve à l'heure actuelle vingt condamnations pour mille étrangers!

A Paris, on a procédé :

En 1909 à l'arrestation de	2.182 étrangers		
En 1910	—	— 2.233	—
En 1911	—	— 2.595	—
En 1912	—	— 2.832	—

alors qu'on avait arrêté :

En 1909	21.642 Français	
En 1910	20.236	—
En 1911	23.993	— , etc...

1 étranger sur 10 Français arrêtés dans le Département de la Seine! La proportion est énorme!

Pour l'année 1910, par exemple, sur les 2.233 étrangers arrêtés, 265 avaient été déjà l'objet d'une mesure

d'expulsion du territoire français. Les arrestations furent motivées : pour délits contre l'ordre public (1.061), pour délits contre les personnes (156), pour délits contre les propriétés (914), pour délits contre les mœurs (68), pour motifs divers (34).

Tous ne furent pas poursuivis devant les tribunaux : 1.658 d'entre eux furent remis à la disposition de la Préfecture de police qui en fit placer 135 au dépôt de mendicité de Nanterre, 98 dans des patronages, 54 furent remis aux Consulats. Enfin 926 furent remis en liberté et les autres expulsés.

Sur 392 étrangers traduits devant la Cour d'assises de la Seine en 1910, 44 étaient de nationalité étrangère. 336 nouveaux arrêtés d'expulsion furent pris au cours de cette même année.

En 1911 : 466 sont poursuivis, 2.159 sont remis à la disposition de l'Administration et 425 nouveaux arrêtés d'expulsion ont été pris pour le département de la Seine.

En 1912 : 870 poursuivis, 1.962 remis à l'Administration et 480 nouveaux arrêts d'expulsion, etc..., etc...

Près de 1.800 enquêtes furent faites à la demande des polices étrangères et plus de 1.200 à la demande des Ambassades et des Consulats.

Sur 14.494 signalements anthropométriques relevés par le service d'identification judiciaire en 1910, on trouve 1.992 étrangers dont 832 récidivistes !

L'année suivante, le même service s'est aperçu que 347 étrangers avaient déjà été mesurés antérieurement sous un autre nom ! On peut ainsi apprécier la sincérité de la déclaration d'étrangers souscrite en vertu de la loi, si toutefois elle a été faite.

Tous ces chiffres ont leur éloquence et démontrent l'urgence d'une réglementation sévère.

Un de nos plus spirituels écrivains disait dernièrement :

« ... On arrête le voleur de la Joconde.

« — Tiens, c'est un Italien !

« On arrête un financier véreux.

« — Tiens, c'est un Autrichien !

« On arrête un dangereux malfaiteur.

« — Tiens, c'est un Polonais !

« Ou un Grec, ou un Chilien, ou un Moldovalaque.

« C'est même aussi quelquefois un Français très pur.

« Mais il est incontestable — la statistique en fait foi —
« que les chenapans d'origine exotique encombrant nos
« prisons.

« Ne serait-il pas absurde et monstrueux d'en conclure
« que tous les étrangers doivent être regardés comme
« ennemis à la mode antique ? Il y a de bons, il y a d'ex-
« cellents étrangers, qui contribuent à la prospérité de la
« France, mais il y en a d'autres qui sont le rebut de
« l'univers et le malheur est que nous n'avons à peu près
« aucun moyen de les distinguer si ce n'est quand il est
« trop tard ! »

Effectivement nous n'avons aucun moyen de les reconnaître et ni le décret de 1888 ni la loi de 1893 ne peuvent procurer le remède nécessaire.

La plupart des individus dangereux ne font pas leur déclaration d'étranger ou produisent un faux état civil. La Préfecture de police a relevé au cours d'une année (1912) 1.854 infractions contre des étrangers n'ayant pas souscrit leur déclaration ; 426 ont été poursuivis (25 pour infraction au décret de 1888, 283 pour infraction

à la loi de 1893 et 110 pour infraction à l'article de la même loi concernant la responsabilité des employeurs).

Les procès-verbaux sont envoyés au Parquet. La plupart du temps, d'ailleurs, les inculpés sont condamnés par défaut et l'amende n'est pas recouvrée, car ils sont insolvables. De plus, nous l'avons déjà dit, ils n'en effectuent pas davantage la déclaration prescrite, mais alors ils ne peuvent plus être poursuivis : *non bis in idem* !

Devant cette inefficacité de la loi, le Parquet ces temps derniers ne donnait plus de suite aux procès-verbaux ; depuis quelques mois, cependant, il est juste de constater qu'un revirement s'est produit dans l'esprit des juges et des séances tout entières sont consacrées à l'examen de ces procès-verbaux. Ainsi, le 11 septembre 1913, dans une seule audience, le Tribunal correctionnel de la Seine a condamné, par défaut, 12 étrangers à 50 francs d'amende.

A la même époque, la 11^e chambre correctionnelle, dans sa séance du jeudi, avait à statuer sur 10 affaires concernant toutes des étrangers, 3 pour vol et 2 pour port d'armes prohibées.

A Montmédy, le 26 août 1913, l'audience du tribunal correctionnel fut entièrement consacrée à des étrangers : 13 furent condamnés pour coups et blessures, 2 pour vol de récoltes, 3 pour vagabondage, 2 pour infraction à la loi sur les étrangers !

Tout dernièrement, le 30 janvier 1914, aux assises de Montpellier, l'avocat général Mendès, dans le procès des romanichels de Lunel, demandait au jury de frapper les néfastes étrangers et s'écriait : « Ils ne sont pas de ceux
« que la France reçoit si généreusement et qui, en
« échange de notre hospitalité, apportent au labeur national l'appoint de leur propre travail. Etrangers, ils le

« sont dans tous les pays du monde ! Et parce qu'ils
« n'appartiennent à aucune patrie, ils furent, ils seront
« toujours les ennemis de tout ordre social. »

Voilà le cri d'alarme général !... Mais comment y répondre ? Se montrer très sévère à l'entrée comme aux États-Unis ? D'abord notre situation géographique s'y prête moins facilement ; puis, notre tempérament, nos mœurs n'admettent pas cette sorte d'inquisition ! On acceptera bien une barrière à l'entrée pour sauvegarder l'hygiène, la santé publique ; on admettra bien de nouvelles mesures administratives pour obliger tous les étrangers à effectuer leur déclaration et à fournir un état civil des plus précis, mais on admettra difficilement que des mesures d'exception soient prises à l'égard de tel individu simplement suspect alors qu'il n'a encore commis aucun méfait sur le territoire national !

La loi du 16 juillet 1912, est bien une mesure d'exception, mais elle ne concerne pas seulement les nomades étrangers, elle concerne *tous les nomades* et puis les formalités d'immatriculation, de mensuration, si compliquées qu'elles soient, ne sont pas excessives. Nous ne pensons pas, en résumé, qu'il faille imposer, à l'entrée, des mesures rigoureuses, mais il est nécessaire d'obtenir des pouvoirs publics des moyens permettant de suivre l'étranger dès qu'il a mis le pied sur le territoire français ! La loi de 1893, modifiée par celle du 16 juillet 1912, oblige bien l'étranger à faire viser son changement de résidence, mais d'une part, tous les étrangers ne sont pas soumis à la loi de 1893, et d'autre part, la déclaration du changement de résidence n'est obligatoire que pour un déplacement d'une commune à une autre commune : elle n'est pas exigée en cas de changement à l'intérieur d'une grande

ville. Ainsi, comme nous l'avons dit au début de ce travail, l'étranger qui quitte Grenelle pour Charonne, n'est astreint à aucune formalité... et sa trace est perdue! Le moyen unique, le plus efficace en tout cas, pour suivre l'étranger en France consiste dans la création d'un registre de population à l'instar de celui qui existe dans certains pays comme la Belgique, l'Allemagne, etc... Le Conseil municipal de Paris l'a maintes fois réclamé (1), des projets de loi ont été déposés à la Chambre, en vue de son institution, aucun n'a abouti encore. Cependant, en fait, la France possède un véritable registre de population pour les honnêtes gens : ce sont les listes électorales que peuvent consulter tous les citoyens. Seuls, les malfaiteurs et les étrangers échappent à ce moyen de contrôle et c'est eux seuls que pourrait gêner l'établissement d'un registre de population. La tenue de ce registre permettrait de suivre exactement la trace des étrangers en France ; ainsi nous connaîtrions mieux ceux d'entre eux qui sont dangereux et nous pourrions nous en débarrasser, car il faut en venir là. Actuellement, l'expulsion n'est pas toujours appliquée et nous conservons, chez nous, de mauvais éléments! Pourquoi? Pourquoi encombrer nos prisons? Pourquoi n'avoir procédé qu'à :

4.088 expulsions en 1910 pour toute la France

5.039 — 1911 —

5.144 — 1912 —

alors que le chiffre des étrangers condamnés dépasse le plus souvent 20.000 par an ?

Certes, toute condamnation ne doit pas entraîner néces-

(1) Voir proposition Gent et rapport Massard (procès-verbaux du Conseil municipal de Paris, 1909, 1910, 1913).

sairement l'expulsion, mais après un certain nombre de condamnations, l'étranger devrait être expulsé de plein droit. Il faudrait qu'à côté de l'expulsion administrative existât une sorte d'expulsion judiciaire que le juge appliquerait comme corollaire de la peine tout comme se prononce l'interdiction de séjour ou la relégation.

Sans doute, l'Administration préfectorale sollicite du Ministre de l'Intérieur l'expulsion des individus ayant encouru certaines condamnations, mais son intervention demeure souvent sans résultat. L'arrêté d'expulsion peut pour certaines raisons être refusé ou retardé, d'autant plus que les crédits sont restreints et que l'exécution de la mesure occasionne toujours des dépenses (déplacements, inspection, secours de route, etc...). La transformation de l'expulsion en peine accessoire (car nous le répétons, actuellement l'expulsion n'est pas une peine, c'est une mesure administrative préventive) exercerait certainement une influence heureuse sur la solution de la question.

Il faudrait également frapper d'une sanction plus sévère l'infraction à un arrêté d'expulsion. L'expulsé qui rentre en France en contravention n'est passible que de quelques mois de prison. La peine ne l'effraie guère, aussi voyons-nous le même individu rentrer trois, quatre fois sur notre territoire, après avoir été expulsé autant de fois. On peut effectivement lui appliquer les peines de la récidive, voire la relégation, mais la relégation coûte cher et n'est prononcée que très rarement.

Si l'expulsé de droit commun s'exposait au risque de la relégation en rentrant en France, les réfractaires aux arrêtés d'expulsion seraient bien moins nombreux.

Il y aurait également lieu de créer une sorte d'Union Internationale, comme il en existe pour les Postes, pour

la monnaie, contre l'emploi de la céruse, pour l'échange des casiers judiciaires, fiches, états civils, renseignements concernant les malfaiteurs de tous pays. Nous sommes déjà entrés dans cette voie avec certains Etats comme l'Autriche.

L'extension de cette mesure est à souhaiter entre tous les pays civilisés !

Tels sont en somme les moyens pratiques que nous pourrions prendre pour arrêter le développement de la criminalité étrangère en France.

Paupérisme. — Répercussion financière.

En enrayant la criminalité étrangère, on dégrèverait du même coup les budgets de l'Etat et des Communes, car en fin de compte, tout cela se solde par des augmentations de crédit pour la justice, pour la police, pour l'entretien, etc...

Or, les budgets sont déjà grevés par le chapitre « Assistance publique ». On ne fera jamais trop pour ce chapitre là, et nous supportons tous sans murmurer les dépenses de ce chef — cela est incontestable — mais il faut cependant encore remarquer que nous dépensons beaucoup pour la population étrangère, qui bénéficie dans une large proportion, de nos établissements hospitaliers et de nos œuvres charitables !

La France qui — à l'encontre de beaucoup de pays européens — reçoit les émigrants sans leur demander ni contrôler leurs moyens d'existence, voit du même coup accroître sa population misérable.

Laissera-t-on cette population sans secours ? Peut-on demeurer insensible à la misère de ces pauvres ? Hélas ! Non.

Si nous n'allons pas jusqu'à les admettre complètement à profiter de la loi sur l'Assistance obligatoire des vieillards et des infirmes, si nous exigeons la qualité de français pour le placement dans les maisons de retraite, par contre nous ouvrons largement les portes de nos hôpitaux, nos bureaux de bienfaisance, à cette population étrangère. Et nous n'avons qu'à nous en féliciter. La France ne doit pas se laisser surpasser dans le domaine de la charité. D'ailleurs la plupart des États ont passé des traités de réciprocité, soit pour l'Assistance médicale (1), soit sur les questions de travail. Pour la première fois en 1904, un traité fut signé entre la France et l'Italie, facilitant aux ouvriers italiens établis sur notre sol, la jouissance des titres de retraite ou d'épargne et mettant en différents points la législation italienne du travail en harmonie avec la nôtre. Bien d'autres ont été signés depuis. La plupart des étrangers peuvent bénéficier de notre loi sur les accidents du travail et peuvent verser aux caisses des retraites ouvrières (jusqu'à 50 ans, dernière limite pour la naturalisation, ils ne bénéficient pas de la part de l'Etat, tant qu'ils sont étrangers).

Mais le Français qui s'expatrie peu, ne profite guère des avantages que lui assurent les traités de réciprocité : il donne plus qu'il ne reçoit. Aussi est-ce plutôt par raison d'humanité que nous tenons à secourir largement la population misérable que nous recevons chaque jour.

(1) La loi du 15 juillet 1899 sur l'organisation de l'assistance médicale porte dans son article premier *in fine* que « les étrangers malades, privés de ressources, seront assimilés aux Français toutes les fois que le Gouvernement aura passé un traité d'assistance réciproque avec leur nature d'origine. » Voilà le point de droit. En fait, l'assistance médicale n'est jamais refusée.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas se dissimuler que c'est une lourde charge pour nos budgets municipaux.

Comme toujours la Ville de Paris est particulièrement atteinte.

Si nous prenons une année au hasard (1911), par exemple, nous trouvons 15.998 étrangers soignés dans nos hôpitaux, à titre gratuit, se répartissant ainsi (1).

(1) Nom de l'Hôpital	Nombre de malades étrangers traités	Nombre de journées	
		Médecine	Chirurgie
Hôtel-Dieu.....	1.084	11.717	7.135
Pitié.....	660	5.940	2.658
Charité.....	807	10.080	7.353
Saint-Antoine.....	1.744	17.673	9.731
Necker.....	328	2.114	3.087
Cochin (et Cochin an- nexe).....	1.163	12.307	8.484
Beaujon.....	859	5.974	6.209
Lariboisière.....	2.385	32.308	27.199
Tenon.....	1.283	18.406	8.916
Laënnec.....	465	7.895	2.967
Bichat.....	171	1.435	1.356
Broussais.....	240	3.886	1.677
Saint-Louis (et annexe Grancher).....	1.660	25.917	15.807
Broca.....	143	2.189	1.842
Maternité.....	369	»	4.506
Baudelocque.....	121	»	1.265
Tarnier.....	204	»	2.854
Claude Bernard.....	228	3.968	»
Andral.....	356	9.193	»
Bastion 39.....	253	2.870	»
Enfants-Malades.....	74	899	898
Trousseau.....	893	6.024	7.038
Bretonneau.....	227	2.255	1.002
Hérolt.....	275	3.369	»
Enfants-Assistés.....	5	2	231
	<u>15.998</u>	<u>186.415</u>	<u>121.815</u>

La même année 2.099 étrangers furent admis dans nos asiles de nuit. En voici la répartition :

VILLE DE PARIS

Personnes admises en 1911 dans les refuges et asiles

	Refuge Nicolas Fianet	Refuge Benoît Malon	Asile Lédu-Rol in	Asile Pauline Rolland	Asile Georges Sand	Asile Michelet	TOTAL général	
							Hommes	Femmes
Français	9.690	11.300					20.990	
Etrangers	770	1.426					1.896	
TOTAUX...	10.460	12.426						
Françaises			841	611	1.839	1.941		5.232
Etrangères			71	44	34	54		203
TOTAUX...			912	655	1.873	1.995	22.886	5.435
							28.321	
						Dont	2.099	
							étrangers	

Sur ce tableau ne figure pas l'Asile Léo Delibes pour les enfants (de quinze mois à 5 ans). Beaucoup de parents étrangers y placent momentanément leurs enfants.

Même question pour les asiles d'aliénés. Les individus d'origine étrangère recueillis dans les asiles d'aliénés du département de la Seine sont en nombre considérable et ce chiffre s'accroît chaque année. Les frais occasionnés par le traitement de ces malades deviendraient très onéreux pour les finances du département si les intéressés devaient séjourner indéfiniment dans les asiles. Aussi quand faire se peut, quand les accords internationaux le permettent, les aliénés étrangers sont renvoyés dans leurs pays d'origine.

De même, les bureaux de bienfaisance (1) distribuent à des étrangers 10 à 12 % des secours de l'Assistance publique, et parfois le pourcentage s'élève singulièrement : en 1912 les deux tiers des secours d'accouchement attribués par le Bureau de Bienfaisance du 4^e arrondissement ; — en 1913, dans le troisième, 96 réquisitions du servi ce médical de nuit (gratuit) furent faites par des étrangers sur 594 demandes. Il serait facile de continuer cette énumération.

En regard de toutes ces charges, la Ville de Paris ne perçoit que 0 fr. 75 pour droit d'expédition par déclaration — ce qui ne couvre pas même les frais de service !

Voici le tableau des recettes de ce chef, durant ces dix dernières années :

ANNÉES	NOMBRE de déclarations à la loi du 8 août 1893.	DROIT de timbre.		DROIT d'expédition.		ENSEMBLE	
		Part de l'Etat.		Part de la Ville.			
		fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.
1902.....	13.824	23.821	20	9 193	70	33.014	90
1903.....	13.263	23.873	40	9 219	35	33.092	75
1904.....	12.784	23.011	20	8.810	30	31.921	50
1905.....	13.519	24.334	20	9.434	25	33.798	45
1906.....	16.672	30.009	60	11 512	70	41.522	30
1907.....	16.401	29.521	80	11.307	35	40.829	15
1908.....	16.733	30.119	40	11.614	25	41.733	65
1909.....	17.881	32 185	80	12.307	20	44.493	»
1910.....	20.617	37.110	60	13.120	35	51.230	95
1911.....	23.258	41.864	40	15.923	55	57.787	95

(1) D'après la Commission administrative qui les régit, en vertu de l'article 6 du décret du 13 avril 1861, les bureaux de bienfaisance ont liberté absolue de comprendre ou d'exclure les étrangers, lors de la répartition des secours.

Pendant le même laps de temps, nous trouvons inscrite au budget de la Préfecture de police, une somme de 75.000 francs pour le fonctionnement du Service des étrangers !

Si la Ville de Paris retire quelque avantage des riches étrangers de passage dans la capitale, par contre, les petites communes de nos départements frontières n'héritent que de charges supplémentaires et arrivent difficilement à boucler leur budget.

La conclusion qui s'impose, c'est le relèvement des droits d'immatriculation : l'étranger riche accepterait très volontiers le paiement d'une légère redevance, en retour des multiples avantages que la France procure à ses compatriotes dans le malheur.

TROISIÈME PARTIE

Législation comparée

Alors que la France hésite, au nom de la liberté, à prendre certaines mesures de police à l'égard des indésirables de toutes sortes qui franchissent quotidiennement nos frontières, les autres Etats s'entourent, pour la plupart, de sévères mesures de protection. Il n'est pas jusqu'aux pays réputés comme libéraux, les Etats-Unis, l'Angleterre, le Canada, qui n'aient éprouvé le pressant besoin de réglementer l'accès de leur territoire, avec les précautions minutieuses que permet leur situation géographique.

D'autres nations ont conservé l'antique barrière à l'entrée, par la formalité du passeport.

Enfin les Etats qui pratiquent comme nous le régime de la porte ouverte disposent de moyens de contrôle assez précis pour connaître et suivre l'étranger et l'empêcher au besoin de troubler la tranquillité du territoire.

§ 1^{er}. — PAYS QUI METTENT A L'IMMIGRATION DES CONDITIONS
RESTRICTIVES

États-Unis et Canada.

L'immigration aux États-Unis peut être considérée comme le type du genre. Il en est de même au Canada.

Dans la pratique, les étrangers qui désirent se rendre dans l'Amérique du Nord peuvent se renseigner sur les obligations auxquelles ils doivent se conformer, en s'adressant au bureau de la Compagnie de Navigation Transatlantique à laquelle ils vont recourir. Ces Compagnies, en effet, sont tenues de ramener à leur port d'origine les émigrants refusés comme « non désirables ».

On comprend donc qu'elles apportent la plus grande attention à se tenir au courant de toutes les prescriptions et à ne pas s'embarrasser de passagers qu'elles pourraient avoir à rapatrier à leurs frais.

Entre autres, les actes du Congrès du 3 mars 1873, du 26 février 1885, du 23 février 1887, du 3 mars 1891, du 3 mars 1893, du 3 mars 1903 et du 20 février 1907 ont réglé minutieusement la question de l'émigration.

Les deux points capitaux de cette législation sont l'exclusion, d'une part, de tous émigrants qui, pour des raisons physiques ou pour des causes politiques, sont « non désirables », et, d'autre part, de ceux qui pourraient par leur concurrence nuire à la main-d'œuvre nationale.

Dans la première catégorie, rentrent les aliénés, les indigents et toutes autres personnes qui pourraient être à charge à l'État, les individus atteints de certaines maladies répugnantes ou contagieuses, les polygames, enfin les condamnés à une peine afflictive ou infamante ; mais

aucun texte ne permet de refuser l'admission à raison d'une condamnation pour délit purement politique et ne portant pas atteinte à l'honneur ou à la morale, si les intéressés remplissent par ailleurs les conditions de l'admission.

Les étrangers à qui l'admission est refusée sont réembarqués pour leur pays d'origine aux frais du navire qui les a amenés.

Mentionnons encore qu'un étranger sujet à la déportation peut être arrêté à toute époque pendant un délai de 3 ans à partir de son entrée aux États-Unis.

La seconde préoccupation du législateur, celle de protéger le travail national, l'a amené à exiger que tous ceux qui entrent sur le territoire soient libres d'engagements quelconques.

Si, en effet, ils pouvaient être, dès avant leur arrivée, obligés d'accepter des réductions de salaires ou une durée de contrat déterminée, ils se trouveraient placés dans des conditions désavantageuses.

Le salaire qui leur serait promis pourrait être inférieur au taux moyen de celui des États-Unis, et les ouvriers américains auraient à subir une concurrence désavantageuse. La loi est extrêmement sévère à cet égard. Les contrats de travail, conclus à l'étranger pour recevoir leur exécution en Amérique, sont radicalement nuls. Quiconque pousse des étrangers à s'engager par de telles conventions est frappé d'une amende de 4.000 dollars. Les ouvriers étrangers exclus d'Amérique pour ce motif sont renvoyés à leur port d'origine, aux frais du navire qui les a amenés, et alors même que ces ouvriers ont débarqué et que des dépenses ont été engagées soit à raison des formalités d'examen, soit pour toute autre cause, les frais de leur

séjour à terre sont également mis à la charge du navire.

Il y a quelques exceptions à cette règle. Les professeurs des Universités, les conférenciers, les artistes, lyriques, dramatiques et autres, ainsi que toutes personnes exerçant des professions libérales, les secrétaires particuliers, les serviteurs, domestiques attachés à la personne, etc... ont le droit de pénétrer sur le territoire, même si leur engagement a été passé à l'étranger. De même en ce qui concerne les nouvelles industries qui ne sont pas encore établies aux États-Unis, la loi comporte une exception en faveur des ouvriers de métier engagés en vertu d'un contrat de travail passé à l'étranger. La loi du 20 février 1907 a même été jusqu'à déclarer que les ouvriers d'art peuvent pénétrer aux États-Unis à la condition qu'il n'existe pas aux États-Unis d'ouvriers de même métier sans emploi.

Une remarque pratique s'impose. On ne saurait oublier que ce n'est pas tout d'arriver à New-York ; il faut en sortir au plus vite ; les autres régions de l'Amérique étant moins encombrées de travailleurs de toute espèce.

De plus, l'homme, fût-ce un artisan expérimenté, qui n'a pas en débarquant un pécule de quelques centaines de francs pour faire face à ses premières dépenses, sera presque fatalement exposé à de dures épreuves.

C'est pourquoi les lois américaines exigent que chaque immigrant ait en poche une somme d'argent de 50 dollars (250 fr.) avant de l'autoriser à débarquer.

Les personnes qui se rendent de France en Amérique ont à répondre à un certain nombre de questions posées par le Service de l'immigration. Aussi les compagnies de navigation responsables du transport des personnes « non

désirables » soumettent-elles à leurs passagers des questionnaires rédigés dans les termes suivants :

« Je, soussigné, certifie que j'ai répondu sincèrement
« aux questions qui m'ont été posées, dans une langue
« que j'ai comprise. Mes réponses sont celles qui figurent
« ci-dessous. Je certifie en outre que l'on m'a soumis le
« texte de la loi des États-Unis du 3 mars 1901 et des lois
« subséquentes relatives à l'immigration et que l'on a
« attiré mon attention sur leurs dispositions avant de me
« délivrer mon billet de passage. »

Les principales questions auxquelles il faut répondre sont les suivantes :

- « Quels sont vos nom et prénoms ?
- « Quel est votre âge, votre sexe, êtes-vous marié ou
« célibataire ?
- « Quels sont vos titres ou votre profession ?
- « Savez-vous lire ? savez-vous écrire ?
- « Quelle est votre nationalité, votre race, le peuple
« auquel vous appartenez, votre dernière résidence (pro-
« vince, ville, village, adresse au complet) et la durée de
« cette résidence ?
- « Votre destination finale (État ou ville) ?
- « Avez-vous pris un billet pour cette destination
« finale ?
- « Par qui votre passage a-t-il été payé ?
- « Êtes-vous en possession de 50 dollars ?
- « Si vous ne les avez pas, quelle somme avez-vous ?
- « Avez-vous déjà été aux États-Unis ? Dans l'affirma-
« tive, date et lieu de votre séjour ?
- « Allez-vous rejoindre un parent ou un ami, et dans
« ce cas, donnez au complet ses nom et adresse.

« Avez-vous jamais été en prison ? ou hospitalisé ? ou
« dans une maison d'aliénés ? ou dans un asile de cha-
« rité ? dans l'affirmative, indiquez les établissements ?

« Êtes-vous polygame ?

« Êtes-vous anarchiste ?

« Venez-vous en raison d'un travail à faire, d'une sol-
« licitation, d'une promesse ou d'une convention expresse
« ou implicite, en vue de vous procurer du travail aux
« États-Unis ?

« Quel est votre condition de santé mentale et phy-
« sique ?

« Êtes-vous déformé ou estropié ? nature, date d'ori-
« gine et cause de l'infirmité ?

Aux termes de l'article 12 de la loi du 20 février 1907, tout étranger débarquant dans l'un des ports des États-Unis doit répondre, d'une façon satisfaisante et sous peine d'expulsion, aux questions ci-dessus.

Dans les ports anglais, ces questionnaires sont complétés par une dernière question, ainsi conçue :

« Si vous n'êtes pas de nationalité britannique et si
« vous n'êtes pas déjà résidant dans le Royaume-Uni,
« faites connaître le port par lequel vous êtes arrivé
« dans le Royaume-Uni ? »

On n'exige pas de passeport pour l'entrée aux États-Unis.

La loi du 20 février 1907 oblige tout immigrant à payer une taxe de 4 dollars (20 francs).

Cet impôt ne doit pas entrer dans la somme de 250 francs mentionnée plus haut, qui est destinée à lui permettre de commencer à gagner sa vie sans l'assistance

du Gouvernement et dont il doit justifier à son arrivée aux Etats-Unis.

Angleterre.

Tout comme les Etats-Unis, tout comme le Canada, l'Angleterre est venue restreindre par une loi en 1905 (1), la trop grande liberté qu'elle offrait aux étrangers. Cette loi a pour but d'empêcher soit l'admission des « non désirables », soit leur expulsion dans certains cas, et surtout d'écarter les étrangers qui pourraient devenir une charge pour le public. Les mesures qui interdisent le débarquement en Angleterre visent seulement la classe d'étrangers la plus pauvre; elles ne s'appliquent qu'aux passagers de pont. Un riche étranger, entrant en Angleterre comme voyageur de première classe, échappe par ce fait aux dispositions de la loi. Les mesures relatives à l'expulsion ne s'appliquent pas nécessairement à la même classe d'individus; un riche étranger qui se met dans le cas d'être expulsé peut être renvoyé d'Angleterre, tout comme l'étranger trouvé en état de vagabondage et sans moyen de subsistance. D'après cette loi, un étranger passager de pont sur un navire qui amène en Angleterre plus de douze étrangers voyageant dans les mêmes conditions, ne peut débarquer s'il entre dans une des catégories « d'immigrants non désirables. » Font partie de cette classe : *a)* ceux qui n'ont pas de moyens d'existence; *b)* ceux que leur état d'incapacité physique destine à tomber à la charge du public; *c)* les condamnés de droit commun; *d)* les expulsés. Les réfugiés politiques et les immigrants fuyant la persécution religieuse peuvent, s'ils font partie de la première catégorie, invoquer le droit

(1) Aliens Act, 1905.

d'asile et échapper aux dispositions de la loi. Il en est de même pour les étrangers fuyant un pays agité par des troubles politiques.

Ce sont là des mesures de précaution ayant avant tout pour but d'enrayer les progrès du paupérisme en Angleterre.

§ 2. — LES PAYS A PASSEPORTS

Certains pays exigent encore le passeport, notamment la Russie, la Turquie d'Europe et d'Asie, la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie, la Perse, la Colombie, le Vénézuéla.

Russie.

Dans l'empire russe, la législation sur les étrangers varie suivant les provinces. En général, l'étranger doit être muni d'un passeport qu'il échange après six mois contre un permis de séjour valable pour une certaine période, à l'expiration de laquelle le permis doit être renouvelé sous peine d'amende. Le Gouvernement jouit enfin d'un droit d'expulsion absolument illimité. Pour quitter la Russie l'étranger doit obtenir le visa de la police locale dans les grandes villes ou du gouverneur de la province dans les autres localités.

Turquie.

En Turquie, l'étranger est tenu de solliciter une carte de séjour dans les six mois de son arrivée; le passeport est rigoureusement exigé.

Roumanie.

En Roumanie, l'étranger doit, dans les dix jours de son arrivée, se munir d'une carte de séjour qui lui est

délivrée par la police ou l'administration locale. Le passeport est exigé.

Serbie.

L'étranger doit être muni obligatoirement du passeport. Les hôteliers et les loueurs sont tenus de déclarer à la police locale les étrangers arrivés chez eux.

Enfin, certains pays dans lesquels la formalité du passeport est tombée en désuétude peuvent la rétablir aux périodes de troubles, notamment le Portugal qui ces temps derniers exigeait le passeport pour l'arrivée par mer. De même, l'Autriche-Hongrie au moment de la guerre balkanique exigeait un passeport pour l'étranger qui devait traverser son territoire et se rendre en Serbie.

§ 3. — PAYS D'ACCÈS LIBRE

Allemagne.

De par sa position géographique, il serait difficile à l'Allemagne d'ouvrir ou de fermer la porte aux étrangers comme cela se pratique en Angleterre ou aux Etats-Unis. La formalité du passeport n'est pas obligatoire, mais l'empire germanique possède un admirable moyen de contrôle grâce au registre de la population. Ce système de recensement quotidien fonctionnant presque automatiquement et constamment mis à jour, s'étend à *toute la population* qui réside sur le territoire. Il permet donc de connaître et de suivre pas à pas l'étranger dans ses différents déplacements.

L'arrivée de tout nouveau venu à Berlin doit être déclarée au bureau de police de son quartier dans les vingt-quatre heures; de plus l'arrivant doit, dans un délai de

trois jours, effectuer personnellement ou par écrit une nouvelle déclaration de résidence.

Quant à la taxe particulière qui frappe les ouvriers, elle est établie sur toute une catégorie d'étrangers, la plus importante à surveiller : la loi prussienne du 3 juillet 1876, institue en effet un impôt sur les métiers ambulants exercés par les étrangers (*Gewerbebetriebe im Umherziehen*). Cette loi édicte la nécessité d'une autorisation pour les marchands forains et impose une taxe ordinaire et annuelle de 48 marks (60 francs) pouvant être portée à 72 et à 144 marks pour des professions très lucratives. L'article 14 de la loi va même jusqu'à élever à huit fois le taux normal de l'impôt à percevoir sur les ressortissants d'un pays où les marchands ambulants prussiens sont moins bien traités que les nationaux et plus mal que les autres étrangers. Cette loi est venue compléter les dispositions précédemment en vigueur et elle a mis la législation fiscale sur ce point en harmonie avec la loi de l'Empire sur l'exercice des métiers (*Gewerbeordnung*) du 24 juin 1869. La Bavière a été placée sous un régime analogue par une loi du 10 mars 1879 et l'Alsace-Lorraine par une loi du 14 mars 1877. En Saxe, les étrangers résidents sont assujettis à l'impôt personnel sur le revenu (loi du 20 novembre 1874) (*Gewerbe und Personalsteuer*).

Suisse.

Les ouvriers étrangers sont soumis au double système du « permis de séjour » pour les courtes résidences, entraînant la perception d'un droit dont le montant varie de canton à canton, et du « permis d'établissement » qui suppose l'intention de se fixer pour un temps plus long (loi du 10 mars 1879). De toutes façons, pour s'établir sur

le territoire de la Confédération, il faut demander l'autorisation, dire qui l'on est, ce que l'on veut.

A Genève, par exemple, le permis de séjour donne lieu à la perception d'un droit de 4 fr. 50 par an et par tête. Le permis d'établissement coûte 6 francs.

La gendarmerie fait ordinairement preuve de vigilance dans la surveillance des individus suspects et l'expulsion est assez facilement pratiquée.

Danemark.

Les ouvriers étrangers sont tenus, en vertu de la loi du 15 mars 1875, de se munir lors de leur arrivée dans le royaume, d'un livret de séjour (ophaldsborg). Le droit fiscal auquel est assujettie la délivrance du permis est d'environ 0 fr. 35. Le territoire est interdit aux bateleurs et musiciens ambulants (loi du 15 mars 1875).

Le Danemark possède un registre de population. Tout étranger sans distinction doit justifier de sa nationalité et de son identité.

Suède et Norvège.

Tout étranger commerçant ou industriel est tenu de demander un permis de séjour que les autorités sont libres de révoquer; le postulant doit fournir une caution (loi du 27 juin 1879).

Il existe un registre de population.

Portugal.

En vertu de la loi du 17 juin 1871, tout étranger est tenu de se présenter dans les 48 heures de son arrivée au Gouvernement civil du lieu où il arrive pour y recevoir un permis de séjour. Ce permis consiste dans le visa appliqué par l'autorité locale sur le certificat de

nationalité délivré par le Consul dans la localité. Ce permis n'est valable que pour un an et l'étranger qui a négligé soit de le prendre, soit de le renouveler, est passible d'une amende de 11 à 27 francs. Au bout de cinq ans de résidence, le dernier permis de séjour autorise la résidence permanente. La taxe afférente à la délivrance du permis est variable suivant la durée du séjour. Elle n'est, paraît-il, que très rarement exigée des Français.

Pays-Bas.

Aux termes de la loi néerlandaise du 13 août 1849, les étrangers sont tenus de se munir auprès de la police locale d'un permis de séjour délivré sur la présentation de pièces d'identité.

Ce certificat est renouvelable tous les trois mois.

A Amsterdam il existe un véritable palais consacré à la tenue du registre de population.

Autriche-Hongrie.

L'étranger doit pouvoir justifier de son identité. Les hôteliers et les logeurs doivent déclarer les étrangers qu'ils hébergent.

L'Empire possède le registre de population.

Grand Duché de Luxembourg.

Des papiers de légitimation en règle sont exigés de l'étranger par l'autorité locale ; il faut également faire la preuve de ses moyens d'existence (loi du 4 juillet 1843). L'étranger en défaut peut être arrêté ou expulsé.

Espagne, Belgique, Italie.

La législation de ces pays se rapproche sensiblement de la nôtre : les ouvriers français sont traités absolument

comme les nationaux. L'étranger doit seulement justifier de son identité et de sa nationalité.

Il est cependant à remarquer que la Belgique et l'Italie possèdent également le registre de population. Cette institution leur rend de très importants services.

C'est sans doute parce que le Français trouve les lois de son pays plus douces que celles des autres nations qu'il émigre peu. Ceux de nos compatriotes qui quittent le sol natal sont d'une classe plus élevée que l'étranger qui s'établit chez nous.

L'émigration française ne procède pas par groupes, par agglomération ; elle est plutôt individuelle, isolée, éparse. Elle n'est point à proprement parler agricole ou colonisatrice. Le Français qui s'expatrie va surtout à l'étranger pour y fonder un commerce, une industrie, pour y enseigner ou diriger des travaux.

Alors que Paris renferme plus de 32.000 Allemands, les dernières statistiques ne relèvent que 600 Français à Berlin.

Il sera donc utile de ne pas trop agiter le spectre des représailles lorsqu'il s'agira de prendre des mesures de défense contre l'invasion étrangère en France.

QUATRIÈME PARTIE

Conclusion

Cette longue étude démontre suffisamment, nous l'espérons, le péril que l'immigration étrangère toujours croissante fait courir à notre pays, au triple point de vue politique, économique et social. Cette critique resterait incomplète si nous n'indiquions les remèdes qu'il semble convenable, nécessaire même d'apporter à cette crise.

Nous l'avons vu, notre législation actuelle, tout en ayant édicté, sous la pression des événements, une série de prescriptions que l'opinion publique l'a peu à peu amenée à renforcer, reste encore manifestement incomplète : il suffirait cependant à notre avis de quelques modifications de détail pour lui assurer l'efficacité qui lui fait défaut.

D'autre part, il est incontestable que des mesures s'imposent tendant à nous défendre sur tous les terrains, à protéger notre main d'œuvre nationale, notre santé, notre sécurité, l'esprit français même; à obvier aux inconvénients constatés et à utiliser dans la mesure du possible la libre immigration de l'étranger. Maintes solutions ont été déjà

préconisées et discutées ou sont encore à l'étude (1) : il convient d'indiquer celles d'entre elles qui répondent le mieux aux desiderata exposés dans le cours de ce travail.

De là deux groupes de réformes possibles :

1° Modifications à la législation actuelle, immédiatement réalisables ;

2° Mesures nouvelles à prendre pour l'avenir.

1° Tout d'abord le décret du 2 octobre 1888 paraît pouvoir sans difficulté aucune être abrogé. Nous avons vu dans l'exposé de la législation actuelle que l'objet du décret semble ne pas être le même que celui de la loi du 8 août 1893, puisque le premier a pour but de dénombrer et d'identifier tous les étrangers en général, tandis que la loi de 1893 s'applique simplement aux salariés. Mais la différence n'est qu'apparente : la loi reproduit les dispositions essentielles du décret et s'applique en fait à l'immense majorité des étrangers. Restent à peu près seuls soumis au décret les étudiants et les rentiers. Il serait juste et nous l'avons déjà dit que les étudiants fussent astreints aux mêmes droits d'immatriculation que les travailleurs ; quant aux rentiers, ils acquitteraient volontiers les minimas frais de la déclaration sur papier timbré.

L'abolition du décret mettrait surtout fin à cette dualité incompréhensible, tout au moins bizarre.

Il découlerait de cette réforme que tous les étrangers indistinctement, venant fixer leur résidence en France et

(1) Au dernier Congrès de la Police Judiciaire internationale qui vient de se tenir à Monaco (avril 1914), un vœu a été adopté en faveur de la création d'une fiche anthropométrique internationale.

non admis à domicile, seraient soumis aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 8 août 1893.

Les touristes, les étrangers ne venant que pour peu de jours, ne tomberaient évidemment pas sous le coup de la loi pourvu, toutefois, que ce délai ne soit pas trop long, et que la durée maxima en soit déterminée par un texte précis.

2° Dans l'article second de la loi, il y a lieu d'apporter une modification :

Ou bien supprimer le mot « sciemment » si l'employeur reste justiciable du tribunal de simple police, puisque en matière de contravention la peine est encourue dès que le fait existe, quelle que soit la bonne foi du contrevenant ;

Ou bien, ce qui paraîtrait plus logique : établir l'unité de juridiction pour l'employeur et pour l'employé et rendre le patron justiciable lui aussi de la police correctionnelle comme le comportait le projet de la Commission. C'est le moyen le plus efficace d'assurer l'entière exécution de la loi : le patron en effet, n'est nullement tourmenté par la pensée de se trouver en contravention. Sans doute on crée un délit nouveau et on expose au désagrément de poursuites correctionnelles des personnes fort honorables ; mais, celles-ci n'auront qu'à respecter la loi pour éviter ce désagrément inhérent à toute loi pénale. Une loi de 1877 oblige tous les propriétaires de chevaux à présenter à certaines époques ces animaux devant une Commission de placement et en cas de non présentation, les rend passibles de peines correctionnelles. Personne d'abord n'a songé à protester contre cette loi ; quant aux parquets, ils n'ont eu relativement que très peu de contraventions à poursuivre. Il n'en serait certainement pas ainsi si le con-

trévenant n'était exposé qu'à une condamnation en simple police. Ce que l'intérêt national a fait décider dans ce cas, le même intérêt ne devrait-il pas le faire admettre et décider dans l'espèce qui nous occupe, d'autant mieux que le cas échéant, il serait possible au patron d'établir sa bonne foi ?

3° Nous irons plus loin et dans le but d'assurer effectivement l'exécution de la loi, nous voudrions que conformément à l'ancien projet Castellin, Déroulède et Millevoys, le patron soit rendu solidairement responsable des frais ou amendes encourus par l'ouvrier étranger.

4° La loi de 1893 oblige l'étranger, en cas de changement de *commune*, à faire viser son extrait d'immatriculation à la mairie de sa nouvelle résidence, dans les deux jours de son arrivée. L'intention du législateur est à n'en pas douter de suivre l'étranger dans tous ses déplacements, or par suite de l'insuffisance de ce texte, c'est précisément dans les grands centres — là où il importe le plus de ne pas le perdre de vue — que cette prescription reste à l'état de lettre morte. En effet, rien n'oblige jusqu'ici l'étranger après sa première immatriculation, à Paris par exemple, lorsqu'il transfère son domicile d'un point un à autre de la capitale, à soumettre au visa son récépissé de déclaration.

Il y aurait un réel intérêt à imposer cette formalité lors de tout changement de domicile.

5° La sanction prévue par l'article 4 est manifestement trop faible. Nous devons déplorer de ne pas voir l'emprisonnement à côté de l'amende. S'il s'agissait de sévir contre des personnes stables, solvables, ayant un domicile régulier, la peine simplement pécuniaire aurait pu être regardée comme suffisante ; mais il s'agit de frapper des

individus qui pour la plupart viennent en France gagner leur vie et qui sont notoirement insolvables, des individus qui dès la condamnation et même dès la poursuite s'empresseront le plus souvent de faire régler leurs salaires et retourneront dans leur pays à moins qu'ils ne tentent encore d'aller s'embaucher dans une commune éloignée.

La peine de l'emprisonnement paraît donc s'imposer ; sans doute elle ne contribuera pas à donner la solvabilité aux délinquants ou à leur assigner une résidence fixe ; mais elle permettra la détention préventive et par suite assurera l'efficacité de la répression à l'égard de gens essentiellement mobiles ; elle est de plus la seule peine dont l'exécution soit possible à l'égard de personnes qu'une amende doit laisser profondément indifférents.

Un premier pas a été déjà accompli par la loi de 1912 dont l'article 9 (modifiant l'article 3 de la loi du 8 août 1893) prévoit un emprisonnement de deux à six mois en cas de déclaration fausse ou d'emploi de faux papiers par un étranger.

Souhaitons qu'une sanction analogue puisse être prise vis-à-vis de l'étranger, tout au moins de celui qui refuse de se soumettre aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi.

6° La loi de 1912, pour combler une lacune de celle de 1893, avait annoncé qu'un règlement d'administration publique définirait les pièces d'identité requises par l'article 1^{er}.

Divers règlements ont vu le jour depuis, mais aucun n'a donné la nomenclature attendue.

La question vaut cependant qu'on s'y intéresse.

On ne saurait s'entourer de trop de garanties pour préciser dans les meilleures conditions l'identité des étrangers : c'est vraiment entrer dans l'esprit de la loi et répondre au but poursuivi depuis 1888.

Parmi les mesures susceptibles de faire l'objet de lois nouvelles, celle qui semble répondre à tous nos désirs, qui protégerait le plus efficacement nos nationaux dans les différents domaines de notre activité : politique, économique et social, est incontestablement la création d'une taxe.

1° Taxe militaire.

Nous n'entrerons dans aucun développement sur cette question qui a fait l'objet de discussions passionnées et de nombreux projets de loi.

Comme nous l'avons dit précédemment, le Ministère des Affaires Etrangères s'est toujours opposé avec succès à l'établissement d'une taxe quelconque en objectant les traités antérieurs, les questions de réciprocité diplomatique, ou les représailles à l'égard de nos nationaux.

Mais cette objection vise surtout les questions de main d'œuvre — car l'Allemagne qui est liée comme nous par les traités diplomatiques — a bien établi des taxes sur le séjour des étrangers dans les villes d'eaux (Carlsbad). Tout comme en matière douanières (spécialisation des produits), elle a su tourner la difficulté. A l'heure actuelle il est question au Reichstag de faire supporter même par les étrangers l'impôt de guerre. Pourquoi dès lors, hésiterions-nous à suivre cet exemple ? Pourquoi ne pas imposer aux étrangers résidant en France une contribution qui équivaldrait à l'impôt que nos nationaux paient en nature.

Les années que le Français passe sous les drapeaux sont pour ses intérêts, pour son avenir, des années perdues. L'étranger au contraire trouve dans l'exemption de cette charge un bénéfice inappréciable et de ce fait possède en France sur nos nationaux un avantage marqué.

N'est-il pas juste de rétablir l'équilibre ? De même que naguère le favorisé du sort, le dispensé, acquittait une taxe compensatrice de l'impôt du sang, de même il serait logique de faire contribuer l'étranger à la dépense qu'occasionne notre force militaire, protectrice de son travail.

Il serait d'ailleurs équitable dans le calcul de la taxe de tenir compte de la situation militaire de l'étranger.

Assez douce pour celui qui ne vient en France qu'après avoir accompli son devoir de citoyen dans son pays, cette taxe serait plus forte pour celui qui s'y est dérobé et dont l'expatriation n'a été motivée que par le désir d'éviter toute caserne ; le maximum, à notre avis, devrait être réservé à celui qui, né en France, après avoir bénéficié durant sa minorité des avantages réservés à nos nationaux ne décline alors la qualité de Français que pour échapper à la conscription.

Sans doute la loi (1) exige qu'à l'appui de sa répudiation il produise dans ce cas « un certificat constatant qu'il a « répondu à l'appel sous les drapeaux conformément à la « loi militaire de son pays » mais trop souvent cette prescription reste lettre morte.

Qu'on ne nous oppose pas la crainte de difficultés diplomatiques, car la généralisation de cette taxe ne serait-elle pas au contraire une garantie internationale contre la désertion.

Il serait juste d'ailleurs de faciliter à celui qui en manifesterait la volonté, le moyen de s'acquitter d'une autre manière, en lui permettant, par exemple, de servir dans notre armée métropolitaine : la durée du stage nécessaire pour la naturalisation ne pourrait-elle pas être abaissée

(1) Code civil, article 8, § 4.

pour celui qui souscrirait un engagement d'une certaine durée ?

2° Limitation de l'emploi d'ouvriers étrangers.

La Ville de Paris et certaines administrations ont inséré dans leurs cahiers des charges l'obligation pour les adjudicataires de limiter à la proportion de 10 pour 100 sur leurs chantiers ou dans leurs entreprises, le nombre des étrangers engagés. Cette mesure gagnerait à être généralisée. Elle devrait être obligatoire pour les départements, pour les communes, établissements publics, etc... On pourrait même en prévoir l'extension à l'industrie privée en apportant toutefois une certaine modération dans l'application.

Au contraire, il devrait être formellement interdit d'employer des étrangers dans les entreprises intéressant la défense nationale, spécialement pour les travaux des forts.

3° Du registre de population.

Il est à notre avis une mesure, qui bien que ne s'appliquant pas spécialement aux étrangers, faciliterait considérablement leur surveillance. Nous voulons parler du registre de population. Sa création a été réclamée en France à plusieurs reprises. On n'a guère objecté contre son institution que des raisons d'ordre pratique. Cependant il existe bien dans les pays voisins, en Belgique, en Allemagne, en Autriche où il rend les plus grands services, voire dans certaines villes de France, Nancy, Montpellier entre autres.

N'oublions pas que dans notre pays, la loi du 22 juillet

1791 qui n'est pas abrogée prescrit aux administrations communales de tenir à jour un registre de cette nature.

Si cependant il ne paraît pas possible d'appliquer cette loi d'une façon générale, il faudrait envisager pour les étrangers l'obligation de la déclaration annuelle.

4° Expulsion.

Au lieu d'être prononcée seulement par l'autorité administrative, l'expulsion pourrait être encourue de droit après certaines condamnations. Dans ce cas, elle prendrait le caractère d'une peine accessoire et serait du domaine judiciaire.

5° Mesures d'hygiène

Sans doute sur le territoire les étrangers sont assujettis à toutes les prescriptions d'hygiène imposées aux nationaux. Des propositions ont été déposées au Parlement, principalement par les docteurs Lachaud et Pujade et par M. Doizy. Elles tendent à instituer à l'entrée en France une sorte de contrôle sanitaire. M. Doizy en particulier, comprend le certificat de vaccination parmi les pièces justificatives exigibles des étrangers lors de l'immatriculation.

Ces différentes mesures sont excellentes. Puisse leur réalisation ne pas se faire trop attendre.

6° Mesures financières.

Il a été dit plus haut que l'immatriculation des étrangers constitue pour beaucoup de communes une lourde charge. Les droits d'expédition qui sont actuellement de 0 fr. 75, 0 fr. 50 ou 0 fr. 30 suivant la population, devraient être relevés de manière à couvrir pour les

municipalités les dépenses du service. La proposition en a d'ailleurs été présentée au Conseil municipal de Paris par l'honorable M. Achille.

*
* *

Il serait facile sans doute de préconiser bien d'autres moyens de remédier aux insuffisances signalées dans le cours de ce travail.

On pourrait réimposer aux logeurs et hôteliers les obligations auxquelles ils furent assujettis jusqu'à la veille de la Révolution, et qu'ils subissent encore de nos jours dans plusieurs Etats européens (1) — soumettre le voyageur de commerce étranger au traitement réservé dans son propre pays aux représentants de nos industries ; — tenter d'atteindre à l'étranger par des mesures coercitives le fraudeur qui inonde notre territoire de contrefaçons ou de produits falsifiés.

En elles ces solutions sont excellentes, mais ce ne sont que des palliatifs remédiant chacun à un mal particulier.

Gardons-nous d'ailleurs d'organiser une réglementation si rigoureuse, si tracassière, qu'elle rebute l'étranger. L'immigration est pour nous une nécessité inévitable, et puis la présence de l'étranger sur notre territoire n'est pas en elle-même un dommage : c'est souvent une source de richesse.

Au surplus il est une chose que nos hôtes apprécient

(1) Une ordonnance vient d'être prise tout récemment par le Préfet de Police (4 mai 1914). Elle permet à l'Administration d'être renseignée plus rapidement sur la présence de voyageurs dans les hôtels.

Elle impose à l'hôtelier l'obligation de tenir désormais un livre à souche dont la fiche mobile portant l'inscription du locataire, sera transmise le jour même à la Préfecture de Police.

particulièrement chez nous, c'est la liberté presque absolue dont ils jouissent sur notre territoire ; cette liberté, il ne peut être question de l'amoindrir et nous n'entendons pas faire quoi que ce soit qui puisse porter atteinte au bon renom de notre pays, ou laisser croire que nous avons oublié les grands principes de la Révolution. Le véritable but à atteindre, celui que nous n'avons cessé d'envisager au cours de cet ouvrage, c'est de nous prémunir contre le danger que peut occasionner éventuellement la surabondance de l'élément exotique.

Que faut-il faire pour cela ?

Le connaître, le suivre, l'éliminer quand c'est nécessaire.

A cette triple condition, nous endiguerons le flot montant sans en être submergé ; loin de nous laisser imprégner par l'étranger, nous nous l'assimilerons, nous resterons *nous-mêmes*.

Vu :

Le Président,

A. DE LAPRADELLE.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Pour le Vice-Recteur,

L'Inspecteur de l'Académie,

FONTANE.

ANNEXES

I. ANCIENS TEXTES (abrogés ou désuets).

DÉCRET des 1^{er} Février — 28 Mars 1792.

EXTRAIT

Art. 1^{er}. — Toute personne qui voudra voyager dans le royaume sera tenue, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, de se munir d'un passeport.

2. — Les passeports seront donnés exclusivement par les officiers municipaux, et contiendront le nom des personnes auxquelles ils seront délivrés, leur âge, leur profession, leur signalement, le lieu de leur domicile, et leur qualité de Français ou d'étranger.

3. — Les passeports seront donnés individuellement, et seront signés par le maire ou autre officier municipal, et par celui qui l'aura obtenu ; dans le cas où ce dernier déclarera ne pas savoir signer, il en sera fait mention sur le passeport et sur le registre de la municipalité.

4. — Les passeports seront expédiés sur papier timbré, conformément au décret des 12 décembre 1790-18 février 1791. Les voyageurs qui les obtiendront seront seulement assujettis aux frais du timbre.

5. — Les Français ou étrangers, qui voudront sortir du

royaume, le déclareront à la municipalité du lieu de leur résidence, et il sera fait mention de leur déclaration dans le passeport.

6. — Les personnes qui entreront dans le royaume prendront à la première municipalité frontière un passeport.

7. — L'ordre signé par un commandant militaire tiendra lieu de passeport, entre les mains de tout agent militaire actuellement employé dans l'étendue du commandement de l'officier qui aura signé ledit ordre.

8. — Les gendarmes nationaux, les gardes nationales et les troupes de ligne de service exigeront des voyageurs la représentation de leurs passeports.

9. — Le voyageur qui n'en présentera pas sera conduit devant les officiers municipaux, pour y être interrogé, et mis en état d'arrestation, à moins qu'il n'ait pour répondant un citoyen domicilié.

10. — Les officiers municipaux, suivant les réponses du voyageur arrêté, ou les renseignements qu'ils en recevront, seront autorisés à le retenir en état d'arrestation, ou à lui laisser continuer sa route ; dans ce dernier cas il lui délivreront un passeport.

11. — Le temps de l'arrestation ne pourra excéder un mois, à moins qu'il ne soit survenu quelques charges contre le voyageur arrêté.

12. — S'il n'y a point de maison d'arrêt dans l'endroit où le voyageur aura été arrêté, il sera conduit dans la maison d'arrêt la plus voisine du lieu de l'arrestation.

13. — Il sera néanmoins accordé au voyageur, pour maison d'arrêt l'étendue de la municipalité, dans laquelle il aura été arrêté ou transféré, au moyen d'une caution pécuniaire, qu'il fournira lui-même, ou qui sera donnée pour lui, à la charge de se représenter pendant le temps déterminé.

14. — Si, le temps de l'arrestation expiré, il n'est parvenu aucun renseignement satisfaisant sur le compte du voyageur arrêté, les officiers municipaux l'interpelleront de déclarer le lieu où il voudra se rendre, et d'après sa déclaration il lui sera délivré un passeport, contenant les motifs de son arrestation et

l'indication de la route qu'il voudra suivre, dont il ne pourra s'écarter.

15. — Si le voyageur s'écarte de la route qui lui aura été tracée, il sera arrêté et conduit devant les officiers municipaux du lieu de l'arrestation.

16. — Les officiers municipaux, après l'avoir interrogé, pourront, suivant les circonstances, ou le renvoyer avec un nouveau passeport et une nouvelle indication de route, ou le faire mettre de nouveau dans une maison d'arrêt, pour le temps et suivant les formes exprimées dans les articles précédents.

17. — Tout Français qui prendra un nom supposé dans un passeport sera renvoyé à la police correctionnelle, qui le condamnera à un emprisonnement qui ne pourra être moindre de trois mois, ni excéder une année.

18. — Il sera dressé pour tout le royaume une formule de passeport.

LOI du 24 Vendémiaire an II contenant des mesures pour l'extinction de la mendicité.

EXTRAIT

.....
Titre II, art. 6. — Tout mendiant reconnu étranger sera conduit sur la frontière de la République, aux frais de la Nation ; il lui sera passé trois sous par lieue jusqu'au premier village du territoire étranger.

LOI relative aux passeports du 26 Vendémiaire an VI.

EXTRAIT

Art. 1. — Les passeports qui conformément aux dispositions des lois, doivent être délivrés aux citoyens français ou étran-

gers désigneront à l'avenir les lieux où les voyageurs doivent se rendre ; ils seront visés par le Commissaire du Directoire exécutif, près de l'Administration chargée de la délivrance des passeports.

.

ARRÊTÉ des Consuls du 12 Messidor an VIII.

EXTRAIT

.

Section II. — Police générale. — Passeports.

Art. 3. — Il (Le Préfet de police de Paris) délivrera les passeports pour voyager de Paris dans l'intérieur de la République. Il visera les passeports des voyageurs.

.

ARRÊTÉ des Consuls du 3 Brumaire an IX

EXTRAIT

Art. 1^{er}. — Le Préfet de police de Paris exercera son autorité dans toute l'étendue du département de la Seine, et dans les communes de Saint-Cloud, Meudon et Sèvres, du département de Seine-et-Oise, en ce qui touche les fonctions qui lui sont attribuées par l'arrêté des Consuls du 12 messidor an VIII.

Art. 3. — Le Préfet de police remplacera le Préfet du département de la Seine, pour la délivrance des passeports à l'étranger.

.

1851. — ORDONNANCE concernant les étrangers.

Nous, Préfet de police,

Vu l'article 3 de l'arrêté du 12 messidor an VIII ;

La loi du 3 décembre 1849 concernant le séjour des étrangers en France ;

Considérant qu'un certain nombre d'étrangers abusant de l'hospitalité qui leur est donnée en France, se livrent à des manœuvres coupables contre la sûreté intérieure et extérieure de l'État :

Qu'il est de notre devoir de prescrire les mesures nécessaires pour déjouer ces manœuvres,

ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

A l'avenir, tout étranger qui arrivera dans le département de la Seine, avec l'intention d'y résider ou d'y exercer une industrie, devra se présenter, dans les trois jours de son arrivée, à la Préfecture de police, pour obtenir, s'il y a lieu, un permis de séjour.

Cette disposition n'est pas applicable aux étrangers voyageant pour leurs plaisirs ou leurs affaires, sans intention de résidence, et munis d'un passeport de leur Gouvernement, régulièrement visé.

II

Les étrangers, actuellement résidant à Paris, et qui ne se trouvent pas dans le cas de l'exception prévue par le deuxième paragraphe de l'article précédent, seront tenus, dans le délai de huit jours, de se présenter à la Préfecture de police (1^{re} Division, 2^e Bureau), pour y faire régulariser leur position.

III

Tout étranger qui contreviendra aux dispositions qui précèdent sera expulsé du territoire français.

Le Préfet de police,

P. CARLIER.

Vu et approuvé :

Le Ministre de l'Intérieur,

LÉON FAUCHER.

II. TEXTES ACTUELS

LOI du 3 décembre 1849 (expulsion des étrangers).

Seuls les articles 7, 8 et 9 sont encore en vigueur.

Art. 7. — « Le Ministre de l'Intérieur pourra, par mesure de police, enjoindre à tout étranger voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français et le faire conduire à la frontière. Il aura le même droit à l'égard de l'étranger qui aura obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France, mais après un délai de deux mois, la mesure cessera d'avoir son effet si l'autorisation n'a pas été révoquée suivant la forme indiquée dans l'article 3. Dans les départements frontiers le Préfet aura le même droit à l'égard de l'étranger non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au Ministère de l'Intérieur. »

Art. 8. — Quiconque se sera soustrait à l'exécution des mesures édictées dans l'article précédent ou dans l'article 272 du Code pénal, ou qui, après expulsion rentrera en France, sans la permission du Gouvernement, sera condamné de un à six mois de prison.

Art. 9. — Les peines prononcées par la présente loi pourront être réduites conformément aux dispositions de l'article 463 du Code pénal.

DÉCRET du 2 octobre 1888 relatif aux étrangers résidant en France.

Article Premier. — Tout étranger non admis à domicile qui se proposera d'établir sa résidence en France devra, dans le

délai de quinze jours, à partir de son arrivée, faire à la mairie de la commune où il voudra fixer sa résidence une déclaration énonçant : 1° ses nom et prénoms, ceux de ses père et mère ; 2° sa nationalité ; 3° le lieu et la date de sa naissance ; 4° le lieu de son dernier domicile ; 5° sa profession et ses moyens d'existence ; 6° le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs lorsqu'il sera accompagné par eux. Il devra produire toute pièce justificative à l'appui de sa déclaration. S'il n'est pas porteur de ces pièces, le maire pourra, avec l'approbation du préfet du département, lui accorder un délai pour se les procurer. Un récépissé de sa déclaration sera délivré gratuitement à l'intéressé.

Art. 2. — Les déclarations seront faites à Paris, au préfet de police, et à Lyon au préfet du Rhône.

Art. 3. — En cas de changement de domicile, une nouvelle déclaration sera faite devant le maire de la commune où l'étranger aura fixé sa nouvelle résidence.

Art. 4. — Il est accordé aux étrangers résidant actuellement en France et non admis à domicile un délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions qui précèdent.

Art. 5. — Les infractions aux formalités édictées par le présent décret seront punies des peines de simple police, sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au Ministère de l'Intérieur, en vertu de la loi du 3 décembre 1849, article 7.

*LOI du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France
et à la protection du travail national.*

Article Premier. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers fixé par un arrêté ministériel. Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes

de l'état civil, moyennant les mêmes droits. En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Art. 2. — Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni d'un certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police.

Art. 3. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition sera passible d'une amende de 50 à 200 francs. Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera passible d'une amende de 100 à 300 francs et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français. L'étranger expulsé du territoire français et qui y sera rentré sans autorisation du Gouvernement sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière. L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

Art. 4. — Les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la Caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui en sera frappé.

LOI du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades.

Article premier

Tous individus domiciliés en France ou y possédant une résidence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession, une industrie ou un commerce ambulants, seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe.

La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, résidences, dates et lieux de naissance des décla-

rants. Récépissé leur en sera délivré sur la seule justification de leur identité.

L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs (5 à 15 fr.) et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé.

Art. 2.

Tous individus de nationalité française qui n'ayant en France ni domicile, ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains devront demander un carnet d'identité reproduisant leur signalement avec photographie à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence avec l'indication du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements.

Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité.

Les commerçants et industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent qu'après s'être assurés qu'elles sont bien pourvues du carnet d'identité.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.) et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration

mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée.

Art. 3.

Sont réputés nomades pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. Ces nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à exécution de la loi devront, dans un délai d'un mois, demander le carnet prévu au paragraphe précédent, soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-préfet dans les autres arrondissements.

Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine constatée par la production de pièces authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. Ils adresseront leur demande de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière.

La délivrance du carnet anthropométrique d'identité ne sera jamais obligatoire pour l'Administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 décembre 1849 sur le séjour des étrangers en France, non plus qu'à l'exercice des droits reconnus au maires sur le territoire de leurs communes, par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades.

Tous nomades séjournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de la gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie, au maire.

Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage.

Art. 4.

Le carnet anthropométrique d'identité est individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir d'un carnet collectif comprenant tous les membres de la famille.

Les mentions à porter sur ces carnets seront déterminées par les règlements d'administration publique prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté le rattachant à chacune de ces personnes ;

2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visées. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ;

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la présente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et 16 du décret du 10 août 1852.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal.

Art. 5.

Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à mille francs (100 fr. à 1.000 fr.) :

Ceux qui auront fabriqué, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article premier, soit un faux carnet d'identité, soit une fausse plaque spéciale de contrôle ;

Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identité originairement véritables, soit une plaque spéciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identité fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle fabriquée, altérée ou falsifiée.

Art. 6.

Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et

d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs (50 fr. à 500 fr.) :

Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article premier, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant ;

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne.

Art. 7.

En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au cas de non-paiement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du Code de procédure civile.

Art. 8.

Les dispositions des articles 1, 2, 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles.

Art. 9.

Les articles 1^{er} et 3 de la loi du 8 août 1893 sont modifiés et complétés comme il suit :

« ARTICLE PREMIER. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire au maire ou au commissaire de police, délégué à cet effet par le maire, une déclaration de résidence en justifiant de son identité, dans les huit jours de son arrivée. Aucune déclaration ne pourra être accueillie par le maire ou le commissaire de police, si celui qui l'a faite ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

« Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant, dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits.

« En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie ou au commissariat de police de sa nouvelle résidence.

« ART. 3. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de cinquante francs à deux cents francs (50 à 200 fr.).

« Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité au moyen de faux papiers, même lorsque l'usage ou la tentative d'usage de faux papiers ne sauraient avoir pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers, sera passible d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cent francs à trois cents francs (100 à 300 fr.) et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

« L'étranger expulsé du territoire français, et qui serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois ; il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

« L'article 463 du Code pénal sera applicable au cas prévu par la loi. »

Art. 10.

La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Avant l'expiration de ce délai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique pour les nomades, les mentions et les visas à porter sur ce carnet, ainsi que la nature et les indications de la plaque spéciale de contrôle prévue par l'article 4.

Art. 11.

Un règlement spécial d'administration publique, rendu après avis du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, déter-

minera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants, forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 2 assujettis à la présente loi.

Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à deux cents francs (16 à 200 fr.) ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 12.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

Art. 13.

Toutes dispositions contraires à la présente loi sont abrogées, sans qu'il en soit en rien dérogé aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du Préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes locales et, généralement, pour la protection du bon ordre, de la sûreté et de la salubrité publiques.

Art. 14.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

III. — PROJETS DE LOI
ayant pour but de modifier les dispositions
de la législation française
sur le séjour des étrangers.

1^o Proposition Pradon (1885).

Précédée par un rapport remarquable, peut-être le plus important de tous ceux que nous avons sur la question, il présente sous une forme très claire et très littéraire à la fois toutes

les objections qu'on a si souvent répétées depuis, contre l'émigration étrangère. M. Pradon proposait une taxe de séjour de 18 francs par an et par personne étrangère ; cette taxe réduite à 6 francs s'il s'agissait d'un ouvrier ; elle était enfin de 54 francs par an, par étranger qui, né en France, n'avait pas réclamé la qualité de Français à sa majorité.

2° Proposition Thiessé (1885).

La taxe proposée par M. Thiessé ne devait atteindre que les ouvriers embauchés pour des travaux autres que les travaux agricoles ; cette taxe devait être fixée suivant le salaire de chaque profession et d'après les tarifs arrêtés chaque année par la loi de finances. Cette proposition était d'un mécanisme trop compliqué pour pouvoir fonctionner.

3° Proposition Steemackers (1886-1887).

Elle demandait à toutes les personnes qui emploient des étrangers à un titre quelconque :

1° une taxe de 10 centimes par jour et par personne employée ou 5 ⁰/₀ de l'appointement mensuel ;

2° une double taxe sur les personnes étrangères employées par des concessionnaires de travaux publics.

Cette proposition cherchait alors à donner satisfaction à l'irritation que provoquaient certains adjudicataires de travaux publics, par un large emploi d'étrangers. Il est certain que ce sentiment est en général beaucoup plus vif contre les Français qui favorisent les étrangers que contre ces étrangers eux-mêmes. Aussi conçoit-on facilement qu'une thèse si populaire et d'ailleurs de si équitable apparence, ait paru séduisante. Il est bon qu'elle ait été formulée comme un blâme et comme une protestation. En fait, l'incidence de la taxe y reste la même, la taxe sur l'employeur n'étant qu'une taxe sur l'employé avec une complication en plus.

4^e Proposition Pally (23 novembre 1885).

Cette proposition tendait à faire introduire, dans tous les marchés de travaux publics passés par l'État, les départements ou les communes, ainsi que dans tous les cahiers des charges des conventions passées avec les compagnies concessionnaires de travaux ou services publics, une clause stipulant que les entrepreneurs ne pourraient employer que des ouvriers français. C'était expulser purement et simplement les étrangers des chantiers et ateliers nationaux. Par une lettre en date du 4 décembre 1886, le ministre des Travaux Publics, étudiant l'état comparatif des ouvriers français et étrangers employés sur les chantiers de l'Etat, faisait observer que la présence des ouvriers étrangers était motivée :

1^o par l'insuffisance du nombre des ouvriers français ;

2^o par le fait des relations entre entrepreneurs et ouvriers les suivant partout ;

3^o par les nécessités des travaux sur des points frontières.

Ces considérations, si sérieuses qu'elles fussent, n'auraient peut-être pas paru suffisantes pour le rejet d'une proposition prise en considération par la Chambre. Mais le ministre des Affaires Etrangères fit valoir qu'une pareille mesure, équivalant à l'expulsion en masse des ouvriers étrangers était absolument contraire aux principes du droit international. « Si de pareilles « mesures, disait-il, s'expliquent en temps de guerre, il est « insolite d'y recourir en temps de paix lorsqu'il ne s'agit pas « de représailles à exercer... Il n'est pas douteux que de semblables mesures ne soient en opposition absolue avec l'esprit « des traités et avec les principes du droit des gens ; elles « soulèveraient certainement de la part des puissances étrangères, des réclamations et des difficultés qu'il est du devoir « du Gouvernement de prévenir. »

Le ministre reconnaissait d'ailleurs que rien ne pouvait empêcher l'Etat, les départements et les communes d'introduire dans le cahier des charges de chacune de leurs entreprises, des conditions spéciales sur la nationalité des ouvriers à employer.

MM. Carret et Duval, appuyés par le rapporteur, déposèrent alors un amendement tendant au moins à interdire par une disposition légale l'admission des entrepreneurs et fournisseurs étrangers aux travaux et fournitures publics, soit qu'il y eut, soit qu'il n'y eut pas d'adjudication. Les objections de droit international faites à la proposition Pally, atteignant aussi cet amendement, ses auteurs le retirèrent.

Proposition Cordier.

M. Cordier, substitut du procureur général à Caen, proposait dans un discours de rentrée (1887), une série de mesures à l'égard des étrangers :

1^o Surtaxe de la patente de l'étranger qui fait commerce en France ;

2^o Augmentation des droits de mutation et de succession en France, quand il s'agirait d'étrangers ;

3^o Francisation d'office sous certaines conditions.

Cette proposition qui rappelait trop l'ancien droit d'aubaine existant avant 1789, fut considérée comme excessive et aucun membre du Parlement ne voulut la reproduire soit à la Chambre, soit au Sénat.

Proposition Castelin et Déroulède (21 novembre 1889).

M. Castelin voulait astreindre tous les étrangers à une déclaration devant être renouvelée chaque année. Le récépissé de cette déclaration devait être frappé d'une taxe dont le montant serait fixé chaque année par décret.

M. Castelin demandait, en outre, que les étrangers fussent assujettis à la taxe militaire.

Proposition Lalou (25 novembre 1889).

M. Lalou proposait les taxes suivantes :

- 1° 24 francs par an par étranger établi en France ;
 - 2° Taxe militaire étendue aux étrangers de 21 à 45 ans ;
 - 3° 50 francs par an par ouvrier ou employé étranger ;
- Cette dernière taxe à la charge du patron.

Proposition Mucherez (28 novembre 1889).

Taxe variant de 24 à 48 francs à la charge de toute personne employant des étrangers.

Proposition Brincard et Haussmann (30 novembre 1889).

M. Brincard proposait :

D'instituer un livret pour les étrangers, tous les emplois successifs devant être notés sur ce livret, ainsi que les salaires payés. Il serait visé tous les six mois à la mairie. Les employeurs paieraient une taxe égale à 5 % du salaire journalier.

A 21 ans, l'étranger résidant en France ferait trois ans de service dans la légion étrangère, sauf s'il prouvait avoir servi dans son pays.

Proposition Hubbard, Barbe, Montault (14 décembre 1889).

Se proposant de faire en sorte que désormais il y ait intérêt et avantage sur le territoire français à être citoyen français, ils voulaient imposer à tout étranger une déclaration sur les revenus actuels dont il jouit ou sur le produit de sa profession, de son commerce, de son industrie ou de son travail et forcer le

revenu ainsi déclaré à supporter une taxe de séjour de X pour mille.

Les cinq dernières propositions de loi firent l'objet d'un rapport de M. Maxime Lecomte (30 janvier 1890) et de M. Turrel (2 avril 1892). (Voir historique de la loi du 8 avril 1893).

Proposition Guillemet (1890).

M. Guillemet demandait la création d'une taxe de 40 francs qui serait imposée aux étrangers résidant en France depuis un an au moins.

Proposition Thellier de Poncheville (1892).

M. Thellier de Poncheville demandait la création d'une taxe représentative de la taxe militaire. L'étranger serait tenu dans les trois mois de sa majorité, s'il est en France, ou dans les trois mois de son arrivée s'il est majeur, de déclarer s'il entend se soumettre aux obligations de la loi militaire. En cas de refus il serait astreint à la taxe militaire instituée par la loi de 1889. En outre s'il exerce en France une profession salariée ou patentée, il paierait une taxe supplémentaire pendant tout le temps que les hommes de la classe à laquelle il appartient par son âge, passeront sous les drapeaux.

Seraient toutefois exempts de la taxe ceux qui prouveraient avoir satisfait aux obligations militaires dans leur pays d'origine.

Proposition Lacretelle (1893).

M. Lacretelle demandait la création d'une taxe de 50 francs qui serait imposée aux domestiques étrangers.

Proposition Gauthier de Clagny (1893).

M. Gauthier de Clagny reprit la proposition de MM. Machery et Brincard et demandait que toute personne employant des étrangers fût astreinte à faire une déclaration et assujettie à une taxe de 5 % des salaires payés à chaque étranger.

Il demandait en outre que l'étranger employé en France fût soumis à la taxe fixe militaire imposée aux Français exonérés du service militaire dans l'armée active, taxe dont le principe existe notamment dans la loi fédérale suisse du 28 juin 1878.

Proposition Antide Boyer (1893).

M. Antide Boyer proposait la création d'une taxe de 1 % sur le salaire des ouvriers étrangers qui travaillent à un prix inférieur à celui de la série des prix actuellement établie dans les grandes villes de France. Cette taxe devait être versée par les patrons entre les mains des trésoriers des hospices les plus voisins.

La proposition fut repoussée.

Proposition Marius Martin.

M. Marius Martin demandait l'adoption de la proposition suivante :

« Toute personne employant des étrangers à quelque titre que ce soit sera tenue d'en faire la déclaration à la mairie de la commune dans laquelle l'étranger sera employé. L'Assistance publique à Paris, les communes et les départements auront le droit de poursuivre contre tout employeur le remboursement des sommes dépensées pour l'hospitalisation, l'assistance ou tout autre secours distribué à titre d'indigent.

La Chambre n'a pas adopté.

Citons encore les propositions :

Brice et Chapuis (1893).

Pierre Richard (1894).

Bazille (1894).

demandant également la création de taxes diverses.

•

Au cours de la législature de 1902 à 1906, la Chambre des députés a été saisie de différents projets de loi destinés à aggraver notre législation sur les étrangers, projets pour l'examen desquels elle a déclaré l'urgence.

Ces propositions rappellent celles déposées au cours des législatures précédentes et aboutissent aux mêmes conclusions.

Rappelons pour mémoire les rapports de MM. Chauvin, Grosjean et Dubuisson qui se rejettent sur la taxe frappant les patrons et sur la limitation proportionnelle dans l'emploi des ouvriers étrangers, qu'ils fixent à 1/10. Quant à la taxe, elle varie selon les propositions et l'importance des villes, elle évolue de 60 à 172 francs. M. Coutant demande aussi la limitation à 10 % de l'emploi des ouvriers étrangers et, en outre, oblige les patrons à payer aux ouvriers étrangers les mêmes salaires qu'aux Français. (Tarifs des Chambres syndicales ouvrières de la région.)

M. Defontaine demande que les ouvriers qui travaillent en France et retournent le soir à leur pays d'origine soient astreints à faire une déclaration par semaine, à la mairie de leur résidence professionnelle.

Ce projet a été repris par son auteur au cours de la dernière législature.

•

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Lors de la discussion des conditions d'établissement du chemin de fer métropolitain, le Conseil municipal de Paris, dans sa

délibération du 2 juillet 1886, approuvait un article additionnel fixant à 10 % la proportion du nombre des étrangers sur les chantiers de ce chemin de fer (proposition Alphonse Humbert, Sauton, Mesureur, Strauss, etc.).

La proposition fut adoptée par 53 voix contre 3. Cette proportion de 10 %, figure dans tous les cahiers des charges relatifs aux travaux de la ville de Paris.

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE

PROJET DE VŒU

*relatif à la création d'un registre de population
dans toutes les communes.*

« Le Conseil général,

« Considérant que la tenue des registres de population améliorerait l'administration communale et rendrait possible l'application intégrale des lois de recrutement, d'hygiène, des retraites ouvrières, etc., etc., en obligeant tous les citoyens à faire pour eux et leur famille une déclaration à la mairie de leur domicile lors de leur arrivée et de leur départ ;

« Considérant que les art. 103 et 104 du Code civil relatifs à la fixation du domicile, ne sont jamais observés ;

« Considérant que la loi du 19-22 juillet 1791 est toujours en vigueur et impose la tenue d'un registre de population ;

« Que ce registre rend les plus grands services dans la plupart des villes d'Europe et dans quelques villes de France,

« Émet le vœu :

« 1° Que la loi du 19-22 juillet 1791 soit strictement appliquée ;

« 2° Que la tenue des registres de population soit rendue absolument obligatoire, par le Gouvernement, dans les mairies de

toutes les communes du territoire français, et que des pénalités soient inscrites dans la loi à intervenir pour que personne ne puisse l'enfreindre;

« 3^e Que des secrétaires ou employés de mairie de villes utilisant déjà officieusement les registres de population soient appelés à faire partie de la commission qui serait chargée de régler les modalités de ce service rendu obligatoire. »

Paris, le 30 novembre 1911.

Signé : Émile MASSARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Archives parlementaires (Rapports et procès-verbaux).

Archives municipales (Rapports et procès-verbaux).

Annuaire statistique de la ville de Paris.

Annuaire de l'Institut de droit international.

BACQUET. — *Traité du droit d'aubaine*, Oeuvres, Lyon, 1744.

BARRIER. — *La police des étrangers*. Paris, 1898.

BATAILLARD (Paul). — *De l'apparition et de la disparition des Bohémiens en Europe.*

BERTHÉLEMY (H.). — *Droit administratif.*

BERTILLON (J.). — *Statistiques.*

BLUNTSCHLI. — *Le droit international*, traduction LARDY. Paris, 1881.

BLETEAU. — *De l'asile et du droit d'expulsion*. Paris, 1886.

BES DE BERC. — *De l'expulsion des étrangers.*

Bulletin international de la répression des fraudes, 1912.

CAUWÈS. — *Cours d'économie politique*, 1910-1911. Le commerce international.

CHALLIER. — *La nouvelle loi sur la circulation des nomades*. Paris, 1913.

CLERGET (Paul). — « La défense des produits français » *La revue des Français*, 1913.

- COPINEAU et HENRIET. — La loi du 8 août 1893, *Lois nouvelles*, 1895.
- Conseil d'hygiène du département de la Seine* (Procès-verbaux).
- DURAND. — « Des conditions de séjour des étrangers en France », *Journal de droit internat. privé*, 1889.
- DEMANGEAT. — *Histoire de la condition des Etrangers en France dans l'ancienne monarchie et dans le nouveau droit*. Paris, 1844.
- DENISARD. — *Collections de décisions nouvelles et de notions relatives à la juridiction actuelle*.
- ESMEIN. — *Histoire du Droit français*.
- FUSTEL DE COULANGES. — *La Cité antique*.
- FIORE PASQUALE. — *Droit international privé*, traduit de l'italien, par PRADIER FODÉRÉ, 1875.
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE. — *De la nationalité d'origine*.
- GEOUFFRE DE LAPRADELLE. — *Cours de droit international public*.
- GEFFEKEN. — *Le droit d'intervention*. Berlin, 1887.
- HEFFTER. — *Le droit international public de l'Europe*, traduction J. BERGSON, Berlin, 1883.
- HOLTZENDORFF. — *Handbuch des Volkerrechts*. Hambourg, 1887.
- ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSY. — *Recueil des anciennes lois françaises*. Paris, 1833.
- JACQUELIN. — *Cours de droit administratif*, 1910-1911, La séparation des pouvoirs, *Journal de droit international privé*.
- LABAND. — *Le droit public de l'Empire*.
- LAMOIGNON. — (Collection).
- LEROY-BEAULIEU. — « La question des étrangers en France au point de vue économique », *Journal de droit international privé*, 1888.
- MARTENS (DE). — *Droit des gens*.
- MÉDECIN (Paul). — *Étude sur l'admission des étrangers en France*. Paris, 1909.
- Ordonnances de la Préfecture de police* (collection).

- PINHEIRO-FERREIRA. — *Notes sur le droit des gens de DE WATTEL.*
- PLANIOL. — *Droit civil.*
- POTHIER. — *Traité des personnes.* Paris, 1778.
- RENAULT (L.). — « Les unions internationales », *Cours de droit international*, 1910-1911.
- RENAULT (L.). — « Des crimes politiques en matière d'extradition », *Journal de droit international privé*, 1880.
- Statistiques de la Préfecture de police.*
- TAILLANDIER. — *Manuel formulaire de la naturalisation*, 1890.
- Voyageurs de commerce*, Procès-verbaux de la Chambre syndicale.
- WATTEL (DE). — *Droit des gens.*
- WEISS. — *Traité de droit international privé*, 1894.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS.....	1
HISTORIQUE.....	9

PREMIÈRE PARTIE

La législation française

PRÉLIMINAIRES.....	21
CHAPITRE I. — LA LOI DU 3 DÉCEMBRE 1849.....	24
§ 1 ^{er} . — Du droit d'expulsion.....	24
§ 2. — Disposition de la loi.....	27
§ 3. — Sanctions.....	29
§ 4. — Application et critique.....	30
CHAPITRE II. — LE DÉCRET DU 2 OCTOBRE 1883.....	32
Preliminaires.....	32
1 ^o Exposé.....	32
2 ^o Pratique et commentaires.....	34
3 ^o Forme, lieu de la déclaration.....	36
4 ^o Pièces justificatives.....	37
5 ^o Du récépissé.....	37
6 ^o Sanctions.....	38
7 ^o Critique.....	39
CHAPITRE III. — LA LOI DU 8 AOÛT 1893.....	40

1° Historique de la loi	40
2° Commentaire de la loi.....	42
3° Étrangers assujettis à la loi.....	42
4° Du délai d'immatriculation.....	46
5° Forme de la déclaration.....	47
6° Procédure. Certificat et droit d'immatriculation.....	47
7° Changement de résidence.....	48
8° De l'employeur.....	48
9° Des sanctions.....	50
10° De la prescription.....	51
11° Critique.....	51
CHAPITRE IV. — LOI DU 16 JUILLET 1912.....	53
1° Modification de la loi du 8 août 1893.....	53
2° La réglementation et la circulation des nomades.....	58
A. Définition du nomade.....	58
B. Obligations imposées au nomade.....	60
C. Mesures de répression.....	66

DEUXIÈME PARTIE

Insuffisance du système actuel

Préliminaires	71
1° De l'émigration étrangère.....	71
2° Statistique générale.....	72
3° Paris. Statistique municipale	74
4° Causes de l'immigration.....	74

CHAPITRE I. — INSUFFISANCE DU SYSTÈME ACTUEL AU POINT DE VUE POLITIQUE.....

1° Nos départements frontières.....	81
2° Paris	83
Allemands.....	86
Américains.....	87
Anglais.....	88
Autro-Hongrois.....	89
Belges, Luxembourgeois, Hollandais.....	90

Espagnols et Portugais.....	91
* Italiens.....	92
Russes.....	93
Roumains, Serbes, Bulgares.....	96
Suisses.....	97
Autres nationalités.....	98
3° Réfugiés politiques.....	100
4° Les deserteurs étrangers.....	104
5° La culture intellectuelle du pays.....	106
6° La naturalisation.....	115
CHAPITRE II. — INSUFFISANCE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE.....	121
1° Ouvriers étrangers (l'émigration et la baisse des salaires. Le chômage).....	121
Les tailleurs, casquettiers, brocanteurs.....	125
Les marchands de reconnaissances du Mont de Piété. Les cochers.....	126
La règle du 1, 10.....	127
La taxe et les traités diplomatiques.....	128
2° Les voyageurs de commerce.....	130
Leur régime à l'étranger : Allemagne. Autriche. Bel- gique. Brésil. Angleterre. Espagne. Russie, etc....	133
3° Les chefs d'entreprises Les patrons.....	142
L'État français et les adjudications intéressant la dé- fense nationale.....	144
L'envahissement de la capitale (grands boulevards. Halles).....	147
Les fraudeurs et les produits étrangers.....	152
CHAPITRE III. — INSUFFISANCE DE LA LÉGISLATION ACTUELLE AU POINT DE VUE SOCIAL ET FINANCIER.....	155
§ 1 ^{er} . — Hygiène.....	155
Nos frontières. L'émigration (rapport des D ^{rs} Pujade et Lachaud).....	156
Paris.....	156
Le Conseil municipal de Paris et la question des étrangers.....	166

La Préfecture de la Seine et la Préfecture de Police dans les questions d'hygiène.....	167
Les garnis et les taudis du 4 ^e arrondissement.....	169
Le trachôme a Paris.....	181
La vaccination et les étrangers.....	191
§ 2. — Les mœurs. La criminalité. Paupérisme. Répercus- sions financières.....	194
Les mœurs (jeux, filles publiques).....	194
Criminalité proprement dite.	197
Paupérisme. Répercussion financière.....	203

TROISIÈME PARTIE

De la législation comparée

§ 1 ^{er} . — Des pays qui mettent à l'immigration des con- ditions restrictives.....	212
§ 2. — Des pays à passeports.....	218
§ 3. — Pays d'accès libre.....	219

QUATRIÈME PARTIE

Conclusion.....	225
ANNEXES.....	237
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	261
TABLE DES MATIÈRES.....	265

